

SEPTEMBRE 1989.

N- 8 9 2 5

ECONOMIE ET HISTOIRE :

VERS DE NOUVELLES ALLIANCES ?

Robert BOYER
CEPREMAP, CNRS, E.H.E.S.S.

Ce texte a bénéficié des remarques et commentaires recueillis lors du séminaire des Annales, séance du 5 Mai 1989 sur le thème "Histoire et sciences sociales : un tournant critique". Que les divers intervenants en soient remerciés. L'auteur est seul responsable des idées exprimées et des erreurs, inexactitudes, maladresses qui demeureront dans la présente version.



ECONOMIE ET HISTOIRE : VERS DE NOUVELLES ALLIANCES ?

Robert BOYER

R E S U M E

Depuis la fondation des Annales, économistes et historiens semblent avoir adopté des stratégies différentes en matière d'histoire économique : axiomatisation, mathématisation, sophistication des outils économétriques pour les premiers, conquête d'une multiplicité de nouveaux territoires pour les seconds. La New Economic History a certes introduit précision, rigueur et une certaine cumulativité des recherches, mais aboutit souvent à une histoire immobile. Pour R. SOLOW, l'histoire économique a été tout autant enrichie que corrompue par l'adoption d'une analyse économique qui se veut atemporelle et universelle. De nos jours apparaissent clairement les limites de cette conception : les résultats de la cliométrie sont au mieux mitigés, parfois tout à fait décevants ; aucune théorie ou modèle ne parvient à rendre compte de la totalité des faits stylisés des années quatre-vingts ; enfin l'hypothèse que les crises se répéteraient à l'identique a été démentie en 1973, en 1979, comme lors du krach boursier d'Octobre 1987. Dès lors, les économistes, théoriciens comme praticiens, commettent de redoutables erreurs lorsqu'ils négligent les transformations de longue période des modes de régulation.

L'article plaide en faveur d'une nouvelle alliance qui viserait à forger une analyse économique originale, ouverte sur l'historicité et qui serait bâtie sur les acquis et la tradition des Annales. Précision et contrôle de l'objet et du niveau d'analyse, test des hypothèses et non pas seulement de leurs conséquences, reconnaissance de la multiplicité des principes de légitimité et de rationalité permettraient une révolution copernicienne en matière de théorie économique. Elle devrait formuler autant de modèles que de grandes configurations du lien social, du système technique, des formes d'articulation de l'économie aux autres sphères. La prise en compte des phénomènes de mémoire et d'oubli et du temps long des transformations structurelles donneraient plus de cohérence aux théories et de pertinence aux politiques économiques.

En conclusion, la poursuite de trajectoires divergentes en histoire et en économie n'est pas une fatalité. Les avancées contemporaines des sciences sociales, la disponibilité de formalisations accordant toute sa place à l'historicité des trajectoires socio-techniques, rendent possible, même plus nécessaire, la relance du projet des Annales.

ECONOMICS AND HISTORY : TOWARDS A NEW ALLIANCE ?

Robert BOYER

A B S T R A C T

Since the Thirties, economists and historians have seemingly followed different strategies for economic history. Axiomatisation, mathematisation and econometric sophistication on one side, investment in numerous new territories in the other. Of course, the New Economic History has brought precision, clarity and some cumulateness, but frequently leads to a timeless History. As R. SOLOW pointed out, economic history has both been enriched and corrupted by modern economic analysis, assumed to be true everywhere and any time. Nowadays, this conception does not cope with emergent problems. The results from New Economic History are at best mitigated, sometimes very disappointing. Still worse, in the Eighties, not any modern theory or model do cope with the whole set of stylized facts. The forecasts according which 1973, 1979, the 1987 stock market crash would reiterate 1929 have turned out as erroneous. Consequently, economists, theoreticians or experts, make painful mistakes when they abstract from the long run transformations in "régulation" modes.

The paper is a plea for a new alliance which would build a genuine economic analysis, widely open upon historicity and path dependency and would draw on past major findings in economic history in the spirit of Annales. A careful control over the level and subject investigated, a wide conception about the multiplicity of legitimacy and rationality principles would induce a copernician revolution in economic theory : How to build as many models as broad configurations for social relations, technical systems and links between the economic sphere and the others. Memory and oblivion, and a long term view of structural transformations would give coherence to theory and relevance to economic policies.

Therefore, the present diverging trajectories for History and Economics can be avoided. New advances in social sciences, recent models capturing path dependency and historicity make possible, even more highly valuable, a new start for a genuine economic history in Annales style.

J.E.L. CLASSIFICATION SYSTEM : 020 - 030 - 040 - 110.

MOTS CLES : Histoire économique, Revue Annales, Théorie économique Générale, Méthodologie, Cliométrie, Régulation.

KEY WORDS : Economic history, Review Annales, General Economic Theory and Methodology, Macroeconomics, New Economic History, "Regulation" Approach.



ECONOMIE ET HISTOIRE : VERS DE NOUVELLES ALLIANCES ?
Robert BOYER

S O M M A I R E

LES CRISES SE SUCCEDENT MAIS NE SE RESSEMBLENT PAS.....	1
L'alliance originale des Annales.....	1
Les sentiers divergents de l'après guerre.....	2
Le temps présent : et si l'économie était fille de l'histoire !.....	4
AUX TEMPS HEUREUX DE LA CLIMETRIE.....	6
Du temps historique au temps logique : le paradoxal succès de l'analyse économique.....	6
Une floraison de contributions originales à l'histoire économique.....	8
QUE DE PROGRES....MAIS OU EST DONC PASSE L'HISTOIRE ?.....	10
Les formes d'organisation, pas seulement le marché.....	11
Des démarches rigoureuses, des résultats stimulants.....	13
...Mais une histoire immobile.....	15
LES ANNEES QUATRE-VINGT-DIX : LE RETOUR DE L'HISTORICITE.....	18
Le noyau dur de l'analyse économique en question.....	18
Un nouvel épisode dans le changement à long terme des modes de régulation ?.....	20
1929 et 1987 : Crises et krachs....ou le retour de l'histoire.....	23
POUR UNE NOUVELLE ANALYSE ECONOMIQUE DE L'HISTORICITE.....	27
Au-delà de la dépendance, vers une interaction symbiotique ?.....	27
Les sept piliers d'une nouvelle alliance.....	29
1. Forger des notions ou objets intermédiaires.....	29
2. Vérifier les hypothèses, pas seulement les prédictions des théories.....	31
3. Une multiplicité de logiques non un principe unique de rationalité.....	33
4. Assumer la variété des configurations du lien social.....	34
...Qui correspondent à autant de modes de régulation.....	36
5. Cerner l'émergence de configurations radicalement neuves.....	37
6. Prendre en compte les effets de mémoire et d'oubli.....	40
7. Le temps long de l'historien, antidote à l'impatience de l'économiste comme conseiller du prince.....	43
VERS UNE GRANDE BIFURCATION ?.....	46
La poursuite d'une divergence entre théorie et histoire économiques....	46
.....Ou l'histoire économique, comme lieu d'une alternative ouverte sur les sciences sociales.....	47
Trois chantiers pour un renouveau de l'histoire économique.....	49
° Réinvestir le thème du développement économique.....	49
° Analyser le processus de sortie des grandes crises, sans illusion téléologique.....	49
° Pour une approche englobante de l'économie : vers une contribution majeure de l'historien.....	50
UN PARI !.....	51
NOTES.....	53

LES CRISES SE SUCCEDENT MAIS NE SE RESSEMBLENT PAS

Par des médiations subtiles, trop rarement étudiées, les périodes de déstabilisation monétaire, financière et économique correspondent très généralement à un éclatement ou la remise en cause de nombre de paradigmes et programmes de recherche des diverses disciplines de sciences sociales, toujours en devenir. On s'en souvient, tel avait été le contexte de la fondation des Annales. La crise des années trente était alors omniprésente, au point de justifier de nombreux articles consacrés à son interprétation émanant non seulement de chercheurs mais aussi de praticiens et de responsables politiques.

L'ALLIANCE ORIGINALE DES ANNALES.

Véritable creuset, la revue des Annales combinera en un projet original les approches économiques à la SIMIAND, une reprise du projet durkheimien et de celui de VIDAL DE LA BLACHE, sans oublier une critique de l'histoire événementielle et une tentative de dépassement d'un marxisme quelque peu fossilisé, dont le tranchant méthodologique s'était émoussé au fil des débats politiques et idéologiques (1). Sans entrer dans le détail de la problématique des Annales, il convient de souligner que dans cette recherche d'une histoire totale, les aspects économiques reçoivent une attention particulière (2). Alors que l'histoire politique se voit accorder un rôle tout à fait mineur en opposition avec la Revue Historique, l'analyse des faits économiques, sociaux et culturels, constitue l'essentiel des articles. La revue joue donc un rôle clé dans les réorientations des diverses disciplines correspondantes, inaugurant ainsi de fortes interactions entre recherches historiques et avancées en sciences sociales.

Pour leur part, dans les années trente, les économistes sont conduits à réexaminer la plupart de leurs outils et méthodes, en vue de répondre aux évolutions si particulières de l'entre-deux-guerres : croissance exceptionnellement rapide à la fin de la première guerre mondiale, apparition de tensions puis plongée dans la dépression, absence de reprise nette en dépit même de la variété des politiques économiques suivies de 1932 à 1939. Frappés par la grande variabilité des évolutions conjoncturelles, les théoriciens se concentrent sur la dynamique économique approchée d'un double point de vue. D'un côté l'explication des cycles ou tout au moins des fluctuations concentre la majorité des recherches : économistes autrichiens et anglais proposent une extraordinaire variété de modèles, selon le rôle relatif accordé aux facteurs réels et monétaires dans le déclenchement et la diffusion des perturbations (3). De l'autre, la possibilité même de la poursuite de la croissance fait problème au point que nombre d'économistes anticipent l'entrée dans une phase de stagnation durable... du fait même de l'épanouissement des tendances propres au capitalisme industriel et financier (4). Enfin, dans leur quasi-totalité les observateurs prennent conscience des transformations intervenues dans l'organisation des économies avancées et de leurs relations avec la spécificité des évolutions de la production, de l'emploi, de l'inflation, comme des taux d'intérêt (5).

C'est dans ce contexte qu'historiens et économistes sont amenés à percevoir le caractère complémentaire de leurs deux disciplines. Dans les années quarante, leurs travaux respectifs présentent maintes intersections

en matière de concepts, de méthodes et d'outils. Les raisons de ce rapprochement sont multiples. Tout d'abord, les historiens des Annales ont besoin d'alliances nouées à l'extérieur de l'histoire traditionnelle, qu'ils entendent réformer par un usage systématique des outils de la sociologie et de l'économie en particulier. En outre, dans les années trente, une moindre spécialisation et division du travail entre économistes et historiens de l'économie autorise de notables interactions : le langage est sensiblement le même et aucune divergence majeure, du type de celles observées plus tard, ne vient bloquer ces échanges. De plus, l'urgence des problèmes de l'époque est telle qu'il n'est pas trop difficile aux historiens économistes de trouver un terrain commun. Enfin, à la dextérité de l'historien dans la combinaison des divers outils des sciences sociales ne s'oppose pas encore la mathématisation des théories et la sophistication des modèles appliqués, forgés par les économistes.

LES SENTIERS DIVERGENTS DE L'APRES GUERRE.

Pour autant, les disciplines ne sauraient se confondre, tant leurs finalités sont différentes. Rendre compte et analyser une période historique précisément délimitée dans le temps et l'espace pour les historiens, quitte à multiplier les angles d'approche, les points de vue et les disciplines, ce dont les ouvrages de Lucien FEVRE et Marc BLOCH constituent des témoignages exemplaires. Elaborer une théorie générale permettant une compréhension d'ensemble des phases de croissance et de crise, tel est au contraire l'objectif de l'économiste, dût-il pour cela simplifier grandement la variété des déterminants, économiques ou non, qui sont à l'oeuvre dans les sociétés industrielles. Ainsi s'expliquent sans doute les stratégies divergentes qui seront suivies après la seconde guerre mondiale.

D'un côté, les historiens vont progressivement réduire la part de leurs recherches consacrées aux phénomènes économiques, pour focaliser leur attention sur les aspects culturels. Ce faisant, les avancées de la sociologie, de la psychanalyse, des sciences politiques, de la linguistique et de bien d'autres disciplines encore (par exemple la climatologie) permettent à l'historien l'exploration, voire la conquête de nouveaux domaines. Simultanément, aux grandes régularités globales de la première époque succède la volonté d'éclairer les comportements individuels et collectifs, les plus essentiels mais jusqu'alors peu étudiés par les historiens. Dans la nouvelle histoire, la culture remplace progressivement l'économie comme point focal concentrant les recherches des générations montantes (6). Pour faire image, la discipline historique a choisi une *méthode extensive* d'exploration : lorsque menacent les rendements décroissants, de nouveaux champs d'investigation et méthodes sont progressivement investis par les historiens. Dans ce mouvement, ils accompagnent le déplacement intervenu dans les sciences sociales et y trouvent des sources renouvelées d'intuition. Ce faisant, l'histoire continue à jouer le rôle de creuset et de point de rencontre de disciplines dont la spécialisation croissante dessinerait autant de trajectoires divergentes en l'absence du rôle de "passeur" de l'historien.

D'un autre côté, et par opposition à cet éclectisme, les économistes dans leur majorité vont adopter dans les années soixante une stratégie de *culture intensive* de leur discipline. Dans un premier temps, seront forgés des principes généraux de l'analyse économique, base sur laquelle se

développent aussi bien les théories de l'équilibre général que les approches macroéconomiques. En conséquence apparaissent des rapports nouveaux avec l'histoire et plus généralement les autres sciences sociales. Alors que le noyau dur des théoriciens ne cesse de traquer les fondements de la rationalité et de l'équilibre économiques, l'état de l'art en matière d'analyses micro et macroéconomiques sert de référence dans une nouvelle approche de l'histoire économique. Ainsi, il devient courant de construire pour le passé lointain l'équivalent des séries de comptabilité nationale contemporaines, puis de tester la pertinence du modèle de croissance néo-classique ou, plus rarement il est vrai, de la théorie keynésienne. Se crée alors une dénivellation entre économistes et historiens de l'économie : aux premiers le soin de forger de nouveaux outils d'analyse, aux seconds de chercher à appliquer au passé ceux de ces instruments qui se sont avérés les plus fiables pour la période contemporaine. Ironiquement, se transpose au domaine intellectuel la théorie du cycle du produit : la coopération entre les deux disciplines est analogue aux relations qui, dans le système international, régissaient l'économie américaine, dominante, et les autres pays qui, dans les années soixante, tentaient de l'imiter.

A la réflexion, la démarche suivie par les économistes trouve son origine dans les bases mêmes de la discipline. Sa force et sa capacité d'expansion en direction d'autres disciplines, la sociologie, le droit et bien sûr l'histoire économique semblent tenir en fait à une triple caractéristique. En premier lieu, *la quantification* apparaît en quelque sorte naturelle en économie : par définition même les économies marchandes fonctionnent à travers la traduction d'un ensemble de possibilités techniques et de besoins en un système de nombres, à savoir les prix des diverses marchandises. Tel était le point de départ de l'histoire économique des prix agricoles, industriels et des salaires (7). Mais l'économiste, puis l'historien ne s'arrêteront pas là puisqu'ils chercheront à évaluer les productions, les revenus, le capital... (8). Ainsi se créent de notables différences entre le *nec plus ultra* des avancées théoriques et la pratique de l'historien. Néanmoins, dans l'un et l'autre cas, la quantification apporte la possibilité de tests d'hypothèses, en conformité avec les méthodes des sciences de la nature, mais à la différence peut-être de nombre d'autres domaines des sciences sociales. A une époque tout imprégnée de positivisme, l'économiste dispose ainsi d'un atout non négligeable. Mais c'est loin d'être le seul.

En effet, par vocation et tradition, l'historien est souvent tenté d'adopter une explication combinant une multiplicité de déterminations et de logiques venues du mental, du politique, du social et de l'économique. Pour sa part, l'économiste contemporain recherche un petit nombre de principes explicatifs, suffisamment généraux pour rendre compte de périodes ou de contextes géographiques différents. Le concept de *rationalité* constitue son arme clé. Selon une très vieille définition, l'économie est la science qui étudie la relation entre les fins et les moyens qui ont des usages alternatifs (9). Les théoriciens contemporains ont poussé plus avant cette conception et font de l'analyse économique la théorie des actions rationnelles, dans un environnement de raretés et de contraintes, mais de besoins et de désirs illimités (10). Le principe est tellement puissant qu'il a donné lieu à une multitude d'extensions aux frontières de l'économie entendue stricto sensu : sociologie économique dans la lignée de l'école de Chicago, théorie du droit, analyse des stratégies politiques.... L'opposition par rapport à la visée d'une histoire totale est alors manifeste : le calcul et l'optimisation des

coûts et des avantages seraient la clé des comportements sociaux quels que soient leurs champs.

Enfin, à la volonté de généralité de l'économiste s'oppose la modestie de l'historien qui cherche à rendre compte de la spécificité de groupes de pratiques, lors d'une période et sur un espace géographique bien délimités. Face à ce problème, l'historien recourt à l'artisan ou à la haute couture, l'économiste dispose d'un concept fétiche, fort commode pour rendre compte de la compatibilité d'un ensemble de comportements individuels. La notion d'équilibre n'a en effet cessé d'être raffinée à partir des conceptions des classiques, ouvrant une grande variété de théorisations et de modèles. Le problème du passage du micro au macroéconomique dispose d'une solution élégante, même s'il s'avère difficile en pratique de lui donner un contenu opératoire, lorsque les comportements apparaissent hétérogènes et/ou que leurs répartitions selon les agents varient considérablement dans le temps. D'où une troisième source de divergences entre recherches des historiens et des économistes. Pour les premiers l'étude n'est pas seulement celle des régularités mais du changement, alors que pour les seconds, sauf exceptions sur lesquelles on reviendra, l'attachement à la notion d'équilibre et de modèle montre assez le rôle accordé aux invariances.

LE TEMPS PRESENT : ET SI L'ECONOMIE ETAIT FILLE DE L'HISTOIRE ! .

Pourtant, depuis deux décennies, l'histoire des économies capitalistes avancées fait un retour remarqué dans les travaux, même les plus théoriques, des économistes. En effet, les évolutions observées en matière d'inflation, de chômage, de croissance et de productivité et de déséquilibres extérieurs, tout comme les changements organisationnels en matière industrielle, financière ou internationale introduisent nombre d'anomalies dans les cadres analytiques hérités des années soixante. Face à ce défi, deux grandes stratégies sont concevables.

- ° Soit il ressort que les théories antérieures fournissaient une *approximation devenue insatisfaisante* de la réalité des enchaînements macroéconomiques. Dans ce cas, les concepts de rationalité, et d'équilibre sont étendus et raffinés afin de rendre compte de ces anomalies ; par exemple, il ressort que si la qualité ne peut être appréciée indépendamment du prix, alors l'allocation par le marché perd de son efficacité au point que l'absence d'équilibre (marché financier) ou la persistance d'équilibre de sous-emploi (marché du travail) deviennent des phénomènes normaux et non plus pathologiques (11).
- ° Soit au contraire, ces décalages majeurs entre les prédictions et l'observation désignent une *inadéquation plus fondamentale des problématiques et des méthodes* antérieures par rapport à l'analyse de l'évolution des économies contemporaines. Alors, il importe de forger de nouveaux outils d'analyse permettant de cerner l'historicité des phénomènes économiques, leur variabilité dans le temps et l'espace (12). En d'autres termes, la rencontre de l'économie et de l'histoire devrait aboutir à une théorie originale et non pas prolonger les conceptions héritées des trente glorieuses.

L'une ou l'autre de ces alternatives sont susceptibles d'alimenter un renouveau de l'histoire économique, bien que leurs implications soient a priori fort différentes. Selon la première conception, le retour à l'histoire, par exemple aux épisodes qualifiés de grande dépression, constitue le moyen de cerner la validité des cadres théoriques déjà élaborés pour la période contemporaine. Dans ce cas, l'histoire économique apparaît comme une discipline auxiliaire qui se fait l'écho des controverses actuelles dans son champ propre. La tâche des chercheurs serait alors d'assimiler et de mettre en oeuvre fidèlement les dernières avancées des économistes théoriciens (13). A cet égard, une comparaison même rapide des articles à vocation économique, parus respectivement dans les Annales et dans Journal of Economic History, suggèrent que les revues internationales sont sans doute plus avancées dans ce processus que la revue française. La moisson des résultats est en général impressionnante, ce qui montre l'utilité d'une telle démarche d'application des outils modernes de l'analyse économique. C'est pourtant continuer à appliquer le modèle du cycle du produit, le territoire de l'histoire servant à l'exportation des outils frappés d'une certaine obsolescence, ou tout au moins d'une banalisation, chez l'économiste théoricien.

Selon la seconde approche, la confrontation avec l'histoire économique constitue la condition *sine qua non* d'un autre programme de recherche en économie et sciences sociales. Dans la mesure où chacune des grandes recherches historiques montre des procédures originales de coordination économique et d'articulation avec le politique, le social et l'idéologique, la tâche de l'économiste est alors d'élaborer une problématique suffisamment générale pour en rendre compte, au-delà de la tentation permanente du réductionnisme à l'économique, ou au technologique. De même, la constatation de la permanence sur très longue période de particularités locales, régionales ou nationales invite à réfléchir sur les phénomènes de mémoire, d'hystérésis, d'irréversibilité (14). C'est en un sens rejoindre les interrogations des classiques et des grands auteurs du XIX^{ème} siècle : pour ces derniers, il n'importait pas seulement d'expliquer la formation des prix et la distribution des revenus mais d'explorer la dynamique de transformation des économies marchandes puis du capitalisme industriel (15).

L'incertitude de la présente décennie, l'ampleur des transformations institutionnelles, mais aussi le caractère paradoxal des évolutions macroéconomiques, l'émergence de nouveaux outils d'analyse, redonnent tout son éclat à un programme de recherche qui viserait à *historiciser l'analyse et les théories économiques*. Tel est le pari que propose le présent article. Dans un premier temps, on montrera comment l'oubli du temps historique n'avait pas été trop préjudiciable à la pertinence des applications des théories économiques au monde contemporain. De même, le regain d'intérêt des économistes pour l'explication des phénomènes hors marché (l'entreprise, le contrat de travail, le régime monétaire, etc...) n'est pas sans intérêt pour l'historien économiste. Pourtant, la plupart des recherches contemporaines font de la quête d'une théorie valable en tout temps et tout lieu, le but ultime de leurs efforts. En conséquence, au-delà des séductions multiples, toutes ces conceptions enlèvent toute saveur aux processus historiques. Il s'agit en fait d'une *histoire immobile*. Or l'intuition aussi bien qu'un nombre croissant de recherches portant sur les deux dernières décennies suggèrent l'hypothèse inverse : l'histoire en train de se faire passe au crible les théories économiques et peu en réchappent !

Aussi, l'article insiste-t-il sur les apports majeurs de l'historien à un renouvellement des problématiques économiques. Seront ainsi proposés les *sept piliers d'une nouvelle alliance*. Pour faire image, pour l'économiste théoricien *l'histoire est fille de la théorie*, alors que dans cette nouvelle approche tout au contraire, les théories économiques ne peuvent être produites qu'en réaction aux transformations historiques de longue période. Pour filer la métaphore hégelienne, la théorie standard cherche à démontrer que tout ce qui est réel est rationnel, et vice versa. Par opposition, les créations des nouvelles formes d'organisation du capitalisme ne trouvent leurs explications que dans les processus constitutifs. Bref, *la théorie économique serait le produit de l'histoire économique, des représentations des acteurs et du travail des analystes*. Cette visée n'est pas que théorique puisqu'elle peut alimenter une série de recherches originales...qui en un sens renouent avec la visée initiale des Annales, à la lumière cependant des considérables avancées intervenues dans les sciences sociales au cours du demi-siècle écoulé. Mais auparavant, une mise en perspective des relations entre économie et histoire s'impose, car elle éclaire l'originalité des enjeux de la période présente.

AUX TEMPS HEUREUX DE LA CLIMETRIE

En effet, on ne saurait sous-estimer la richesse de la moisson obtenue par l'application des outils de l'analyse économique moderne à l'histoire. Mais le paradoxe est précisément que les succès de l'économiste tiennent à la recherche de régularités et d'invariances entre la période actuelle et le siècle précédent ou l'entre-deux-guerres. En un sens, l'évolution est analogue à celle intervenue en matière d'anthropologie à la suite par exemple des travaux de Cl. LEVI-STRAUSS : l'éclairage par la théorie des choix rationnels et de l'équilibre n'est pas sans relations avec la méthode structuraliste et son rejet partiel de l'événement et de l'historicité (16).

DU TEMPS HISTORIQUE AU TEMPS LOGIQUE : LE PARADOXAL SUCCES DE L'ANALYSE ECONOMIQUE.

L'après-seconde-guerre mondiale a été caractérisée par un effort sans précédent de la collecte statistique. La généralisation des cadres de comptabilité nationale conduit à dépasser les indicateurs traditionnels hérités du passé tels que l'inflation, la masse monétaire, les salaires, le solde commercial extérieur,.... En effet, en conformité avec la théorie keynésienne du circuit économique, production, revenu et demande donnent lieu à des évaluations, agrégées et sectorielles, systématiques. L'enrichissement est donc considérable par rapport à l'entre-deux-guerres. Il faudra d'ailleurs les années soixante pour que les historiens économistes se lancent de façon systématique dans l'élaboration des mêmes séries de comptabilité nationale pour le siècle précédent et l'entre-deux-guerres. De ce fait, rares seront les tentatives d'estimations rétrospectives de modèles keynésiens de demande effective (17). En effet, dans la majorité des cas, et surtout dans le monde anglo-saxon, c'est la problématique néo-classique qui a reçu la plus grande attention (18). Pourtant en termes théoriques, l'analyse économique se subdivise, après la seconde guerre mondiale, en deux sous-disciplines.

- ° D'une part, *la théorie microéconomique* se concentre sur les propriétés du système de prix dans une économie de marché pure. Dans la tradition walrasienne, les modernes *théories de l'équilibre général* se concentrent sur le théorème dit du bien-être explicitant à quelles conditions tout équilibre économique correspond à un optimum de Pareto et vice versa. Néanmoins, le théoricien procède à une simplification drastique des institutions constitutives des économies de marché : en fait un commissaire priseur unique centralise l'ensemble des offres et des demandes...de sorte que les résultats concernent plus une économie totalement centralisée qu'une économie monétaire dans laquelle les agents opèrent de façon totalement décentralisée par une série d'échanges privés. Il est à noter que certains historiens se sont essayés à rendre compte de la croissance américaine à l'aide d'une telle problématique (19). C'est à partir de ce même théorème que s'est bâti *le calcul économique*, initialement cantonné aux choix d'investissements et aux politiques de tarification, par exemple des entreprises publiques. Mais dans un second temps, ces outils ont stimulé les historiens qui se sont interrogés sur la rationalité de certains comportements ou formes d'organisation. Par exemple, à la veille de la guerre de sécession était-il rationnel de continuer d'employer des esclaves ou le salariat définissait-il une forme plus avantageuse pour les grands domaines du Sud ? (20) Telle est sans doute l'une des questions qui ont contribué à fonder la New Economic History. La théorie économique la plus abstraite faisait donc retour sur l'une des plus brûlantes questions de l'histoire socio-économique américaine (21).
- ° D'autre part, la crise des années trente avait rendu manifeste le fait que les mécanismes assurant l'ajustement des prix relatifs et des différentes productions ne conduisaient pas nécessairement au plein-emploi (22). Aussi l'explication du chômage, et par extension du degré d'utilisation des capacités de production, fit-elle l'objet d'un second cadre analytique, celui de la *théorie macroéconomique* d'inspiration keynésienne, base elle-même des modèles économétriques utilisés à des fins de prévisions et/ou d'analyse de la politique économique. Si, comme on l'a déjà noté, les historiens se sont peu intéressés à ce modèle, c'est que limité au court-moyen terme, il n'éclairait pas le processus de croissance à long terme. Aussi un second volet de l'analyse macroéconomique s'est-il concentré sur la possibilité et les déterminants de la croissance. A cet horizon, l'hypothèse était que les ressources en main-d'oeuvre et capital finissaient par être pleinement utilisées, de sorte que c'est un modèle d'inspiration néo-classique qui s'imposa (23). Il convient de souligner que l'un des premiers tests empiriques de ce modèle porta sur les Etats-Unis et révéla la prépondérance des effets du progrès technique, par rapport à la croissance démographique ou la substitution capital-travail. Dans les années soixante et soixante-dix, les historiens s'approprièrent ce cadre analytique, pour autant que soient disponibles les statistiques nécessaires, souvent limitées aux Etats-Unis et au Royaume-Uni pour le XIXème siècle (24).

Les approches micro et macro-économiques manifestaient un commun déplacement par rapport à nombre de théories antérieures : le remplacement du *temps historique* par un *temps logique* proprement instrumental par rapport à une logique de l'équilibre. Ce glissement se manifeste de multiples façons. D'abord les économistes de l'entre-deux-guerres avaient privilégié l'analyse du cycle et des enchaînements économiques. Pour sa part, la théorie keynésienne passe à la postérité par son seul modèle de courte période, sans

anticipations, délais d'ajustement ou variables cumulatives. L'équilibre de sous-emploi est certes possible et stable mais il est susceptible de mener au plein emploi à condition que les politiques économiques soient adéquates. Les irréversibilités implicites à la Théorie Générale sont ainsi converties en leur dialectique opposée (25).

Une évolution analogue s'observe dans l'analyse du moyen-long terme, pourtant traditionnellement domaine de rapprochement avec le territoire de l'historien. A la suite de la percée fondatrice que représente le modèle néo-classique, la théorie de la croissance convertit les changements structurels et institutionnels qui sont au coeur du processus de développement en un simple ajustement vers le sentier de croissance équilibrée. Sur ce point encore, le domaine des transformations cumulatives souvent assez largement irréversibles (approfondissement de la division du travail, extension géographique des échanges marchands, effet de spatialisation...) cède la place à l'ajustement de la combinaison capital-travail compatible avec le maintien du plein emploi (26). Certes, les économistes cambridgiens contesteront cette vue a-historique et proposeront des analyses alternatives en termes de croissance cumulative et de tendances historiques (27), sans pour autant susciter chez les historiens le projet d'utiliser leur construction dans leurs propres recherches. Seule l'économie du développement, en fait spécialisée dans la pathologie de la non croissance où le mal développement continuait à entretenir une dialectique entre l'évolution sociale, institutionnelle et politique et la dynamique économique (28).

UNE FLORAISON DE CONTRIBUTIONS ORIGINALES A L'HISTOIRE ECONOMIQUE.

Dans leur majorité pourtant, les économistes vont utiliser le passé pour cerner le degré de pertinence de leurs *constructions théoriques contemporaines*. Ainsi des épisodes historiques plus ou moins analogues à ceux de la période actuelle seront-ils mobilisés pour discriminer entre théories alternatives, par exemple entre les conceptions keynésiennes et monétaristes de

la politique économique. En quelque sorte, l'historien et son territoire jouent le rôle de *juge de paix* pour les théoriciens de l'économie. Sur ce point, ces recherches sont conformes à l'objectif des Annales puisque, au-delà des singularités et des événements, les chercheurs visent à débusquer le principe de régularités économiques. Dans ce but, ils mobilisent les progrès considérables intervenus, au cours des années soixante, en matière d'outils de l'analyse économique, plus sophistiqués et variés que lors des années trente. Quelques exemples déjà anciens méritent néanmoins quelques brefs commentaires.

Ainsi, *l'histoire monétaire* avait constitué de façon précoce un domaine privilégié de réflexion commune aux économistes et aux historiens. Depuis les premières formulations de la théorie quantitative, jusqu'aux travaux de l'école institutionnelle américaine et du NBER, expliciter les liaisons entre inflation et monnaie a toujours constitué un domaine très actif de recherches (29). Pour la période contemporaine, c'est sans doute la monumentale histoire monétaire des Etats-Unis de M. FRIEDMAN et A. SCHWARTZ (30) qui symbolise le mieux cette symbiose entre controverses théoriques contemporaines et retour sur l'histoire longue. Si l'hypothèse générale que l'inflation est fondamentalement un phénomène monétaire sort apparemment

confortée, il convient de souligner que certaines périodes de crise ont quelques difficultés à entrer dans le schéma explicatif : l'évolution surprenante de la vitesse de circulation de la monnaie dans les années trente ou dans le dernier tiers du XIX^{ème} siècle souligne combien l'histoire longue se charge de démentir les modèles élégants, mais toujours trop généraux, de l'économiste théoricien.

L'étude des grandes crises, en particulier financières, a constitué un moyen de discriminer entre théories et conceptions de politique économique alternatives. Ainsi, en écho avec l'interprétation monétariste les keynésiens ont-ils recherché dans la conduite de la politique budgétaire et fiscale les origines de l'effondrement intervenu de 1929 à 1932 aux Etats-Unis. L'épisode troublé de l'entre-deux-guerres a ainsi servi de laboratoire afin d'examiner la stabilité relative de la demande de monnaie ou de la fonction de consommation, le rôle rééquilibrant ou non des autorités publiques, opposant conceptions keynésiennes et monétaristes (31). De fait, la multiplicité des déséquilibres et contradictions de la période rend finalement difficiles les tests de théories qui demeurent en général à un haut niveau d'abstraction. De même, le retour contemporain de crises financières a donné un regain d'intérêt pour l'étude rétrospective de leurs précédents historiques : la spéculation est-elle rééquilibrante ou déstabilisante ? Faut-il attribuer à des comportements irrationnels l'essor de bulles spéculatives ? Quel pourrait-être le rôle des autorités monétaires en vue de réduire les risques correspondants ? Autant de thèmes qui, depuis la fin des années soixante-dix, alimentent des recherches impliquant une interaction relativement étroite entre histoire et théorie financières (32).

L'analyse de la croissance à long terme a constitué un troisième domaine dans lequel l'analyse économique contemporaine a fécondé les recherches historiques. Alors que traditionnellement les économistes considéraient surtout les mouvements de prix, les théories macroéconomiques ont conduit à privilégier les déterminants réels de l'activité : productivité, emploi, croissance du produit global. C'est dans cette optique que dans la plupart des pays de vieille industrialisation, les historiens ont élaboré des comptabilités nationales rétrospectives, qui ont souvent livré des vues considérablement plus riches que celles qui dérivait de la simple considération des phases d'inflation, de déflation (33). De même, loin du globalisme keynésien, nombre de travaux ont analysé les transformations sectorielles par lesquelles se manifeste le processus de développement, utilisant par exemple des tableaux d'entrée-sortie et des analyses de branches ou secteurs entraînants (34). Il est à noter que l'historien est alors utilisateur des catégories de l'économiste, dont il met en pratique les enseignements sur des périodes antérieures à la deuxième guerre mondiale. Phénomène hautement significatif, lorsque l'historien en arrive à la période contemporaine, il passe le plus souvent la main à son collègue économiste (35).

Par continuité avec le thème précédent, une mention spéciale doit être faite à deux des travaux qui lancèrent aux Etats-Unis la *New Economic History*. Quelle fut la contribution du réseau ferroviaire à la croissance des Etats-Unis ? La réalisation d'un calcul coûts-avantages a évalué les conséquences sur la formation des prix et la distribution de la production selon les régions et obtenu une contribution finalement modeste au produit national brut (36). Dans ce cas, le calcul microéconomique du bien-être remplace l'approche du processus de croissance lui-même, le champ se déplace

de l'analyse globale proprement historique et se réduit à une problématique plus strictement économique. Le même déplacement intervient à propos de la fameuse étude du rôle de l'esclavage dans l'économie du sud des Etats-Unis avant la guerre de sécession. L'estimation des rendements privés de l'esclavage fournit à nouveau une vue décapante de ce problème majeur dans l'histoire américaine. En lieu et place des traditionnelles approches sociales et politiques, l'historien examine la rationalité purement économique de l'esclavage. L'événement que constitue la guerre de sécession vient apparemment condamner une forme d'organisation jugée économiquement viable à long terme (37).

A la lumière de ces quelques trop brefs exemples on mesure mieux la tension permanente qui anime les relations entre historiens économiques et économistes théoriciens, même aux temps heureux de la cliométrie. Pour reprendre les termes de P. VILAR : "Le souci de l'économiste est théorique et prospectif ; l'histoire ne lui fournit que des données pour retrouver un modèle. Le souci de l'historien est celui des faits : son enquête est rétrospective... la théorie n'est pour lui qu'un instrument de systématisation." Ces préoccupations différentes expliquent aussi des positions contrastées vis à vis de la pluridisciplinarité : "L'économiste recherche des relations causales au sein de l'économie pure. L'historien, par l'intermédiaire du social, recherche les conséquences historiques des faits économiques qu'il établit." (38).

Cette caractérisation fournit un excellent fil directeur quant à ce que vont devenir les relations entre économistes et historiens dans les années soixante-dix et quatre-vingts. D'un côté les théoriciens vont s'attacher à affermir les bases de l'analyse économique par un usage intensif de la notion de rationalité dans un ensemble de champs nouveaux. Conformément à un cycle du produit continuellement renouvelé, ces avancées vont féconder une nouvelle génération de recherches historiques. D'un autre côté, la crise économique ouverte aux Etats-Unis à partir du milieu des années soixante et qui se manifesterait ensuite de façon ouverte tout au long des années soixante-dix va frapper d'obsolescence nombre de ces théories. Fondamentalement, des évolutions nouvelles par rapport aux années soixante vont introduire autant d'anomalies dans les schémas explicatifs. L'histoire comme lieu d'émergence de nouvelles configurations, paradoxales par rapport à la plupart des paradigmes, fait ainsi un retour remarqué au sein du travail théorique de l'économiste. Tels sont les deux thèmes qui seront successivement examinés.

QUE DE PROGRES.....MAIS OU EST DONC PASSE L'HISTOIRE ?.

Ces travaux de la seconde génération marquent un progrès considérable en ce qu'ils recherchent les bases économiques des formes d'organisation qui, en conjonction avec les marchés, contribuent à déterminer la nature des ajustements économiques. De ce fait ces avancées n'ont pas manqué d'exercer une influence sur les travaux des historiens, même si le mouvement est plus marqué dans les grandes revues internationales que dans les revues françaises, en particulier les Annales. Il est en effet frappant que cette revue ait suivi, avec modération et retard le mouvement initié à l'échelle internationale, ce trait s'explique sans doute par l'absence de spécialisation forte en histoire économique (39), la proportion décroissante des chercheurs s'y consacrant et, en général, son faible attrait pour les économistes.

LES FORMES D'ORGANISATION, PAS SEULEMENT LE MARCHÉ.

Telle semble être en effet la (re)découverte des théoriciens comme des historiens contemporains. Alors que toute la théorie microéconomique est basée sur la fiction d'un entrepreneur scrupuleux gestionnaire des choix optimaux le long d'une fonction de production, et d'un équilibre global déterminé par la main invisible, l'observation suggère un rôle moteur et déterminant des entrepreneurs dans la création de nouvelles combinaisons productives, conformément à la thèse néo-schumpétérienne, qui enregistre dans les années quatre-vingts un regain de faveur (40). Or il ressort que l'entreprise, le contrat de travail, le droit, les interventions publiques constituent autant de procédures de coordination économique et sociale qui méritent analyse et se superposent et/ou se combinent avec les phénomènes de marchés. Quelques exemples majeurs méritent mention.

- ° *La grande entreprise* constitue sans doute une des figures emblématiques du capitalisme contemporain, pourtant négligée par le noyau dur de la théorie économique. Jusqu'à une date récente la grande firme était supposée n'être que le vecteur de stratégies oligopolistiques ou monopolistiques, c'est-à-dire d'entraves à l'idéal de la concurrence pure et parfaite. On doit peut-être à un historien économiste tel que A.D. CHANDLER (41) d'avoir érigé l'émergence, l'expansion et la logique de la grande entreprise comme une question centrale de la théorie. Nombre de chercheurs prennent aujourd'hui conscience que cette forme d'organisation peut s'avérer dans certains cas plus efficace que le recours à une série de transactions sur des marchés externes. Dans ce cas, de nouvelles sources de rendements d'échelle peuvent être mobilisées grâce à l'émergence d'une nouvelle classe de gestionnaires qui tend à se séparer des propriétaires et des actionnaires. A l'issue de près d'un siècle et demi d'un tel processus de passage d'entreprises familiales à un capitalisme managérial, la gestion des secteurs et la dynamique macroéconomique elle-même s'en trouvent affectées.

En cette fin des années quatre-vingts, comprendre la logique sous-jacente à la constitution des entreprises retient l'attention des analyses en termes de coûts de transaction (42), d'application de la théorie des jeux (43), d'émergence des conventions (44) ou encore des théories de la bureaucratie (45). A l'échelle internationale, les chercheurs en histoire économique ont entrepris de tester la pertinence de ces diverses approches à la lumière de leurs études de cas. En France aussi l'histoire des entreprises s'est considérablement développée au cours des années récentes, bien que selon des problématiques aux ambitions théoriques moins affirmées, ou tout au moins différentes et moins focalisées sur les aspects les plus directement économiques.

- ° Parallèlement les théoriciens ont pris conscience que la *relation salariale*, constitutive de l'entreprise, s'affranchissait assez largement de l'échange marchand pur. Les théories micro et macro-économiques des années soixante avaient un peu vite assimilé travail et services du travail, achat et mise en oeuvre de la force de travail. Sur la base de cette séparation, nombre de raisons expliquent alors que le salaire ne soit pas une variable de marché (46). Le contrat de travail codifie en effet les relations entre le salarié et l'entreprise sur un horizon pluri-annuel : en conséquence, le salaire peut incorporer une prime de risque, créant un écart systématique par rapport au salaire assurant l'équilibre instantané

du marché du travail (47).

D'autres théoriciens ont souligné l'asymétrie entre ceux des salariés déjà employés et ceux qui sont à la recherche d'un emploi, le pouvoir de monopole des premiers empêchant la convergence vers le salaire de plein emploi (48). De façon plus radicale, est apparu l'équivalent d'une révolution copernicienne : alors que le salaire était supposé graviter autour de la productivité marginale dans la théorie walrasienne, au contraire ce pourrait être l'octroi d'un juste salaire qui parviennne à motiver les salariés, leur permettant d'atteindre des niveaux de productivité supérieurs (49). Voilà que les impératifs d'équité, la problématique du don et du contre-don, empruntée à l'anthropologie, font un retour remarqué dans les théories de l'emploi et du salaire. D'ores et déjà certains historiens ont cherché à interpréter à l'aide de la théorie du salaire d'efficience certains épisodes historiques clés en matière de formation des salaires (50), jetant un regard nouveau, parfois surprenant, toujours éclairant...même par la négative !

- ° Dans ce mouvement, l'économiste rencontre *les multiples formes d'organisation* sur la base desquelles opèrent les sociétés capitalistes contemporaines. Le caractère collectif de la détermination du salaire, conséquence de la reconnaissance puis de l'institutionnalisation des syndicats ouvriers, n'a pas manqué de retenir l'attention des théoriciens. Dans la littérature anglo-saxonne, les syndicats sont souvent rattachés à l'expression d'un pouvoir de monopole. Dans les années trente et quarante déjà, les économistes avaient interprété la persistance du chômage par le rôle du pouvoir syndical dans la création d'un différentiel de salaire par rapport à celui qui assurerait le plein emploi (51). Cette idée n'a pas manqué d'être reprise dans les années quatre-vingts : les syndicats ne défendant que les intérêts de ceux des salariés qui ont un emploi, seraient indirectement et souvent involontairement à l'origine d'un chômage durable et de masse (52).

Généralisant le propos, les chercheurs ont éclairé le dilemme de l'organisation collective (53) : créatrice de l'équivalent d'un bien collectif, elle peut susciter un comportement opportuniste de non adhésion...ruinant ses propres bases. Voilà donc l'économiste sur le terrain même des spécialistes des relations professionnelles, du sociologue et de l'historien. Poussant l'analyse, il peut même proposer une théorie générale selon laquelle les coalitions instituées pour défendre des intérêts spécifiques obtiennent en fait des rentes qui réduisent l'efficacité économique et rendent plus aigus les conflits politiques (54). Seules les organisations englobantes ont quelque intérêt à trouver une issue favorable aux conflits de distribution. Ainsi l'inégale rapidité de la croissance des différentes économies capitalistes a-t-elle été associée au caractère plus ou moins précoce du cadre constitutionnel, à la fin des guerres civiles ou des défaites, épisodes au cours desquels sont détruites les coalitions distributives qui ont pour but d'extraire de la société l'équivalent d'une rente de monopole. Voilà donc l'économiste au coeur de certaines grandes interrogations de l'histoire économique.

- ° Poussant l'audace un cran plus avant, les théoriciens se sont alors interrogés sur *le rôle et les origines du Droit*. De longue date les économistes avaient reconnu l'influence du Droit sur les décisions économiques, tout particulièrement en matière commerciale, fiscale, financière. Dans les années soixante, sous l'impulsion de l'Université de Chicago, émerge une nouvelle sous-discipline, *l'économie du Droit*. En un

premier temps, il a été montré que le calcul rationnel des agents économiques privés pouvait les conduire à violer les règles de droit. Ce qui auparavant était interprété comme écart à la norme, comportement déviant, voire irrationalité, devenait la conséquence logique de l'intérêt bien compris de certains individus (55). Cette analyse économique de la criminalité devait connaître un nouvel essor dans les années soixante-dix et quatre-vingts et être étendue aux problèmes d'économie informelle, de travail noir ou gris, etc...

Mais le principe d'économicité est si puissant, que les chercheurs ne pouvaient s'arrêter en si bon chemin : pourquoi ne pas expliquer la constitution des règles de droit elles-mêmes comme la conséquence d'un impératif économique ? Il revenait encore à un chercheur de l'Université de Chicago de lancer cette analyse économique de la genèse du droit (56). Ce dernier évoluerait sous l'action des juges qui implicitement ou explicitement chercheraient à maximiser le bien-être de la société. Et de proposer comment cette théorie pouvait rendre compte aussi bien du droit grec que de certains épisodes clés de la jurisprudence américaine. Voilà que l'efficacité, au sens de maximisation de la richesse, devenait le principe cardinal des activités tournant autour du droit et de la justice. La volonté d'unification de disciplines qui s'étaient largement autonomisées au cours du dernier siècle (57) allait de pair avec l'ambition d'éclairer le processus historique lui-même. D'autres tentatives, pour être moins extrémistes mais peut-être plus convaincantes, proposaient des critères différents mais eux aussi essentiellement économiques (58).

DES DEMARCHES RIGOREUSES, DES RESULTATS STIMULANTS.....

La richesse des quelques analyses qui viennent d'être rappelées montre assez l'intérêt et les avancées que constitue cette application des principes de l'analyse économique à ces domaines nouveaux. L'histoire économique antérieurement cantonnée aux tests de quelques modèles agrégés simples voit s'ouvrir des territoires variés et importants. On serait tenté d'y voir l'accès de l'histoire économique au statut de discipline scientifique en bonne et due forme.

Tout d'abord, il est dans le droit fil de la démarche historienne que de tenter de réinterpréter, *à la lumière des problèmes contemporains* et des outils conceptuels récemment élaborés, les épisodes du passé. C'est ainsi que se renouvellent en permanence la vision et les résultats à propos d'une même période ou d'un problème identique : chaque génération les transforme en fonction de ses propres préoccupations. Ainsi, si les théories économiques enregistrent des progrès significatifs dans la compréhension des formes d'organisation, il est intéressant de procéder à de nouvelles recherches historiques fondées sur ces hypothèses originales. A sa manière, et de façon certes tout à fait différente, l'Ecole des Annales ne fit pas autre chose. A certaines époques, il peut être fondé d'abandonner des problématiques obsolètes afin de tester la pertinence de nouvelles, face à des épisodes historiques mal ou insuffisamment éclairés par les travaux antérieurs. S'ouvrent nombre de terrains : histoires des entreprises, des politiques de gestion du personnel et des relations industrielles, réflexions sur les relations entre économie et droit.

Ensuite et surtout, ces problématiques sont susceptibles de conduire à *une plus grande rigueur* dans l'interprétation et la recherche des matériaux,

répondant ainsi à une objection fréquemment adressée à la démarche historienne. Norbert ELIAS par exemple écrit : "L'histoire tente de rétablir, à partir de ses vestiges fragmentaires, la corrélation entre les événements. La référence aux sources est vérifiable, mais l'assemblage et l'interprétation des fragments demeurent dans une très large mesure à la discrétion du chercheur individuel. Il leur manque cet appui solide que donnent au chercheur, dans des sciences ayant atteint un plus haut degré de maturité, les schémas d'analyse, ce que l'on appelle les hypothèses et les théories, qui évoluent en perpétuelle confrontation avec l'évolution de la connaissance empirique" (59). Et d'insister sur la progressive mise au point de "schémas généraux d'analyse" qui aient "une autonomie relativement plus étendue par rapport à la polarisation des valeurs qui prend racine dans des considérations extra-scientifiques". Clairement, on doit à la nouvelle New Economic History d'avoir secoué bien des conformismes, ouvert nombre de polémiques et d'avoir suscité en retour un effort de théorisations de la part des chercheurs qui ne se reconnaissaient pas dans ses principes explicatifs.

C'est de plus prendre au sérieux l'adage qui veut qu'il n'y ait de science que du général. En continuité avec la visée des Annales qui privilégie les explications structurelles et se défie d'approches purement événementielles, les historiens économistes américains et anglais ont poussé cet impératif plus loin encore et fait de leur discipline l'un des champs d'application de la plus avancée des sciences sociales. Mais il faut reconnaître la persistance d'une certaine tension entre deux séries de préoccupations. D'un côté, l'historien vise toujours à comprendre un épisode ou un cas, précisément délimités, le modèle dérivé de la théorie est pour lui un outil. De l'autre, le théoricien a la volonté de tester, et si possible, conforter le schéma explicatif en cours d'élaboration, le retour sur l'histoire ne constitue qu'un des moyens parmi d'autres (généralisation, changement de certaines hypothèses, tests sur la période contemporaine). Fondamentalement, si il existe une théorie économique pure, elle devrait être par définition valable en tout temps et en tout lieu. D'où dans les variantes extrêmes, une quasi-disparition des processus historiques en ce qu'ils sont spécifiques : l'économiste n'en retient habituellement que la partie qui confirme son modèle. S'il est scrupuleux, il cherchera de nouveaux indicateurs ou données. S'il est déçu ou pressé, il sera tenté d'accuser d'irrationalité les agents économiques. Que diable, leurs comportements n'obéissent pas à son modèle ! Ou encore, il jugera sa théorie si puissante et générale qu'elle méritera à peine vérification tant elle répond à l'intuition !

Il est à cet égard significatif que les économistes théoriciens adoptent finalement une conception des relations avec l'histoire tout à fait analogue à celle qu'entretenaient les structuralistes. Nul doute que nombre d'entre-eux pourraient faire leur la position de Cl. LEVI-STRAUSS : "L'analyse structurale concède à l'histoire une place de premier plan, celle qui revient de droit à la contingence irréductible. Pour être viable, une recherche tout entière tendue vers les structures commence par s'incliner devant la puissance et l'inanité de l'évènement" (60). Pour sa part, dans une conférence consacrée aux relations entre théorie et histoire économiques, K. ARROW déclarait : "Est-ce que l'économie est une discipline comme la physique, vraie en tout temps, ou ses lois sont-elles historiquement conditionnées ? (...), la théorie peut être si extraordinairement puissante que l'histoire deviendrait inintéressante, correspondant à la simple mise en scène d'un scénario pré-établi" (61). Pour sa part, il contestait la réponse

affirmative apportée par la majorité des économistes. Robert SOLOW ne disait pas autre chose : "Mon impression est que les meilleurs et les plus brillants de la profession procèdent comme si l'économie était la physique de la société, qu'il existait un modèle unique valable universellement qui doit simplement être appliqué" (62).

Il est clair qu'une telle vision n'est pas sans heurter le projet même et la sensibilité de l'historien. Avant de revenir sur les limites de cette démarche réductrice, il convient de souligner néanmoins une conséquence apparemment favorable de la diffusion des principes de l'analyse économique : la possibilité d'une démarche cumulative en histoire économique. Si les pères fondateurs des Annales donnent l'impression de livrer, par leur thèse, un chef d'oeuvre, c'est-à-dire un travail unique d'artisan qui couronne un long itinéraire personnel, les travaux anglo-saxons contemporains évoquent plutôt les principes de la division scientifique du travail. La décomposition des grands problèmes en une myriade de sous-questions, une relative standardisation des notions et des méthodes, autorisent une plus grande efficacité dans le rassemblement et la coordination de travaux décentralisés : la multiplication d'articles dans des revues spécialisées est l'expression ultime de ce mouvement, aux antipodes de la monumentale thèse d'Etat. D'où la possibilité d'effets de mémoire mais surtout de cumulativité, peut-être plus significatifs que dans le modèle européen, en tout cas différents.

...MAIS UNE HISTOIRE IMMOBILE.

Si en effet, les explications se succèdent et s'enchaînent, la finalité est en définitive d'aboutir à un modèle explicatif qui rendent compte de la totalité des faits stylisés que livrent la période contemporaine aussi bien que les périodes plus reculées. Le "bon modèle" devrait être invariant dans le temps et si possible dans l'espace, conformément à l'idéal des sciences de la nature pour lesquels ce principe est constitutif de la démarche scientifique. Il n'est dès lors pas trop difficile d'expliquer l'attraction qu'exerce sur les économistes ce modèle épistémologique. C'est un vieux rêve des théoriciens que d'aboutir à l'équivalent d'une mathématique ou d'une physique sociale (63). Pour autant que de telles invariances s'imposent, l'historien aurait bien tort de se priver de résultats aussi puissants. Mais hélas, relativement rares sont les exemples de tels succès. Qu'on reprenne brièvement les théories des organisations, précédemment présentées, et qu'on examine leur apport à la compréhension de l'histoire longue.

- ° Ainsi montrer que, sous certaines conditions, en terme de rationalité économique, *l'entreprise*, est potentiellement supérieure au marché pur, n'éclaire pas nécessairement les changements intervenus dans son organisation interne. Par exemple, à l'issue de son investigation, O. WILLIAMSON, l'un des grands spécialistes du domaine, ne livre finalement pas d'explication très argumentée du passage d'une forme en U à une forme en M. Bien que directement inspiré par l'histoire de l'entreprise américaine dressée par A. CHANDLER, l'auteur renvoie la compréhension de ces transformations à un ouvrage ultérieur (64). Visiblement, l'analyse synchronique l'emporte sur la diachronie. Certes cette dichotomie n'est pas un obstacle infranchissable puisqu'on trouve çà et là dans la littérature sur les coûts de transaction des hypothèses sur les raisons de

certaines changements historiques. Si se modifient l'environnement et les possibilités technologiques, alors la forme optimale de structuration de l'entreprise peut elle-même évoluer.

Par exemple, si s'accroît l'incertitude sur les débouchés, le financement, l'approvisionnement, la division fonctionnelle caractéristique des grandes firmes américaines peut s'avérer inefficace ; une décentralisation par unité productive ou par produit peut alors devenir supérieure (65). Il n'en reste pas moins que les changements organisationnels proviennent de transformations extérieures, sans que les entrepreneurs et les gestionnaires ne jouent de rôles majeurs. Or les travaux historiques suggèrent que la création d'entreprises et certaines innovations majeures, sont loin de résulter d'un simple processus cybernétique d'adaptation passive au marché. Au contraire, souvent l'entrepreneur réussit parce qu'il parvient à changer significativement la configuration d'une branche par l'innovation de produit ou de processus. La vision de l'entreprise par la théorie néo-classique moderne est encore assez loin de celle des schumpétériens (66), des gestionnaires, des historiens (67).

- ° Une conclusion analogue se dégage d'une brève comparaison de la théorie et de l'histoire de la *relation salariale*. Faut-il par exemple interpréter la politique d'Henri FORD d'un salaire à cinq dollars par jour comme la prise de conscience de l'une ou l'autre forme de la théorie du salaire d'efficience ? En fait, il ressort que ni la volonté de réduire les coûts de rotation de la main-d'oeuvre, ni la tentative de sélectionner les plus productifs et les plus assidus des travailleurs ne constituent le motif essentiel. Il semblerait que FORD visait tout simplement à acheter la paix sociale (68). Aussi, le coup de projecteur des théories modernes ne remplacera que difficilement l'étude historique qui retranscrit la multiplicité des déterminations qui expliquent l'adoption de cette politique salariale ambitieuse (69).

Cette incapacité à rendre compte du changement et de l'innovation se rencontre dans nombre de recherches contemporaines. Ainsi, à peine les théoriciens ont-ils imaginé une myriade de modèles justifiant la rigidité à la baisse des salaires que les stratégies de flexibilité produisent leurs effets et conduisent à de nouvelles formes de détermination des salaires (70). De même, alors que théoriciens et praticiens se concentrent sur la rigidité salariale pour rendre compte du chômage en Europe, voilà qu'une comparaison avec le système japonais montre qu'une autre forme de rigidité porte sur l'emploi...et n'est pas nécessairement préjudiciable (71). Plus encore, lorsque des économistes s'attachent à comprendre l'évolution de la relation salariale sur un ou deux siècles, force leur est de constater un écart persistant entre les prédictions des théories et les évolutions observées (72). Ce conflit entre synchronie et diachronie traverse toutes les composantes du travail, même les plus précisément délimitées. Ainsi une recherche récente sur le travail à domicile conduit-il le même auteur à juxtaposer deux explications radicalement différentes, presque exclusives l'une de l'autre. Stratégie de mise au travail et de transformation des habitus du monde paysan pour l'approche historique, c'est le moyen de maximiser le profit en situation d'incertitude sur les débouchés pour la théorie microéconomique moderne (73). Même objet, mais vision kaléidoscopique au gré des disciplines convoquées.

Ces deux exemples introduisent une caractérisation plus générale : par nature, la théorie néo-classique standard qui suppose donnés les goûts, les

techniques et les institutions, ne peut donner qu'une image mutilée de la dynamique historique. Elle peut éventuellement rendre compte de certaines régularités mais il en est peu à l'échelle d'un siècle ou deux. Soit, et c'est plus fréquent, l'économiste enregistre l'écart croissant entre les prédictions dérivées de sa construction et l'évolution historique effective. Dans l'histoire longue, ce que le théoricien considère par commodité comme donné ou exogène s'avère endogène et entretient des relations fondamentales, mais multiformes, avec la dynamique économique. Le projet de la New Economic History n'est donc pas celui de l'Ecole des Annales : leurs sentiers tendent à diverger...à moins que l'historien impressionné par l'élégance et la sophistication des modèles du théoricien en vienne à rejeter hors de son champ l'écart qui s'accumule entre son propre objet et celui de l'économiste pur. Bref, et c'est là la seconde alternative, qu'il devienne lui aussi un "vrai" économiste !

Boutade sans doute. Pourtant ce danger a été perçu par les meilleurs esprits de la profession. Robert SOLOW écrit par exemple "La théorie économique n'apprend rien de l'histoire économique et l'histoire économique est tout autant enrichie que corrompue par la théorie économique". Cette situation fâcheuse n'est pas accidentelle mais dérive de ce qui a fait la force de l'axiomatisation en économie : "Je m'élève contre la croyance folle selon laquelle en vue d'étudier le monde réel il n'existe qu'un seul système d'axiomes pertinents et que nous le connaissions déjà". La conclusion de cet auteur n'est pas sans sévérité : "Nous en sommes arrivés au point où l'économie n'a plus rien à apprendre de l'histoire économique si ce n'est les mauvaises habitudes qu'elle a elle-même enseigné à l'histoire économique" (74). La critique porte d'autant plus qu'elle provient d'auteurs qui ont joué un rôle déterminant dans cette orientation de la théorie économique.

Il n'est qu'à comparer les contributions de R. SOLOW à la théorie de la croissance avec les vues de ce même auteur trois décennies plus tard : trop d'économistes ont pris comme théorie achevée ce qui n'était qu'un argument dans la polémique qui l'opposait à la conception post-keynésienne de l'instabilité, voire l'impossibilité de la croissance. A la lumière des évolutions observées depuis lors, c'est un tout autre programme, beaucoup plus tourné vers l'analyse des comportements effectifs et le rôle des institutions dans la formation des prix, que le Prix Nobel 1987 esquisse. Il ne peut alors que rencontrer les préoccupations des historiens économistes tels que P. A. DAVID : "Le drame est que quasiment une génération entière d'historiens économiques de ce pays s'est imprégné sans esprit critique d'une perspective fondamentalement ahistorique et a acquis les habitudes analytiques qui caractérisent la masse des économistes". Et de proposer un programme alternatif qui partirait de l'historicité fondamentale de l'analyse et des faits économiques (75). C'est ce programme que le restant de cet article se propose de nourrir, à la lumière tout autant de la tradition des Annales que des tentatives que constituent les approches de la régulation. Mais auparavant, il importe de montrer comment la crise ouverte à partir du milieu des années soixante appelle un renouvellement des théories, tant le caractère unique des enchaînements observés depuis deux décennies manifeste l'historicité fondamentale des phénomènes économiques.

LES ANNEES QUATRE-VINGT-DIX : LE RETOUR DE L'HISTORICITE.

Alors que l'économiste avait allègrement exporté ses concepts fondateurs dans nombre de disciplines des sciences sociales, ne voilà-t-il pas qu'au *coeur de sa spécialité* se glisse un écart majeur entre les prédictions des théories les mieux établies et les évolutions consécutives aux chocs pétroliers, car telles sont les césures qui habituellement servent de référence. C'est l'occasion de faire retour sur les enseignements de quelques grands travaux d'histoire économique : de tels épisodes ne sont-ils pas caractéristiques des périodes de crises structurelles ? Enfin la hantise même du retour de la crise de 1929 marque assez l'historicité retrouvée de nombre d'analyses économiques. Quelques précisions sur ces trois grands thèmes faciliteront la compréhension et l'évaluation du programme de recherche proposé.

LE NOUVEAU DUR DE L'ANALYSE ECONOMIQUE EN QUESTION.

Le paradoxe est en effet qu'aucun des modèles standards des années soixante ou soixante-dix, pas plus que la myriade des recherches les plus récentes ne parviennent à rendre compte de *la totalité des faits majeurs* de la période : rupture de la croissance et accentuation des fluctuations conjoncturelles dans un premier temps, succès de la lutte contre l'inflation mais au prix d'un essor du chômage, encore considérable dans les pays européens à la fin des années quatre-vingts ; espoirs et incertitudes à propos de la reprise de la croissance qui intervient à partir du milieu des années quatre-vingts ; inégalités des résultats macroéconomiques des principaux pays de l'OCDE.

Cette crise des schémas explicatifs marque tout particulièrement la théorie keynésienne qui se trouve incorporée dans nombre de modèles macroéconométriques. A travers un processus d'essais et d'erreurs, les gouvernements finissent par admettre qu'ils ne peuvent exercer un contrôle complet sur le niveau de l'activité économique : en Europe, la lente dérive loin du plein emploi témoigne de l'ampleur du basculement intervenu par rapport aux trente glorieuses. En effet, à partir de la fin des années soixante, l'accélération de l'inflation, la tension sur les prix des matières premières, l'accentuation de la concurrence à l'échelle internationale ont introduit autant de limites au modèle keynésien standard. En réponse, une nouvelle économie classique a cherché à montrer comment ces évolutions dériveraient des insuffisances mêmes de la théorie keynésienne.

D'un côté, sont réhabilitées les notions de chômage classique, caractéristique de la période actuelle, par opposition au chômage plutôt keynésien de l'entre-deux-guerres : une certaine place pour l'histoire se trouve ainsi réintroduite par exemple par les théories du déséquilibre (76). D'un autre côté, le rôle des anticipations et des phénomènes d'apprentissage est invoqué pour rendre compte de cette progressive perte d'efficacité des politiques de réglage fin de la demande. Si initialement les agents économiques sont abusés par l'accélération de l'inflation, dans un second temps, ils incorporent les anticipations correspondantes dans leurs comportements. D'où par un processus historique d'apprentissage, la progressive mise en crise du modèle de croissance de l'après guerre (77). Pourtant cette alternative à la théorie keynésienne ne rend compte que de la récurrence de fluctuations cycliques, sans expliquer la possibilité d'un

chômage durable et croissant au cours du temps. Un temps subjectif de formation des anticipations est réintroduit dans la théorie mais pas le temps historique de formation des institutions, des structures économiques, des technologies, des classes sociales. Les modèles de la nouvelle macroéconomie sont certes dynamiques, mais ils demeurent a-historiques. D'autre part, à ne vouloir spécifier la macroéconomie que comme le résultat de chocs sur les préférences des individus et la technologie on en perd toute la densité d'analyse des formes d'organisation et des systèmes techniques constitutifs des économies contemporaines (78). Enfin et surtout, c'est prêter aux agents économiques une capacité d'analyse et de calculs économiques véritablement hors de proportion par rapport à leurs compétences effectives. A une époque où les plus brillants Ph.-D. dotés de la dernière génération de systèmes informatiques, qui jonglent avec les plus complètes des banques de données, ne parviennent pas à faire des prévisions tant soit peu assurées des taux d'intérêt, des cours boursiers et des taux de change, est-il fondé de postuler une rationalité parfaite des anticipations de l'américain moyen ? (79).

Une incertitude équivalente prévaut en matière d'*analyse de la croissance*. Pourquoi l'essor des trente glorieuses s'épuise-t-il dans les années soixante-dix ? Comment expliquer que l'apparente multiplication d'innovations majeures, par exemple autour de la microélectronique et des communications, ne se traduise pas par un retour au rythme de croissance de la productivité des années soixante ? Est-il purement contingent que les tendances de la croissance soient si inégales de part et d'autre de l'Atlantique ? Enfin, comment rendre compte de la percée de certaines économies nouvellement industrialisées dans le Sud-Est Asiatique, et au contraire les difficultés rencontrées par d'autres pays Latino-Américains, auparavant considérés comme tout aussi prometteurs ? Force est de reconnaître que les modèles de croissance hérités des années soixante ne livrent aucune réponse pleinement satisfaisante (80).

Les deux hypothèses fondatrices du modèle de R. SOLOW volent en éclats. D'une part, le progrès technique est loin de constituer une manne à laquelle ont accès tous les pays indépendamment de leurs propres politiques : la qualité de la formation, les efforts d'investissement en recherche et développement, le nombre des scientifiques, la prépondérance des phénomènes d'apprentissage individuels et collectifs constituent autant de contre-évidences par rapport à la vision antérieure d'un progrès technique exogène et garanti (81). D'autre part, l'hypothèse qu'à long terme prévaut une pleine utilisation de la main-d'oeuvre et des équipements ne résiste pas à l'expérience des années soixante-dix et quatre-vingts : il n'est qu'à considérer les taux de chômage en Europe. Force est de rechercher des théories qui fassent du plein-emploi un résultat et non pas une hypothèse (82). Une telle orientation, privilégiée par les Cambridgiens dans les années soixante, semble aujourd'hui s'imposer à l'ensemble des chercheurs qui ont fait de la compréhension des ressorts de la croissance le coeur de leur programme de recherche (83).

Mais il ne suffirait pas par exemple d'inclure les rendements d'échelle pour aboutir à une théorie plus satisfaisante : encore faudrait-il préciser l'origine de ces rendements, dont les conséquences peuvent être fort différentes selon qu'elle se trouve dans les infrastructures, l'éducation, l'apprentissage, la qualité des procédures de gestion publique et privée. Ainsi chaque modèle de croissance (ou de stagnation) devrait-il être ancré

dans un contexte institutionnel bien déterminé, et satisfaire ainsi à l'une des exigences essentielles de l'historien. S'amorcerait alors un dialogue dans lequel la richesse des analyses qualitatives serait le *préliminaire* à l'effort de formalisation. Par exemple, la variété des *trajectoires socio-techniques* (84) et des *régimes de croissance* (85) ouvre un vaste domaine de comparaisons internationales et renouvelle l'analyse des mouvements longs.

Enfin, le dernier grand volet des constructions théoriques des années soixante enregistre lui aussi le retour du temps historique. En effet, les recherches microéconomiques contemporaines ont été tenues de franchir une étape essentielle, face aux évolutions paradoxales nées de la crise économique. Que le salaire réponde si imparfaitement, ou avec tant de retard, aux déséquilibres massifs du marché du travail manifestait clairement qu'il n'était pas une simple variable de marché. L'idée que le travail faisait l'objet d'un contrat, plus que d'un échange marchand instantané, s'impose donc dans les années quatre-vingts. Ainsi se trouve réintroduite une historicité des relations de travail, de la nature des contrats salariaux, des modalités de formation des salaires. La crise décape donc les représentations antérieures et invalide la fiction selon laquelle le travail faisait l'objet d'un marché comme un autre. Pourtant à ce jour, même si les plus brillants théoriciens ont multiplié les approches novatrices (théorie des contrats implicites, salaire d'efficience, analyse du rôle économique des syndicats, logique du don et contre-don,...), aucune problématique ne parvient à rendre compte des quelques faits stylisés majeurs révélés par l'évolution des deux dernières décennies (86).

Mutatis mutandis et bien que les relations exactes soient quelque peu différentes, on trouverait une configuration analogue en matière de recherche sur le crédit, dans la mesure où ce dernier codifie une série d'obligations réciproques s'échelonnant dans le temps, il faut renoncer à la fiction d'un marché du crédit s'ajustant instantanément par le jeu des taux d'intérêt (87). Les relations de contrôle, les effets de réputation, les liens croisés entre banques et entreprises, introduisent autant de déterminations nouvelles dans les théories financières. Pour sa part l'historien qui de longue date a mis en évidence la variété des régimes bancaires et monétaires ne peut que se féliciter de ces innovations théoriques...qui au demeurant vont dans le sens d'un réalisme retrouvé (88).

UN NOUVEL EPISODE DANS LE CHANGEMENT A LONG TERME DES MODES DE REGULATION ?

Il est une seconde méthode pour analyser les deux dernières décennies : s'affranchir du court terme et tenter de prolonger les modèles tirés d'analyses historiques longues et vérifier si l'hypothèse de continuité s'y trouve satisfaite. Si un modèle unique parvenait à rendre compte d'évolutions sur un ou deux siècles, l'économiste aurait tort de se priver de ces enseignements. Il est en effet de bonne méthodologie scientifique que de postuler l'invariance d'un schéma explicatif, et de ne pas en changer au gré des difficultés rencontrées. Il se trouve hélas que l'hypothèse d'une continuité à long terme est loin d'être confirmée par les études économétriques du long terme.

Une hypothèse séduisante, qui n'a pas manqué de retenir l'attention des plus grands historiens, est celle de l'existence d'ondes longues dont la périodicité serait d'environ un demi-siècle. Le ralentissement de la croissance observé de la fin des années soixante au milieu des années quatre-vingts ne serait-il pas la conséquence logique de la longue phase d'expansion de l'après-guerre ? Cette interprétation, souvent reprise par des historiens économistes se heurte à nombre d'objections : absence de séries suffisamment longues pour tester véritablement l'existence de ces ondes de Kondratief, observation que les prix et les volumes peuvent évoluer de façon contracyclique, manque cruel d'un modèle robuste et simple justifiant la succession de ces cycles, caractère très largement atypique des trente glorieuses, grande variété des conjonctures longues selon les zones géographiques, se conjuguent pour jeter un doute sérieux sur cette hypothèse. Comme l'ont reconnu certains participants aux multiples séminaires internationaux sur les ondes longues, ce phénomène désigne plus une question intrigante qu'elle ne définit une théorie encore moins une réponse (89). D'ailleurs, quels seraient les mécanismes économiques, technologiques et démographiques suffisamment puissants pour justifier un modèle unique de l'aube du capitalisme commercial à la maturité du capitalisme financier contemporain ? En vérité fort peu, voire aucun (90).

Si l'on adopte au contraire l'optique keynésienne, le long terme n'est jamais que la succession d'équilibres de courte période. L'estimation sur longue période, en particulier sur l'entre-deux-guerres par comparaison avec les trente années de l'après guerre, fait en effet ressortir une relative stabilité des comportements d'épargne et d'investissement (91). Par contre, il ressort que les années trente marqueraient pour la France un relèvement significatif de l'indexation des salaires par rapport aux prix, sans que l'influence du chômage en soit affectée (92). Dans cette conception, s'observe une double dynamique : à court-moyen terme croissance et emploi dépendent des dépenses publiques et de la politique fiscale supposées exogènes ; à long terme, se surimposent certains changements structurels affectant certains des paramètres du modèle. Ces derniers peuvent en effet évoluer sous l'impulsion de transformations dans les conventions collectives codifiant explicitement une référence à l'indice des prix à la consommation, dans un contexte d'inflation permise par l'émergence d'une monnaie de crédit et alimentée par les conséquences de la guerre. Il est d'ailleurs possible que le mouvement correspondant des paramètres fasse basculer le modèle d'un type de dynamique à un autre, par exemple de l'alternance de phases d'inflation puis de déflation (fin du XIX^{ème} siècle et entre-deux-guerres) à un épisode d'accélération continue de l'inflation (les années soixante). Parti pour confirmer la toute puissance du modèle keynésien standard, l'économiste rencontre les transformations historiques de longue période.

Cet enseignement s'impose d'autant plus que la modélisation recule dans le temps. Non seulement les statistiques correspondantes sont difficiles à construire et n'ont pas la même qualité que les séries macroéconomiques contemporaines, mais encore le découpage pertinent de l'économie doit lui-même s'adapter à des structures productives et des configurations sociales fort différentes. Ainsi dans leur travail pionnier sur l'économie française du XIX^{ème} siècle M. LEVY-LEBOYER et F. BOURGUIGNON (93) préférèrent-ils adopter un modèle dualiste de type LEWIS, de nos jours surtout appliqué aux pays du Tiers-Monde. Lorsque l'on distingue d'un côté l'agriculture, de l'autre l'industrie, il ressort que les comportements d'introduction des nouvelles techniques, d'investissement et de consommation ne sont pas rigoureusement

invariants sur l'ensemble des trois périodes considérées, elles-mêmes distinguées en fonction d'une analyse historique menée antérieurement aux estimations économétriques. Certes, un même noyau de comportement se retrouve de périodes en périodes mais certaines relations clés connaissent une altération significative, de sorte que un même aléa puisse avoir des effets opposés selon l'époque. On aboutit encore à un subtil mélange de permanences et de changements dans les modes de fonctionnements d'une même économie considérée sur près d'un siècle.

Franchissant une étape supplémentaire, il est possible d'élargir encore la gamme des modèles, par la formulation de schémas explicatifs qui tiennent le plus grand compte des particularités propres à chaque société ou période étudiée. Comme le rappelle Robert SOLOW "L'histoire économique a pour fonction utile d'élargir la gamme des observations disponibles aux théoriciens" et d'enrichir les modèles théoriquement concevables. C'est la démarche qu'ont adoptée les problématiques de la régulation. Alors qu'initialement, elles retenaient l'hypothèse de l'invariance des régimes d'accumulation à long terme, force fut de reconnaître aux recherches menées sur les capitalismes américains et français que certains changements majeurs étaient intervenus dans les modes de régulation. Pour la France, à l'échelle de deux siècles, trois modes se seraient succédés : à l'ancienne, concurrentiel, administré (ou encore monopoliste) (94).

Selon cette conception, une interaction permanente entre l'étude des formes institutionnelles et les caractéristiques de la régulation conduit à une beaucoup plus grande variété de régimes qu'il n'est habituellement considéré par les théories pures. Dans leur quasi-totalité, qu'elles soient classiques, néo-classiques, keynésiennes, monétaristes, un même modèle général est supposé s'imposer au XXème siècle comme au XIXème, aux Etats-Unis comme en Europe, dans les pays de capitalisme avancé comme dans ceux en voie de développement. Tout au contraire, les problématiques de la régulation permettent-elles d'imaginer des modèles aux filiations théoriques moins nobles et aux prétentions plus modestes mais qui entendent coller aux caractéristiques d'un espace économique et d'une époque précisément délimités (95). La variété des modes de régulation dans l'espace à un moment donné du temps renforce la seconde hypothèse de la variabilité dans le temps pour un même espace.

Les paradoxes des années soixante-dix et quatre-vingts reçoivent alors une interprétation simple. La perte de pouvoir explicatif de la plupart des théories tiendrait à l'entrée en crise du système international et de la plupart des régimes nationaux. Ce ne serait pas tellement que ces dernières étaient fausses dès l'origine, mais qu'elles sont devenues inadéquates compte tenu des multiples changements qui affectent l'économie internationale, l'évolution technologique, les formes du lien social.... Comme par ailleurs, le processus complexe et incertain d'émergence de nouvelles formes d'organisation serait loin d'être achevé, à la fin des années quatre-vingts, aucun mode de régulation alternatif ne serait encore imposé. Macroéconomistes et économètres enregistreraient dans leurs modèles et ajustements statistiques les conséquences de cette glorieuse incertitude. La crise ne serait pas seulement celle des théories et des représentations, ce serait aussi et surtout celle des sociétés capitalistes modernes elles-mêmes (96). Les recherches des théoriciens seraient plus en retard ou inadéquates qu'intrinsèquement fausses. Bref, l'histoire ferait irruption dans la sphère, pourtant très éthérée, de la théorie économique.

On ne peut s'empêcher de songer à la vision aiguë que proposait Joan ROBINSON de la course poursuite entre histoire et théories économiques lorsqu'elle écrivait : "En général, ce fut le destin de la théorie économique que de livrer une course perdue d'avance avec le cours de l'histoire et de n'avoir jamais achevé l'analyse d'une phase de développement économique avant qu'une autre lui succède" (97). Un peu oubliée dans la période faste des années soixante, cette analyse prend toute sa signification de nos jours.

1929 et 1987 : CRISES ET KRACHS...OU LE RETOUR DE L'HISTOIRE.

Cette "vengeance" de l'histoire sur les théories économiques pures ou appliquées ne concerne pas seulement les transformations de longue période des économies capitalistes, elle se manifeste aussi lors de certains épisodes dramatiques et ponctuels tels les crises financières, effectives...ou redoutées. On l'a montré, la théorie économique contemporaine s'est constituée à partir des notions de rationalité et d'équilibre, de sentiers de croissance à long terme, au point de s'interroger sur la disparition du cycle du fait de la qualité de la gestion par les autorités publiques pour les keynésiens, et/ou de la capacité d'anticipation des agents privés pour les néo-classiques. Aussi les décideurs comme les économistes eux-mêmes furent-ils désarçonnés par les divers chocs qui jalonnèrent les années soixante-dix et quatre-vingts. En 1973, la flambée des prix du pétrole et le gonflement des réserves en pétro-dollars détenues par les pays producteurs ne vont-ils pas précipiter une crise cumulative (98) ? En 1979, le second choc pétrolier, intervenant dans un système financier international devenu fragile, ne risque-t-il pas de déboucher sur une répétition des enchaînements dramatiques des années trente (99) ? Enfin, lorsque en Octobre 1987 les cours boursiers s'effondrent, à New-York comme sur la plupart des places financières, le spectre de la crise de 1929 occupe la première place dans les discussions savantes comme dans la presse (100).

Voilà que l'histoire fait un retour remarqué dans les préoccupations, souvent pragmatiques et plus tournées vers le futur que vers le passé, des acteurs sur le marché financier. Dans la phase qui précédait l'effondrement boursier il n'était question que d'anticipations rationnelles et de spéculations stabilisantes : la hausse des cours ne traduisait-elle pas le retour à la prospérité ? Par un basculement a priori surprenant, la même communauté va être travaillée par l'obsession d'une réédition des enchaînements catastrophiques des années 1929 à 1932. D'où le succès foudroyant de la "théorie du 157ème jour" : les boursiers ayant constaté que le krach de l'entre-deux-guerres n'avait sombré dans la dépression qu'après une période de répit, que les courbes d'évolution des cours se superposaient remarquablement, ils pronostiquèrent un nouvel effondrement après le même délai qu'en 1929 (101). On ne saurait imaginer meilleur hommage à l'histoire...même si on peut sourire du caractère naïf et fétichiste de la référence qui est ainsi faite aux crises financières antérieures. Il fallait bien que même l'exceptionnel ait une certaine logique et s'inscrive dans une régularité antérieurement observée. L'histoire était assimilée à la répétition et non pas à l'innovation, à la surprise ou à la ruse.

Mais par une ironie dont les processus historiques sont coutumiers, les années 1987 et 1988 ne furent en rien la réédition des années 1929-1930. Si les golden boys avaient quelque peu oublié que les cours boursiers, tels

les chênes, ne montent jamais jusqu'au ciel, les plus expérimentés des agents de change s'étaient déjà retirés du marché car leur stratégie intégrait un horizon beaucoup plus long que la seule reprise de l'économie américaine à partir de 1982. L'effet de *mémoire longue* conditionnait donc un tout autre comportement (102) que celui d'une optimisation plus myope tournée vers un futur tout marqué par la croyance en la nouvelle ère de prospérité reaganienne. Pour leur part, les boursiers des années vingt aux États-Unis avaient fait la même erreur (103). Dans les phases où la rentabilité des firmes se relève de façon significative, il est usuel que la bourse extrapole la progression des dividendes largement au-delà de ce qu'autoriserait une évaluation à partir de la valeur fondamentale des actions. Les deux épisodes d'emballement spéculatif sont donc analogues à cet égard et s'inscrivent dans la longue histoire des bulles spéculatives, des euphories puis des paniques, très bien étudiées par les historiens économistes (104).

Pourtant à la surprise générale, le rééquilibrage violent des cours ne va pas entraîner les mêmes conséquences de nos jours qu'en 1929. Les raisons de cette divergence sont apparemment directement liées à notre propos puisqu'elles concernent le problème de *l'incorporation de l'histoire* dans les comportements, les réglementations et les politiques. On serait tenté d'avancer quatre séries de facteurs au moins.

- ° D'abord, on l'a noté, certains des agents de change avaient anticipé la vraisemblance d'un effondrement prochain des cours et s'étaient en conséquence retirés du marché. On peut d'ailleurs se demander si ce mouvement ne contribue pas au renversement de la tendance. La théorie moderne des bulles spéculatives avec anticipations rationnelles suggère en effet que si tous les agents forment les mêmes anticipations quant aux gains en capital, alors le cours peut s'écarter cumulativement de sa valeur fondamentale (105). Par contre, *la mémoire de certains agents privés*, incorporant la possibilité d'un krach, peut pousser à la reproduction de l'effondrement de 1929, même si nombre d'autres facteurs sont à considérer : annonce de mauvais résultats pour le commerce extérieur américain, déclaration malheureuse d'un haut responsable politique....
- ° Ensuite, une fois le brutal effondrement des cours intervenu, les responsables du Federal Reserve Board font face à une décision cruciale : faut-il ou non ouvrir des crédits à ceux des boursiers qui ont encouru les pertes les plus considérables ? Une certaine morale financière et un libéralisme pur et dur pousseraient à une réponse négative : que les spéculateurs maladroits et endettés assument leurs responsabilités ! Mais c'est une seconde considération qui va l'emporter : en 1929 une insuffisante alimentation en liquidités du marché avait conduit à une série de faillites bancaires, de paniques et en définitive à l'effondrement de la production du fait de la chute abyssale de l'investissement, donc du revenu et de l'emploi. Instruit par l'expérience, exemple type des enseignements sur la crise de 1929, l'économiste professionnel qu'est le Président du FRB décida donc immédiatement d'octroyer des crédits suffisants pour que à la réouverture de Wall Street, n'interviennent pas les ventes en catastrophe, caractéristiques du précédent krach (106). On trouve donc un second effet de *mémoire incorporée* chez les décideurs de la politique monétaire.
- ° Mais cette prise de conscience n'aurait pas eu grand impact si le krach précédent n'avait pas laissé en héritage un vaste arsenal d'interventions publiques, de réglementations financières et d'instruments permettant aux

autorités monétaires de prévenir les paniques associées à la quasi-totalité des crises antérieures. Certes la politique reaganienne avait entrepris de démanteler une partie de ses instruments en poussant à la dérèglementation financière, alors que nombre d'innovations financières, en multipliant les actifs spéculatifs, introduisaient de nouvelles sources d'instabilité. Quitte à forcer le trait, et sous réserve de recherches plus détaillées, il semblerait que le cours original de l'économie financière américaine après 1987 doive beaucoup au succès posthume du New-Deal. On notera l'ironie de la situation puisque la fin des années quatre-vingts est toute entière imprégnée par l'éloge de l'entrepreneur, du marché, et au contraire par l'accusation d'inutilité ou d'inefficacité des réglementations publiques!

- ° Enfin, un dernier *effet de mémoire* se matérialise dans les *structures productives et les modes de vie*. En effet, l'économie américaine des années quatre-vingts s'est considérablement transformée par rapport à l'entre-deux-guerres : grâce au New Deal puis à la seconde guerre mondiale, s'est établie une contractualisation longue du salariat, base de l'essor de la consommation de masse, qui n'était qu'embryonnaire en 1929 (107). De même, la composition sectorielle et l'organisation productive de l'économie américaine sont bien différentes (108), marquées en particulier par la montée continue du tertiaire, habituellement moins sensible aux renversements de conjoncture que l'industrie. Enfin même si aux Etats-Unis l'Etat du Bien-être n'est pas très développé, de nombreux stabilisateurs automatiques sont incorporés dans les procédures de détermination des dépenses publiques et dans la fiscalité, sans oublier bien sûr le rôle de stimulation qu'exercent les dépenses de défense et l'acceptation d'un déficit budgétaire important. En d'autres termes, les régimes d'accumulation sont différents dans l'un et l'autre cas (109).

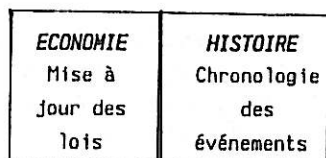
Dès lors, il n'est pas si surprenant que les principales variables macro-économiques n'aient pas suivi le même cours de 1929 à 1931 que de 1987 à 1989. Après 1987, la croissance américaine s'accélère même dans le contexte d'un regain de l'inflation qui n'est pas sans lien avec la relative générosité du crédit. Cette expansion se propage à la quasi-totalité des pays de l'OCDE, qui enregistrent leur meilleure année depuis plus d'une décennie. Rétrospectivement, les craintes quasiment unanimes de la plupart des prévisionnistes apparaissent bien démesurées. Certaines inquiétudes pèsent certes sur l'économie mondiale, qu'elles tiennent à la résurgence de l'inflation, au problème de la dette, à l'absence de véritable système monétaire international. En tout état de cause, et quelque soit le destin de cette phase d'expansion, le cours de la conjoncture économique est fondamentalement différent de ce qu'il fut dans les années trente. *Mémoire n'est pas répétition* à l'identique mais capacité d'innovations à la lumière de l'expérience accumulée.

A ce propos, il est sans doute dommage que tant d'économistes ou de prévisionnistes se soient si peu interrogés sur la raison d'une aussi surprenante erreur d'appréciation (110). Si la santé de la science économique devait se mesurer à la qualité de ses prévisions (111), nul doute qu'elle soit bien malade. Mais il est une façon de tenter de prévenir ou limiter les conséquences défavorables de ce genre d'erreur en instituant un dialogue beaucoup plus étroit entre théories, modèles appliqués et histoire (112). Telle est la perspective que l'on souhaiterait maintenant proposer à la communauté des chercheurs concernés par l'histoire économique.

LES RELATIONS ENTRE RECHERCHES HISTORIQUES ET ECONOMIQUES :
UNE TAXONOMIE.

I - DES CONFIGURATIONS VARIEES DANS L'HISTOIRE

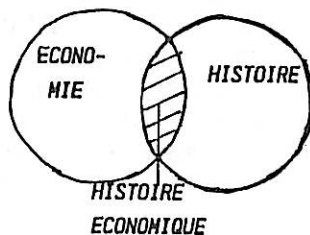
ADJACENCE



EXEMPLE :

Théorie classique (Ricardo) versus Histoire événementielle pré-Annales

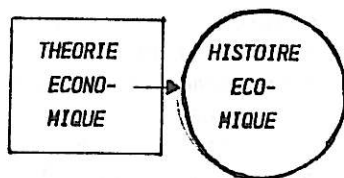
RECOUVREMENT



EXEMPLE :

Statut de l'histoire économique au temps du lancement des Annales (SIMIAND et LABROUSSE)

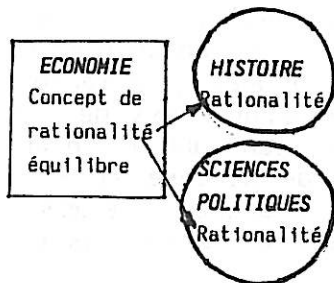
DEPENDANCE



EXEMPLE :

New Economic History
Théorie = Histoire économique =
Théorie néo-classique → Application de LA théorie
Théorie quantitative → Histoire monétaire

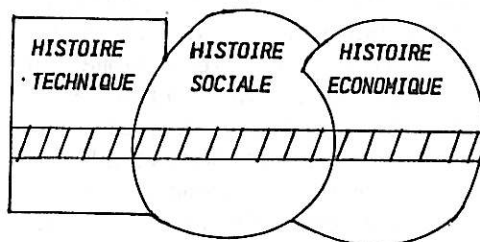
TRANS-SPECIFICITE



EXEMPLE :

Concept de rationalité
Méthodes de la théorie des jeux
...En économie, sociologie, philosophie, sciences politiques, histoire

TRANS-CAUSALITE

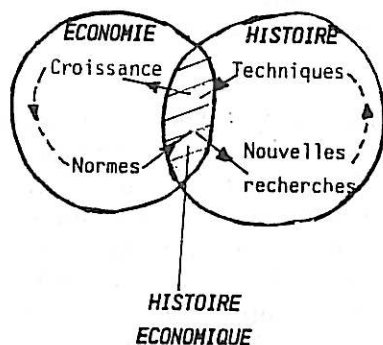


EXEMPLE :

Théories néo-marxistes,
L'histoire des techniques conditionne l'histoire des rapports sociaux, leur ensemble détermine la dynamique économique

II -LA PROPOSITION D'UNE NOUVELLE ALLIANCE

INETRACTION
SYMBIOTIQUE



EXEMPLE :

Les modèles évolutionnistes (path dependent), d'abord conçus par les historiens des techniques, sont ensuite utilisés par les économistes pour analyser la croissance, puis l'émergence des normes. En retour, les premiers modèles sur les techniques sont généralisés et étendus.

POUR UNE NOUVELLE ANALYSE ECONOMIQUE DE L'HISTORICITE.

Afin de faire ressortir les particularités de ce programme, il n'est peut être pas inutile de réfléchir brièvement sur la nature des relations qu'ont pu entretenir ces deux sous-disciplines. A la réflexion, la typologie proposée par un travail déjà ancien de Guy PALMADE (113) s'est avéré avoir quelques vertus heuristiques. Examinant la situation générale des sciences sociales, cet auteur distinguait cinq configurations types (Figure I).

AU-DELA DE LA DEPENDANCE, VERS UNE INTERACTION SYMBIOTIQUE ?

- ° Histoire et Economie peuvent être en situation d'*adjacence*. Ce fut longtemps le cas lorsque l'histoire événementielle se résumait à une chronique politique, alors que l'économie des grands classiques recherchait déjà la permanence, les régularités. D'où au sein de l'économie politique naissante le débat entre un RICARDO qui privilégiait les permanences, et un MALTHUS qui préfèrait une approche plus près des "faits" (114). A grands traits telle était la configuration avant le lancement des Annales.
- ° Néanmoins, de longue date existait un certain *recouvrement* concernant l'histoire monétaire, à la fois source de réflexions théoriques et d'analyses historiques, comme en témoigne l'émergence de la fameuse théorie quantitative de la monnaie. Par extension, dans la période moderne, l'histoire économique constitue un tel exemple de recouvrement : chacune des deux disciplines apporte ses propres méthodes et résultats sur un objet commun, par exemple la question des origines de la crise de 1929 ou du cycle des affaires. Le recouvrement ne signifie pas nécessairement interaction. Cependant pour autant que les deux communautés ne soient pas trop spécialisées, certaines notions ou résultats finissent par traverser la frontière disciplinaire. A grands traits, jusqu'à dans le milieu des années soixante, telle était sans doute la relation entre les cursus d'histoire économique et ceux de théorie économique, au-delà même de quelques interactions réussies.
- ° La New Economic History définit une troisième configuration de *dépendance*, stricte voire totale, de l'histoire économique par rapport à l'analyse théorique. En effet, les acquis des théories contemporaines sont utilisés pour éclairer des épisodes historiques au même titre qu'ils le sont sur la période contemporaine. Passé et présent, histoire et théorie économiques s'inscrivent exactement sur le même plan. Dans la mesure où les concepts de l'économiste sont importés tels quels et en général utilisés sans modification aucune ni interrogations en retour vis-à-vis de la théorie, le terme de dépendance -il en est de plus forts, puisque certains ont pu qualifier d'impérialisme économique ce mouvement (115)- reflète assez exactement les relations entre les deux disciplines. Il est en effet peu d'exemples où les difficultés d'interprétation d'un épisode historique aient suscité en retour une modification du cadre théorique ou analytique. Très généralement ce sont les hypothèses techniques, les nomenclatures statistiques, les périodes et méthodes d'estimation, bref les hypothèses adjacentes, qui sont modifiées, jamais ou rarement la théorie. C'est après tout la définition même d'un paradigme : il a pour propriété d'être entouré d'une ceinture d'hypothèses auxiliaires qui protègent son noyau dur (116).

- ° On parlera au contraire de *trans-spécificité* lorsque un même concept peut connaître des applications dans une série de disciplines qui conservent l'autonomie de leur objet. Le concept de *nationalité* fournit un exemple d'applications à une série de disciplines : central pour les économistes, il a ensuite connu des extensions aux domaines des sciences politiques, de la sociologie, voire de la psychologie (117). Dans d'autres théories le concept d'intérêt fournirait une autre notion commune à la plupart des champs des sciences sociales (118). Pour autant que les constructions proposées soient suffisamment générales, on pourrait même concevoir une certaine réunification de disciplines antérieurement séparées sous leur bannière. Dans la période la plus récente, la théorie des jeux semble avoir eu cette vertu de trans-spécificité puisqu'elle a été appliquée aussi bien à des problèmes philosophiques (théorie des conventions et des normes) qu'au domaine plus traditionnel de l'économie (économie industrielle, coordination des politiques macroéconomiques nationales). A l'extrême rigueur pour l'historien, le concept d'ondes longues s'appliquant tout autant à la diplomatie qu'à l'économie, à la politique qu'au travail pourrait correspondre à cette configuration (119). De façon plus banale, tout concept élaboré dans les sciences sociales pourrait être appliqué au passé tout comme au présent. L'histoire serait alors la terre même de la trans-spécificité. La revue des Annales montre le caractère fructueux de cette configuration intellectuelle.
- ° Enfin la *transcausalité* définit une cinquième modalité d'articulation, lorsque une causalité née dans une discipline conditionne certains phénomènes ou résultats d'une autre. La théorie marxiste, dans sa volonté de trouver les déterminants en dernière instance, témoigne de cette stratégie de transcausalité. Pour MARX et plus encore certains de ses successeurs (120), le mode de production capitaliste serait caractérisé par la domination de l'économie qui finirait par imposer sa loi au religieux, au politique, façonner presque complètement le mental,...Poussant quelque peu le trait on pourrait de même voir chez certains successeurs de J. SCHUMPETER (121), la tentative de conditionner la dynamique économique et sociale à l'innovation, l'invention, réduite à ses seules composantes scientifiques et techniques...même si c'est faire violence aux conceptions de l'économiste autrichien beaucoup plus nuancé et éclectique. En histoire économique, certains tenants des ondes longues semblent adopter, nolens volens, un fort déterminisme technologique (122), autre exemple de transcausalité.

Il ressort des développements qui précèdent que la plupart de ces conceptions sont peu satisfaisantes, soit qu'elles manquent d'ambition pour l'histoire économique, soit qu'elles témoignent d'un impérialisme ou d'un déterminisme extrême hors de propos par rapport à la modestie dont l'économiste s'honorerait de faire preuve. Aussi, intermédiaire entre le simple recouvrement, la trans-spécificité et la transcausalité, peut-on proposer une *interaction symbiotique* entre historiens de l'économie et théoriciens. Il est d'abord *recouvrement* puisque certains chercheurs se donnent pour objet commun la compréhension de certains phénomènes appartenant au passé. Il peut y avoir *trans-spécificité* dans la mesure où une même notion est utilisée de part et d'autre soit dans la discipline historique soit dans la théorie économique. Cependant, on peut parler de *symbiose* si les concepts, les notions et les méthodes se trouvent périodiquement altérés et redéfinis à la lumière des invalidations rencontrées, soit en matière de pertinence et de

vraisemblance historique, soit en terme de cohérence logique, domaine du théoricien économiste. Histoire et économie ne seraient plus juxtaposées mais interagiraient afin de former un nouveau programme de recherche dont l'objectif serait de comprendre *les circonstances et les conditions du changement* et pas seulement de l'invariance. La cumulativité proviendrait de l'ajustement (si nécessaire) du "noyau dur", compte tenu d'invalidations répétées soit sur la période contemporaine à l'aide de comparaisons internationales et d'études économétriques, soit sur les périodes historiques plus reculées. Ainsi, l'interaction serait-elle plus subtile que la simple recherche d'un principe unique d'explication, bref d'une transcausalité honteuse. Pour paraphraser le titre d'un article récent de Paul A. DAVID, l'ambition ne serait autre que d'assurer l'avenir de l'analyse économique par une interaction étroite avec l'histoire, bref de *faire du passé le futur de l'économie*.

LES SEPT PILIERS D'UNE NOUVELLE ALLIANCE.

Vaste programme, mais comment le réaliser ? Tirant le fil des arguments avancés, qu'on permette de soumettre à la discussion quelques grands principes qui pourraient orienter un renouveau de l'histoire économique. A dire vrai, il est plus orienté en direction de la profession des économistes puisqu'il serait présomptueux, étant donné la spécialisation de l'auteur de ces lignes, de prétendre donner des leçons à l'extérieur de sa propre discipline. Il va de soi que les réactions, critiques et propositions alternatives émanant de collègues historiens sont les bienvenues.

1. Forger des notions ou objets intermédiaires.

On l'a suggéré, les deux disciplines rencontrent des difficultés symétriques. D'un côté, l'économiste contemporain est plus à l'aise dans la haute théorie et le raisonnement déductif que dans l'organisation et la systématisation des procédures de vérification. Certes l'économétrie a cette fonction, mais on peut s'interroger pour savoir si c'est la seule des techniques de vérification disponibles et si ses résultats interagissent suffisamment avec le cours des recherches théoriques. On a parfois (souvent !) l'impression que "la montagne accouche d'une souris", tant des raisonnements sophistiqués donnent lieu à des équations réduites assez pauvres et à des tests finalement assez indirects même si leur niveau de technicité ne cesse de s'élever. D'un autre côté, c'est tout l'art de l'historien que de construire, soigneusement délimiter puis éclairer sous une multiplicité de problématiques un objet empirique qui prenne sens par rapport à la société et l'époque considérées. Mais la question, souvent mal résolue, est celle de la construction théorique qui permettrait d'unifier ces divers angles d'attaque.

Si l'on se restreint au domaine de l'histoire économique, la symbiose pourrait provenir d'un meilleur contrôle par l'économiste des unités élémentaires à partir desquelles il construit ses théories ou ses modèles. Trop souvent il adopte un découpage qui fait peu de sens pour les autres spécialistes des sciences sociales, dont l'historien : l'ensemble des individus appartenant à une même économie, soit une nation dans sa globalité. Bref, l'historien pourrait fournir à l'économiste les *catégories intermédiaires* qui lui font cruellement défaut. Dans telle société, quelles sont les unités pertinentes à considérer ? Une lecture, même cursive des

doctrines économiques, nous montre que les découpages retenus par Adam SMITH, RICARDO, MARX, KEYNES, SCHUMPETER entretiennent de subtiles relations avec la configuration des sociétés de leur temps. De nos jours, tout à la logique du développement de ses instruments, le chercheur économiste oublie de s'interroger sur le niveau d'analyse à adopter, sauf exception (méso-analyse) en économie industrielle. Fort heureusement, on l'a déjà souligné, la dernière décennie l'a vu s'intéresser de façon beaucoup plus approfondie aux contrats, aux normes, à l'entreprise, aux relations débiteurs-créditeurs, aux syndicats, à la formation des décisions politiques. Mais il serait crucial que cette démarche essentiellement déductive s'alimente de la masse considérable de résultats déjà assemblés par les historiens-économistes. De l'interaction entre ces théories émergentes et des faits stylisés variés et riches pourraient naître une beaucoup plus grande pertinence et rigueur de cette *analyse économique historicisée*. Accepterait-on qu'un physicien prenne pour hypothèse que la terre est plate pour calculer la trajectoire d'une fusée ? Non ! L'économiste, surtout s'il entend parler au nom de la scientificité, ne devrait pas oublier que la théorie pure n'est jamais aussi bonne que lorsqu'elle se nourrit de relations étroites et contrôlées avec une économie existante ou ayant existé : celle du monde dans lequel nous vivons.

Il est un second intérêt de cette approche par des notions intermédiaires articulant *champs et acteurs* : dépasser la traditionnelle et souvent peu pertinente opposition entre holisme et individualisme méthodologique. Après une période où les approches marxistes et structuralistes ont privilégié le premier de ces deux termes (123), dans les années quatre-vingts, les chercheurs ne demandent-ils pas trop à l'individualisme en le chargeant d'engendrer, dans la théorie comme dans l'histoire, la totalité des formes d'organisation, des contrats, des normes et des règles de droit (124) ? Il se pourrait que ce mouvement pendulaire désigne en fait l'insuffisante prise en compte par les sciences sociales des formes intermédiaires qui, précisément, assurent cette articulation de l'individuel et du collectif. Résultat des stratégies individuelles, les formes codifient des règles, par nature collectives, qui en retour conditionnent les comportements des acteurs, de sorte que autonomie des acteurs et contraintes véhiculées par les cadres sociaux les plus généraux se combinent en permanence. Au demeurant, le mouvement historique est précisément l'expression de cette tension toujours renouvelée entre ces deux séries de logiques. Il est remarquable que nombre de chercheurs convergent aujourd'hui vers cette approche intégrée : champs et stratégies des acteurs se définissent mutuellement. Cette vision se retrouve aussi bien dans l'étude des conduites et procédures légitimes (125) que dans l'analyse du processus de constitution des réseaux en matière de recherche scientifique et technique (126).

Enfin, last but not least, ces efforts désignent peut-être une voie en vue de surmonter les difficultés du *passage micro-macro*, trop souvent assimilé au seul problème de l'agrégation au sens statistique du terme (127), lorsque ce n'est pas à l'opposition souvent manichéenne entre holisme et individualisme, marxisme et libéralisme, etc... En fait, les recherches en sciences sociales les plus fructueuses sont celles qui se sont données un objet suffisamment large pour assurer une clôture relative des champs, des stratégies et des acteurs correspondants (128), mais assez délimité pour autoriser analyses et enquêtes d'une petite équipe. Or les grands travaux d'histoire économique et sociale réalisent précisément cet objectif tout à la fois de *clôture* et d'*intégration* autour d'un objet intermédiaire (129).

L'économiste pour sa part gagnerait beaucoup à prendre comme point de départ de ses formalisations les ensembles ainsi isolés par les autres chercheurs des sciences sociales lorsqu'il étudie la période contemporaine, par l'historien lorsqu'il se translate dans le passé. Idéalement l'une et l'autre méthodes devraient se combiner, puisque c'est dans le temps historique long que se constituent les objets pertinents de l'analyse économique, point sur lequel on reviendra plus complètement car c'est le cinquième pilier de cette nouvelle alliance.

2. Vérifier les hypothèses, pas seulement les prédictions des théories.

Depuis les années cinquante, les économistes ont adopté une méthodologie qui les a conduits à une bifurcation par rapport à celle qu'adoptaient leurs collègues historiens. Alors que tout au long du XIX^{ème} siècle et jusqu'entre les deux guerres, pertinence des hypothèses et raisonnements déductifs définissaient le coeur de la démarche du théoricien, la méthodologie néo-classique moderne a très largement coupé cette dialectique au profit d'un hyper-développement des bases logiques fût-ce sur des hypothèses discutables, branlantes, voire dans certains cas radicalement fausses.

S'est en effet progressivement imposée la méthodologie positiviste proposée par Milton FRIEDMAN : "Le but ultime d'une science positive est le développement d'une "théorie" ou une "hypothèse" qui produise des prédictions valides et significatives, c'est-à-dire qui ne soient pas des truismes sur des phénomènes qui n'ont pas encore été observés (...) Le seul test pertinent de la validité d'une hypothèse est la comparaison de ses prédictions avec l'expérience (...) Une hypothèse est importante si elle explique beaucoup avec peu, c'est-à-dire si elle abstrait des éléments communs et cruciaux de la masse des circonstances complexes et détaillées (...) La question pertinente à poser à propos des hypothèses d'une théorie n'est pas si elles sont réalistes en termes de description, car elles ne le sont jamais, mais si elles constituent des approximations dans le but poursuivi. On ne peut répondre à la question qu'en examinant si la théorie est valable c'est-à-dire si elle livre des prédictions suffisamment précises" (130).

On ne saurait être en désaccord si l'on entend que théoriser n'est autre que procéder aux abstractions pertinentes. Il ne servirait en effet à rien de disposer d'une carte à l'échelle 1, tous les économistes s'accorderont sur ce point (131). Pourtant dans la pratique des théoriciens depuis les années cinquante, la plupart du temps les hypothèses ont été choisies en fonction de la commodité des théories et des modèles auxquels elles conduisaient, sans beaucoup se préoccuper de la pertinence par rapport à un réseau complexe de déterminations mais qu'il convient pourtant de ne pas trop caricaturer. Ainsi, alors que le capitalisme des trente glorieuses était celui de la *concurrence oligopolistique*, voire monopolistique, la quasi-totalité des formalisations retenaient l'hypothèse si commode de concurrence pure et parfaite. Approximation discutable mais ne produisant pas d'erreurs trop considérables dans la période de croissance stabilisée, elle s'avère erronée dès lors qu'une conjoncture tourmentée permet de discriminer entre les prédictions tirées de la concurrence parfaite ou imparfaite (132). De façon plus générale, comme les hypothèses fondatrices sont en général associées à nombre d'autres hypothèses à vocation plus technique (mesures et conventions statistiques, procédures d'estimation, tests d'équations

réduites ne permettant pas toujours de remonter au modèle structurel...), il devient discutable d'établir une correspondance bi-univoque entre les hypothèses initiales et les résultats du modèle, tant le réseau final des causalités est complexe (133).

L'analyse économique court alors un grand danger d'écartèlement. D'un côté des économistes théoriciens, à la recherche d'une axiomatisation aussi complète que possible des catégories économiques, s'engagent dans l'éclaircissement des fondements logiques des modèles, en une escalade impressionnante du niveau d'abstraction, selon une régression potentiellement sans limites (134). De l'autre, des économistes praticiens procèdent à des ajustements économétriques de modèles toujours trop simples par rapport au degré de sophistication atteint par la "haute théorie" ; ils sont alors tentés d'aller de modèle ad-hoc en modèle ad-hoc, dans la quête toujours déçue de converger enfin vers une formalisation qui "colle", fût-ce au prix de l'abandon de toute clarté des bases théoriques. Faute d'interactions directes, les difficultés éventuelles rencontrées dans les ajustements économétriques ne justifient qu'exceptionnellement un retour sur les hypothèses fondatrices des modèles théoriques qui les ont suscités (135). Il faut la déstabilisation majeure d'une crise structurelle pour que ce salutaire travail de rétroaction s'opère, mais souvent de façon partielle et incomplète. Rétrospectivement, n'est-il pas toujours possible d'isoler, puis de privilégier, dans l'enchevêtrement des déterminations à l'oeuvre dans les économies concrètes le ou les faits stylisé(s) qui corrobore(nt) la théorie (136) ?

Or les chercheurs des autres sciences sociales qui étudient les sociétés contemporaines et l'historien qui met en perspective leurs configurations présentes, sont susceptibles de suggérer quelques grandes hypothèses comme résultat de l'accumulation de recherches à vocation plus inductive. Il est en effet dommage que si peu d'interactions apparaissent entre des chercheurs et des disciplines qui finalement étudient des aspects différents du même objet. Quelques exemples. Au lieu de reconstruire une histoire idéalisée, au point d'être caricaturale, de *la monnaie* (d'abord était le troc, puis vint la monnaie et enfin le crédit), les théoriciens économistes ne feraient-ils pas mieux de s'inspirer des grands travaux des historiens sur la question : Et si l'institution monétaire créait le marché et non l'inverse ! Le crédit entre marchands n'a-t-il pas très largement précédé la généralisation des échanges monétaires ? Le XVIème siècle ne fournit-il pas des exemples d'une déconnexion entre unité de compte et moyen de paiement, qui mérite considération dans le contexte actuel de recherche de monnaie internationale et de constitution de zones monétaires (137) ? Un second exemple concerne les *formes de la concurrence* : les économistes ont pris l'habitude de considérer qu'à l'aube du capitalisme prévalait une concurrence quasiment pure et parfaite, le mouvement de monopolisation et concentration s'observant ensuite. Or dans le cas français, tout au moins, il semblerait que peut-être sous l'impulsion des commandes et manufactures royales et de certains impératifs techniques, l'industrialisation ait correspondu d'emblée à de grands établissements (138). Simultanément en matière de *travail*, c'est la tâche de la Révolution Française que de détacher le salaire des règles conventionnelles qui le régissait dans l'ancien système des corporations (139). Bref, l'histoire des grandes économies capitalistes livre des faits stylisés beaucoup plus complexes que ceux que retiennent par priorité les théoriciens.

A cet égard le rôle des historiens pourrait être majeur pour initier cette nouvelle bifurcation conduisant à une *analyse économique historicisée*. Au temps des grands classiques, les hypothèses de la théorie entretenaient des relations relativement étroites avec l'état de la société. A partir de la fin du XIX^{ème} siècle, cette tradition s'est scindée en deux branches distinctes. L'une de plus en plus tournée à la suite de WALRAS vers l'économie pure, l'autre beaucoup plus appliquée et pragmatique, voire empiriste, cherchant à opérer des prédictions souvent en liaison avec les décisions publiques ou privées. A la suite de Nicholas KALDOR, on pourrait voir dans la crise actuelle la grande chance d'une réconciliation de ces deux trajectoires (140). S'il est vrai que les hypothèses des théories modernes de la valeur ne jouaient qu'un rôle auxiliaire, l'équivalent d'un échafaudage pour une bâtisse en construction, pourquoi ne pas relâcher les hypothèses de départ que chacun s'accordait à reconnaître comme irréalistes, et rechercher une nouvelle génération de modèles qui renverseraient la dynamique antérieure d'hyper-déductivisme sur la base d'hypothèses largement non fondées. Ce mouvement est en cours chez les plus lucides des théoriciens mais souvent leurs hypothèses semblent résulter de choix ad hoc, subjectifs, dont on ne sait trop s'ils visent à la simplicité et la beauté de la théorie...ou à un semblant de pertinence. Ce serait un apport considérable de la plupart des autres chercheurs en sciences sociales, et bien sûr des historiens, que de proposer les hypothèses correspondant à ce qu'ils considèrent être, au vu de leurs travaux, les faits stylisés majeurs.

3. Une multiplicité de logiques non un principe unique de rationalité.

Il devrait en être de même concernant l'analyse des comportements, les valeurs et les objectifs que poursuivent les individus en société. A la lumière des recherches contemporaines, il devient sans doute de plus en plus difficile de poursuivre un programme de recherche qui postulerait l'existence d'une rationalité dont les principes et les modalités seraient valables en tout temps et en tout lieu. En effet, à l'intérieur comme hors de l'analyse économique, ce principe rencontre nombre d'obstacles. Epistémologique d'abord, dans la mesure où la *rationalité substantielle* suppose de la part de chaque agent une extraordinaire capacité à rassembler toutes les informations pertinentes et à dériver par le calcul leurs conséquences. Les sciences cognitives nous apprennent que les capacités de traitement des problèmes, pratiques aussi bien qu'intellectuels, ne dérivent pas de ce principe très particulier de rationalité. La *rationalité procédurale* correspond mieux aux données de l'expérience comme aux avancées des recherches en matière d'intelligence, humaine et artificielle (141). D'un strict point de vue empirique, les critères de maximisation de l'espérance de l'utilité pour les consommateurs, de la somme actualisée des profits pour les entreprises, ne correspondent pas aux comportements tels qu'observés aussi bien par les psychologues que par les rares économistes qui ont tenté de faire de leur discipline une science ouverte sur l'expérience de laboratoire. Des écarts significatifs s'enregistrent ainsi, y compris dans les domaines financiers, pour lesquels les principes d'efficience et de rationalité économique devraient pourtant jouer le plus aisément (142).

Aussi, dans une forme atténuée, ce même principe revêt des formes différentes *selon le contexte* dans lequel évoluent les agents. Par exemple, en matière d'emploi et de salaire, selon que l'intensité du travail est observable ou non, que les salariés peuvent recourir au crédit et ou à

l'assurance, le même principe de maximisation impliquera-t-il des comportements différents, pour les entreprises comme les salariés. Ainsi s'introduisent les caractéristiques institutionnelles des sociétés considérées : aux spécialistes du droit, des relations industrielles, le soin de préciser dans quel contexte les agents optimiseront. Dans certains cas extrêmes, la multiplicité des contraintes véhiculées par les normes sociales peut être telle que le degré d'autonomie se réduit à néant (143). Le modèle de l'individualisme méthodologique engendre ainsi toute une gamme de situation qui vont de la liberté des choix individuels à la position holiste traditionnelle.

Mais sociologie, science politique et histoire suggèrent une relativisation plus grande encore de la logique des comportements. A priori existeraient autant de principes d'action que de champs, même si certains transferts d'un champ à l'autre peuvent intervenir. Cette relativisation du principe de rationalité est particulièrement nette si l'on considère l'histoire longue : il est en effet clair que le comportement de maximisation du revenu monétaire ne correspond qu'à une phase bien particulière de l'histoire des sociétés, celle où le capitalisme marchand, industriel puis financier a progressivement conquis une série de domaines qui lui étaient extérieurs. Et pourtant, même dans les sociétés contemporaines, il serait abusif de considérer que les seules actions légitimes sont celles qui correspondent à la maximisation du profit, de la richesse ou du statut social (144). En permanence naissent des conflits entre le salarié et le citoyen, le contribuable et le bénéficiaire de l'Etat du bien-être, entre le rôle de producteur et l'appartenance à une famille, à une région. En définitive, l'homo oeconomicus de la théorie est encore en devenir, il demeure le point oméga des sociétés contemporaines, pas leur réalité.

Force est donc à l'économiste de composer avec des logiques venues d'ailleurs. Ce qu'il a parfois tendance à interpréter comme une irrationalité dérive souvent d'une incompréhension de *la multiplicité des objectifs, des valeurs, des croyances*, elles-mêmes résultats d'appartenances sociales variées (145). Dès lors pour l'économiste, se "frotter" aux travaux des historiens lui permet d'élargir son champ de vision (146), de composer une vision moins partielle de la logique des comportements en société (147), enfin d'imaginer une gamme beaucoup plus vaste de modèles économiques qu'il ne serait possible d'en dériver par les seuls raisonnements de la théorie dite pure.

4. Assumer la variété des configurations du lien social....

Si en effet on réunit autour d'un objet intermédiaire les hypothèses spécifiques concernant la logique de la stratégie des acteurs ainsi que la nature de leurs interactions (148), il serait a priori fort surprenant que l'ensemble des résultats que livrent les recherches historiques comme les comparaisons internationales et les études de cas définissent un seul et unique modèle d'interactions sociales et économiques. Il faut tout le pouvoir d'abstraction et l'imagination de l'économiste théoricien pour imaginer que la société féodale, la société de cour, la société indienne...ne définissent que des variantes plus ou moins parfaites du modèle de l'économie marchande capitaliste ! L'objectif majeur de ce programme de recherche est alors le suivant : mettre à jour et élaborer autant de *grands modèles du lien social* qu'en révèlent les recherches historiques et comparatives.

Même si à ce jour ceci n'a pas été du tout la pratique dominante des relations entre historiens et économistes, nombre d'entre-eux ont déjà reconnu la pertinence de cette conception. Ainsi, Norbert ELIAS explicite-t-il le projet dans lequel s'insère son analyse de la société de cour : "La variabilité de ces types de rapport entre les hommes est si grande et si multiple, qu'au moins en l'état actuel de nos connaissances, infiniment réduites et lacunaires en la matière, on ne peut pratiquement pas imaginer d'étude scientifique d'une formation humaine non encore étudiée et de l'évolution de cette formation qui n'apporte une contribution nouvelle à notre compréhension de l'univers humain et à notre compréhension de nous-mêmes" (149). De son côté, Robert SOLOW propose le programme suivant : "Toute activité proprement économique est insérée dans un réseau d'institutions sociales, de coutumes, de croyances, d'attitudes. Les conséquences économiques sont indubitablement affectées par ces facteurs (...) Le fait est que divers contextes sociaux appellent différentes hypothèses de base et par conséquent des modèles différents (...) L'histoire économique a pour fonction utile d'élargir la gamme des observations disponibles aux théoriciens" (150).

Ainsi, individualisme et individualisme méthodologique, loin d'être des principes transcendant les sociétés et les époques, sont au contraire le résultat d'un très long processus historique...qui au demeurant affecte fort inégalement les différents pays, certains continuant à être régis par un lien social de type plus holiste que strictement individualiste. En conséquence, le reproche majeur que l'on peut faire à la New Economic History est sans doute de commettre la pire des erreurs pour un historien : l'anachronisme (151). De même, il serait absurde de faire de l'économie l'instance dominante dans une société de caste, de cour, ou encore féodale, car ce n'est la propriété, d'ailleurs asymptotique, que des sociétés capitalistes les plus développées. D'ailleurs K. POLANYI a contesté la viabilité d'une société où rapports à la vie, à la nature et monnaie seraient régis par les seuls principes marchands. L'économie est toujours insérée dans un réseau de relations autres. Par conséquent, en dehors de la période contemporaine et des pays centraux, le regard de l'analyse économique est en général second par rapport à l'analyse du religieux, du politique,.... Au demeurant, même dans les sociétés les plus avancées, le politique et l'économie ne sont jamais séparés puisque les principes de citoyenneté et du marché introduisent en permanence des tensions dans l'une et l'autre des deux sphères (152).

Mais pour éviter le piège d'une carte à l'échelle un, on ne saurait créer autant de modèles que d'objets ou de périodes, car la visée est précisément d'aboutir au plus petit nombre possible de configurations dotés d'une certaine *généralité*, car s'appliquant à plus d'un cas. Peut-être dans un second temps conviendrait-il d'explicitier leurs relations et esquisser les prémisses d'une théorie générale de ces modèles. Il ne s'agirait en rien d'opposer la richesse descriptive à la pauvreté des modèles de l'économie pure mais au contraire d'élaborer toute une gamme de modèles, idéaux-types du fonctionnement d'ensembles relativement vastes de sociétés observées dans l'espace et dans l'histoire. En conséquence, "le produit final de l'analyse économique pourrait être une *série de modèles, contingents par rapport aux caractéristiques de la société* et circonstances historiques et non un seul modèle monolithique pour chacune des périodes" (153).

... Qui correspondent à autant de modes de régulation.

Or les historiens ont de longue date élaboré certains de ces modèles pour les sociétés anciennes, montrant la possibilité et l'intérêt d'un tel exercice : en général le contexte social, technologique et politique conditionne des modes de régulation contrastés dans le temps et dans l'espace. Ainsi les analyses de l'économie féodale font-elles clairement ressortir les principes à l'oeuvre, qui bien qu'opérant dans une économie partiellement de marché, ne se réduisent en rien aux modèles idéalisés de la concurrence pure et parfaite (154). On se souvient que la mise en évidence d'une régulation à l'ancienne constitue un apport important à l'histoire économique car elle procède de l'interaction d'une analyse structurelle avec une série d'hypothèses concernant la forme des ajustements agricoles, industriels et démographiques, qui guident le traitement statistique des séries conjoncturelles (155). Pour leur part, les crises, plus généralement les cycles, présentent des caractéristiques originales par rapport à celles qui prévaudront dans le capitalisme industriel concurrentiel : les mauvaises récoltes vont de pair avec la contraction de l'activité industrielle et une flambée des prix agricoles...selon un processus que l'économiste contemporain qualifierait de stagflationniste.

D'où un premier enseignement central pour l'économiste : dans la longue période *les modes de régulation se transforment* et prennent des configurations contrastées. Si tel fut le cas hier, par exemple lors des années trente, il n'est pas exclu qu'un processus équivalent soit à l'oeuvre dans les économies contemporaines (156). D'où un autre aspect de la révolution copernicienne présentée antérieurement : peut-être l'économiste n'a-t-il pas à rechercher le modèle unique et parfait qui décrirait l'ensemble des enchaînements observés depuis deux siècles, mais à diagnostiquer l'émergence des nouveaux modèles qui sont portés par les changements du système international, les formes du lien social, les changements techniques et organisationnels et bien sûr les innovations qui, au niveau des firmes comme des autorités publiques, finissent par façonner la gestion économique. Cette ambition ne concerne pas seulement le domaine traditionnel de la macroéconomie, que le présent texte a sans doute trop privilégié, mais porte aussi sur la plupart des objets de l'histoire économique et sociale. Une recherche récente ne montre-t-elle pas avec force les différences de fonctionnement économique entre la ville de l'époque moderne et celle de l'âge industriel, au-delà même de la permanence de certains invariants (157).

De façon plus ponctuelle, le retour sur le passé peut éclairer certains débats contemporains quant au *devenir des modes de régulation*. Par exemple, certains économistes ont suggéré que la crise du fordisme réactualisait un sentier de développement économique que les circonstances de la fin du siècle précédent avait bloqué. La variabilité et l'incertitude des marchés, la demande par les consommateurs de produits différenciés répondant mieux à leurs besoins, les aspirations des salariés à plus d'autonomie dans la production devraient susciter l'émergence puis l'établissement d'un modèle de spécialisation flexible (158). Il se trouve d'ailleurs que c'est par un retour à des enquêtes historiques, menées simultanément avec des comparaisons internationales portant sur la période contemporaine, que ce diagnostic est élaboré et argumenté. C'est retrouver le débat sur la proto-industrialisation qui a retenu l'attention des historiens économistes depuis bientôt une vingtaine d'années. Par conséquent, tous les

enseignements glânés par ces recherches peuvent être utilisés pour cerner le degré de vraisemblance de ce modèle pour les sociétés contemporaines (159). Mais l'historien des techniques peut aussi apporter une contribution précieuse à ce débat lorsqu'il note par exemple que le fordisme des origines avait buté dès les années vingt sur une crise liée à son excessive rigidité face aux fluctuations de la demande et aux limites d'une production totalement standardisée (160).

Enfin, l'histoire nous montre *la variété des solutions* qui ont été données à un même problème d'organisation économique. Ainsi des comparaisons internationales contemporaines font ressortir une extrême diversité des réactions nationales aux défis d'une concurrence internationale renouvelée. Pour des secteurs identiques, l'accentuation de l'incertitude et des fluctuations macroéconomiques et le durcissement de la compétition ont donné lieu à des réactions divergentes. Effort d'investissement et de formation, accélération de l'innovation pour celles des sociétés qui disposaient de main-d'oeuvre qualifiée et éduquée et dont l'organisation financière permettait d'ambitieux mais calculés paris sur l'avenir, comme cela semble être le cas au Japon et en Suède. Stratégies de désinvestissement et de rationalisation défensive, utilisation des facilités d'une main-d'oeuvre moins payée, mal formée et non syndiquée, prépondérance des stratégies financières de courte période, caractérisent au contraire Etats-Unis et à un moindre degré Royaume-Uni (161). Des recherches antérieures menées sur le corporatisme, au sens anglo-saxon de ce terme (162), incitent à penser que ces sentiers nationaux fort contrastés s'enracinent dans les compromis et les formes d'organisation constitués après la seconde guerre mondiale, voire dans l'entre-deux-guerres (163).

Bref, la collaboration avec les chercheurs en sciences politiques, les sociologues et les historiens est susceptible de renouveler en profondeur la compréhension que les économistes ont, y compris des problèmes les plus contemporains, qu'ils soient théoriques ou liés aux décisions de politique économique. Historiciser l'analyse économique constitue bien une voie d'avenir, que d'ores et déjà une petite communauté de chercheurs explore (164).

5. Cerner l'émergence des configurations radicalement nouvelles.

Cette variabilité dans le temps et l'espace des modes de régulation appelle immédiatement une nouvelle série de questions : comment émergent de nouvelles institutions coordinatrices de stratégies décentralisées ? A quel facteur faut-il attribuer le basculement de l'essor à la crise d'un mode de régulation ? C'est introduire une autre composante de l'historicité des dynamiques économiques.

Les sciences de la nature, au premier rang desquelles la thermodynamique, ont elles aussi récemment découvert de nouveaux modèles incorporant des phénomènes d'irréversibilité, d'auto-organisation (165), de dépendance de l'état final du système par rapport aux conditions initiales et/ou perturbations stochastiques affectant la trajectoire (166). Dans la mesure où les sciences sociales et tout particulièrement l'économie ont toujours été très sensibles aux critères de scientificité, voire aux modes imposés par les sciences réputées dures, il faut s'interroger sur l'apport à l'histoire économique de ces nouvelles avancées.

D'un côté, il fait peu de doute que l'historien puisse bénéficier de la levée de l'hypothèse de réversibilité complète au voisinage d'un équilibre essentiellement statique. Dans la théorie néo-classique de la croissance par exemple, tout le mouvement était résumé dans une tendance temporelle supposée exogène, n'importe quelle perturbation affectant la population active, le taux d'épargne donnait lieu à un progressif retour vers le sentier de croissance équilibrée. Certains modèles de croissance pluri-séculaire envisagent de façon plus satisfaisante le processus de croissance comme le résultat de la mobilisation de rendements d'échelle : en permettant un essor de la population, ils autorisent à leur tour la constitution d'infrastructures, qui ouvrent elles-mêmes une nouvelle zone de rendements croissants (167). Ainsi s'amorcent les réactions en chaîne constitutives du développement. Le mouvement à long terme manifeste alors une dynamique beaucoup plus riche que celle des modèles antérieurs : elle est marquée par le franchissement de seuils et la possibilité de cycles assurant la transition d'un régime à un autre, du fait de la progressive altération du rapport entre infrastructures et population. Nul doute que l'historien ait à glâner des idées intéressantes de formalisation, d'autant plus que certains modèles de l'économie féodale explicitaient déjà ce type de dynamique (168).

De même le remplacement de modèles d'équilibre statique par l'étude de systèmes dynamiques non linéaires présente un second intérêt majeur pour les sciences sociales, celui de mettre l'accent sur *l'analyse des formes*, c'est-à-dire les propriétés qualitatives et non plus seulement les évolutions quantitatives. La physique contemporaine redécouvre qu'elle peut ainsi prétendre éclairer des phénomènes tels que les tourbillons, la formation des cristaux, les transitions d'une phase à l'autre, phénomènes essentiels jusqu'alors négligés. De même pourrait-on imaginer que dans les sciences sociales une analyse des formes d'organisation, des représentations, des croyances, etc..., vienne utilement compléter et informer les études quantitatives antérieures, domaine de prédilection de l'histoire économique. L'extraordinaire essor depuis une décennie du programme de recherche portant sur la logique des institutions, des conventions et des normes qui régissent l'économie témoigne d'un certain parallélisme des sciences de la nature et des sciences sociales (169).

Pourtant, on ne saurait réduire l'un à l'autre ces deux programmes et l'historien est particulièrement bien placé pour rappeler cette évidence : l'histoire des systèmes sociaux ne saurait se réduire à celle des modèles biologiques ou physiques sous-jacents (170). Jamais l'analyse des processus historiques n'atteindra le degré de déterminisme des systèmes physiques : la donnée des conditions initiales et de relations non linéaires régissant les interactions entre individus, permettrait-elle de résumer l'histoire économique à la stricte dynamique de ce système ? Par exemple, emporté par la logique de l'instrument, l'analyste pourrait considérer que la révolution industrielle opère selon un processus totalement déterministe à partir d'un "big bang", qui serait intervenu au XVIème siècle, et dont nous enregistrerions aujourd'hui encore les conséquences lointaines (171). De même, est-ce que par extraordinaire les cours boursiers ne seraient pas la conséquence d'un processus totalement déterministe mais régi par un système dynamique non linéaire (172) ?

Au-delà même de la difficulté des tests techniques pour discerner un chaos déterministe parmi un processus apparemment stochastique, on mesure le

caractère héroïque de l'hypothèse épistémologique nécessaire à la validité d'un tel modèle : qu'aucune innovation ou information nouvelle ne vienne affecter les perspectives de rendements boursiers ! Bref, l'histoire de cette chambre d'échos des bonnes et mauvaises nouvelles qu'est la Bourse dément cette vision qui réduit l'histoire à une pure cinématique. Similairement, le développement des systèmes techniques et de la productivité ne correspond pas à la solution d'un programme dynamique écrit de longue date mais dérive d'une série d'inventions et d'innovations, qui comme l'étymologie le confirme, étaient par nature imprévisibles et introduisaient une nouveauté plus ou moins radicale dont il était impossible de cerner ex-ante la totalité des conséquences. Selon la formule de SCHUMPETER, la locomotive ou l'automobile ne dérive pas d'une amélioration continue et aisément prévisible de la diligence ; il en est de même pour la plupart des innovations radicales (173). Enfin, quel est le domaine de l'analyse économique qui a pu mettre à jour l'existence de relations stables à long terme, fortement non linéaires, donc susceptibles de livrer une dynamique chaotique ? Probablement aucun. Pour l'instant les modèles correspondants demeurent largement spéculatifs : leur intérêt est conceptuel et non empirique.

A ce titre, les recherches des historiens sont précieuses car elles fournissent nombre d'antidotes aux tentations soit de l'explication totalement déterministe à partir du passé, soit de la vision téléologique qui au contraire fait dériver le passé de l'observation du présent. Ainsi, que les théologiens du Moyen-Age inventent le purgatoire n'était en rien inscrit dans les lois immanentes du capitalisme (174) ! Que la ville moderne et la ville industrielle mettent en jeu des logiques différentes suggère que la seconde n'est pas la conséquence automatique de la première (175). De même, l'invention de l'"American system" marque une rupture par rapport à la manufacture anglaise, alors que l'émergence du compromis salarial fordien n'était en rien incluse dans les prémisses du travail à la chaîne (176). A ce titre, les guerres mondiales semblent avoir joué un rôle important, bien que négligé, dans les processus d'émergence (177). En matière financière, l'établissement du système de Bretton Woods constitue réellement une invention et non l'inscription mécanique dans des tendances discernables de longue date (178). Arrêtons les exemples car ils couvriraient le champ tout entier de l'histoire économique et sociale.

On pourrait reprendre la même démonstration concernant les théories qui voudraient trop vite appliquer les modèles évolutionnistes et mettre en oeuvre l'équivalent d'un darwinisme social aux processus historiques. Comme le rappelle Norbert ELIAS, "L'une des particularités spécifiques des sociétés humaines réside précisément dans le fait que leur structure, la forme des rapports d'interdépendance entre les hommes peut se modifier sans que l'organisme biologique de l'homme change. Les représentants de l'espèce homo sapiens peuvent former entre eux des sociétés des types les plus divers... le passage de l'ancien régime au début de la société industrielle au XIXème siècle, le passage d'une société à prédominance agraire et villageoise à une société de plus en plus urbanisée ont été le résultat d'une évolution sociale et non d'une évolution biologique" (179). Bernard LEPETIT dans la présentation de sa recherche sur la transformation des villes ne nous dit pas autre chose : "C'est moins le fonctionnement à l'équilibre d'un système qui importe que sa capacité à acquérir des propriétés nouvelles, dont les caractères dépendent du passé et qui pervertissent les structurations anciennes pour donner naissance à des fonctionnements neufs" (180).

L'histoire, en compagnie de la sociologie et de l'anthropologie, a donc un rôle majeur à jouer auprès de l'économiste : lui rappeler que la sphère économique qu'il étudie est construite sur des cadres politiques, sociaux, religieux, créés dans et par l'histoire et qui ne sont pas le simple déploiement dans le temps d'un déterminisme établi de longue date. On aura reconnu au passage l'une des orientations majeures des approches de la régulation. L'un de leurs programmes de recherche vise précisément à étudier les processus par lesquels ont été surmontées les grandes crises antérieures et symétriquement à rechercher s'il est des raisons qui expliqueraient le passage de l'essor à la crise au sein d'un même mode de développement (181).

6. Prendre en compte les effets de mémoire et d'oubli.

Il se trouve en l'occurrence que l'une des interprétations les plus courantes de la remise en cause du modèle de l'après-guerre retient le rôle des phénomènes d'apprentissage dans la formation des anticipations et par suite dans les décisions des agents économiques privés. Tant que l'inflation demeurait modérée, les relances par la dépense publique, financées par émission monétaire, entraînaient effectivement une expansion du fait de la relative myopie des salariés et des entreprises. Au fur et à mesure que ces expériences s'accumulaient, les acteurs en vinrent à anticiper beaucoup mieux et complètement les conséquences inflationnistes et à revendiquer l'équivalent de clauses d'indexation. A la fin des années soixante, l'accélération de l'inflation ne parvint alors plus à résoudre les conflits tournant autour de la distribution du revenu (182). D'où le basculement d'un modèle keynésien de demande effective à la résurgence d'une théorie classique d'abord du taux de chômage réputé "naturel", ensuite des cycles (183).

Ainsi, les théoriciens en vinrent à accorder une importance beaucoup plus grande que par le passé aux phénomènes liés à la succession des générations (modèles à générations imbriquées), comme à la formation des anticipations. Certains modèles monétaires font ainsi apparaître les cycles longs comme résultat de la succession des générations et de l'alternance de phénomènes d'apprentissage puis d'oubli de la chronique passée de l'inflation (184). Quant aux prévisionnistes et conjoncturistes, les difficultés qu'ils rencontrèrent pour prévoir les conséquences du krach boursier d'octobre 1987, on l'a vu, résultent assez directement de la dialectique de l'oubli des krachs boursiers antérieurs puis de leur prise en compte...une fois celui-ci intervenu. Le retour de la mémoire permet d'éviter la réédition de la dépression des années trente. Il n'est pas utile de revenir plus en détail sur les analyses précédentes, il est essentiel par contre de faire le lien avec ce grand thème propre au territoire de l'historien.

La mise en perspective proposée par Jacques LE GOFF (185) montre la variété des canaux à travers lesquels s'opère la mémorisation du passé et sa mobilisation dans le présent. On serait tenté de voir, en matière économique, quatre types principaux de rapport à l'expérience passée.

- ° Pour l'individualisme méthodologique, la mémoire ne peut être portée que par chacun des agents économiques. Il est pourtant deux variantes. La première suppose une hyper-rationalité des agents qui, tous, seraient à même de connaître progressivement le "vrai" modèle décrivant le fonctionnement global de l'économie : l'école des anticipations rationnelles, associée au retour des idées classiques, fit cette hypothèse.

Les recherches ainsi stimulées n'ont pas manqué d'en montrer l'irréalisme, l'in vraisemblance, voire l'incohérence, par rapport à l'existence d'un équilibre stable (186). De plus, le "vrai" modèle est supposé être celui du théoricien : le plus souvent néo-classique puisque telle est l'orientation dominante de la profession. Mais au fait, correspond-il au modèle effectif à l'oeuvre dans les économies contemporaines ? That is the question ! En outre, compte tenu du coût considérable de collecte de l'information nécessaire — il dépasse même les moyens des plus grands organismes publics des pays les plus riches ! — il est beaucoup plus logique que les agents adoptent des routines qui, même approchées, livrent des résultats satisfaisants, voire meilleurs, à long terme (187). L'enquête anthropologique pour sa part, tendrait à confirmer que *la mémoire, individuelle comme collective n'est jamais la mémoire savante* de l'histoire de la société dans laquelle les acteurs sont immergés (188). Enfin, cet irréalisme d'une mémoire totalement portée par chaque individu est souligné par une fraction des théoriciens libéraux : pour F. von HAYEK la force du marché est précisément de collecter puis de rediffuser l'information pertinente, sans qu'aucun des acteurs ne soient à même d'en contrôler la totalité (189).

- ° Finalement, la mémoire que les théories économiques contemporaines prêtent aux acteurs économiques n'est autre que *la mémoire savante* du chercheur lui-même. Certes, cette dernière n'est pas sans impact surtout si l'on pense comme John Maynard KEYNES que les idées finissent par exercer une influence déterminante sur l'histoire des sociétés et que les hommes politiques sont toujours, sous une forme ou une autre, dépendant des idées d'économistes contemporains ou depuis longtemps disparus (190). Dans la mesure où l'économiste a, souvent si ce n'est toujours, vocation à être le conseiller des décideurs publics et privés, cet effet de mémoire n'est pas négligeable. On pourrait même imaginer que l'un des rares mécanismes susceptibles d'engendrer des ondes longues n'est autre que la succession de générations, formées dans un contexte historique et intellectuel donné. Chaque génération cède la place à une nouvelle cohorte qui n'ayant pas vécu l'expérience de leurs prédécesseurs met en oeuvre une tout autre stratégie, qui s'inscrit dans des circonstances historiques différentes et dérive d'une vision distincte, voire dialectiquement opposée (191). Il se pourrait que le basculement vers les idéologies conservatrices et la proclamation d'un retour au marché dérivent tout autant des contradictions de la gestion keynésienne de l'après-guerre que de l'arrivée aux postes de responsabilités de générations qui n'ont connu directement ni la crise des années trente, ni la deuxième guerre mondiale, épisodes marquants qui forgèrent les générations des "keynésiens-interventionnistes" de l'après guerre (192).
- ° Au niveau des décisions au jour le jour des agents économiques, force est de recourir à une *conception tout autre de la mémoire individuelle*. A cet égard, c'est sans doute le concept d'*habitus* qui pourrait être le plus éclairant pour l'économiste d'explorer. En effet, constitué dans une série de champs précisément délimités, l'*habitus* est "inséparable de l'analyse de la genèse au sein des individus biologiques, des structures mentales qui sont pour une part le produit de l'incorporation des structures sociales et de l'analyse de la genèse de ces structures sociales elles-mêmes". Pierre BOURDIEU qualifie sa démarche de "structuralisme génétique". Dans sa définition même, le concept d'*habitus* donne un contenu historique et social à l'abstraction de l'*homo oeconomicus*, car il se définit comme "un système

de schèmes acquis, fonctionnant à l'état pratique comme catégories de perception et d'appréciation, ou comme principes de classement, en même temps que comme principes organisateurs de l'action..." (193). L'intérêt de cette construction pour l'histoire économique est évident : les préférences des agents économiques ne sont pas prédéterminées et substantives mais historiquement construites et relatives à un contexte social, politique, technique donné. Cette hypothèse déjà avancée par les institutionnalistes (194), les marxistes et les freudo-marxistes, mériterait sans doute d'être explorée à nouveau à la lumière des avancées récentes des sciences sociales. L'historien serait admirablement placé pour jouer le rôle de chef d'orchestre dans cette synthèse des déterminants de l'évolution à long terme des comportements, puis en analyser les conséquences en matière économique.

- ° Mais une partie notable des phénomènes de mémoire s'incorpore en définitive dans des appareils extérieurs, des *lieux collectifs de mémoire* tel le droit, les conventions, les contrats, qui depuis la généralisation de l'écriture constituent les sources majeures de mémoire (195). En matière d'histoire économique, les transformations à long terme résultent d'une dialectique subtile entre l'incorporation dans des systèmes extérieurs juridiques, conventionnels, constitutionnels et la formation des *habitus* c'est-à-dire l'incorporation dans les individus eux-mêmes (196). Telle est sans doute l'une des voies fécondes pour surmonter le débat en trompe l'oeil entre holisme et individualisme méthodologique. Les recherches récentes font ressortir les contradictions logiques associées à la conjonction d'une série de comportements rationnels dès lors que l'avenir est incertain, c'est-à-dire que les agents ignorent la loi de probabilités qui préside aux événements aléatoires et ne peuvent donc aisément les intégrer dans leurs calculs. Le comportement mimétique devient alors une forme dominante de coordination, y compris surtout sur les marchés les plus élaborés, par exemple financiers (197). L'instabilité économique qui en dérive ne peut être combattue que par l'institution de normes, de règlements codifiant les conditions d'accès au marché, l'adoption de règles de bonne conduite...c'est-à-dire de dispositifs, institutionnalisés ou non, qui dépassent la simple logique individuelle (198).

Ces réflexions ouvrent de nombreuses pistes de recherche susceptibles de renouveler en profondeur le domaine de ce que l'on convenait d'appeler dans les années soixante l'histoire économique et sociale. Quelques exemples. Peut-on repérer certains *épisodes fondateurs* dans les institutions économiques monétaires et financières d'un pays ? Il est par exemple fréquemment fait état du rôle majeur qu'a joué l'hyper-inflation allemande dans l'indépendance accordée à l'institut d'émission et l'acceptation générale par les acteurs économiques d'un principe de stabilité monétaire. De même, en R.F.A., les mauvais souvenirs laissés par le système corporatiste en matière de relations tripartites salariés-patronat-Etat a impliqué, après la seconde guerre mondiale, un certain retrait des interventions gouvernementales en matière de négociations collectives (199). L'historien pourrait-il cerner la pertinence de cette hypothèse, expliciter le cheminement de ces influences puis en vérifier la validité par des contre-expériences, à l'aide par exemple de comparaisons internationales systématiques ? De même, nombre de recherches sur le Japon contemporain insistent sur l'incorporation par l'individu d'un ensemble de normes largement implicites mais suffisamment importantes pour expliquer, en partie, l'efficacité des procédures de coordination dans les entreprises et

dans la société dans son ensemble (200). L'historien pourrait-il confirmer ou infirmer cette conception ? Plus proche de nous, le processus de définition des groupes sociaux professionnels et leur reconnaissance par le statisticien ne définissent-ils pas d'admirables exemples d'institutionnalisation de catégories, de groupes et d'acteurs socio-économiques (201) ? Enfin, la gestion des *entreprisises* n'est-elle pas elle-même immergée dans un processus d'apprentissage, de mémorisation et d'oubli, qui définit leurs réactions et capacités d'adaptation à des contextes changeants ou au contraire leurs échecs (202) ? Le droit du travail lui-même, n'est-il pas la mémoire des stratégies contradictoires déployées par les salariés et les entrepreneurs, bref la généalogie de la constitution du rapport salarial (203) ?

De droit dans le domaine de l'historien, ces questions ont une actualité évidente et montrent qu'une histoire économique et sociale renouvée a de beaux jours devant elle. Mais il est un dernier apport dont l'économiste ne pourrait se priver qu'à ses risques et périls et que l'on se propose de caractériser brièvement.

7. Le temps long de l'historien, antidote à l'impatience de l'économiste comme conseiller du prince.

Il faut souligner à nouveau combien l'exceptionnelle rapidité de la croissance de l'après-guerre avait forgé l'habitus de l'économiste : sans en prendre pleine conscience, il avait fini par adopter l'idée d'une certaine réversibilité et promptitude des effets de la politique économique. Dans les années soixante, la plupart des controverses portaient sur les problèmes de réglage fin de la conjoncture : convenait-il de privilégier l'instrument monétaire, fiscal ou budgétaire ? Il fallut attendre le début des années quatre-vingts pour que la profession des économistes praticiens reconnaisse que leurs prévisions et espoirs déçus provenaient de l'arrivée aux limites des capacités de régulation du système de l'après-guerre. Avec le reaganisme et le thatchérisme, l'essentiel n'était plus seulement de contrôler la création monétaire pour endiguer l'inflation mais de promouvoir des *réformes structurelles* en vue de redonner flexibilité, capacité d'innovations et dynamisme à des économies supposées sclérosées par l'interventionnisme keynésien. C'est en définitive reconnaître que le modèle pur d'économie de marché constitue un idéal à atteindre, non pas une caractéristique "naturelle" des économies capitalistes. Plus encore, c'est s'inscrire dans la lignée des travaux de l'histoire économique qui s'interrogent précisément sur les changements structurels, pas seulement sur les relations entre grandes variables économiques au sein d'un système stabilisé (204).

Dans l'analyse de cette transition d'un régime à un autre, l'économiste souffre alors de privilégier par trop *le temps court de la conjoncture*. Il est ainsi fréquent que des responsables politiques annoncent qu'à l'échelle de trois à quatre ans seront surmontées les faiblesses structurelles de l'économie nationale, souvent attribuées à l'accumulation des erreurs de leurs prédécesseurs (205). La chronologie des années soixante-dix et quatre-vingts montre à l'évidence que même les meilleurs des analystes ont largement sousestimé *la longueur des délais* nécessaires à l'établissement d'un nouveau régime...supposant même qu'il soit viable et cohérent dans le très long terme. Il faut dire que les périodes de crise structurelle sont en général marquées par un emballement des innovations et de la spéculation financières, de sorte que le temps court de la bourse, des arbitrages entre

places financières l'emporte sur l'horizon long qui gouverne l'investissement productif, la constitution des infrastructures, l'émergence de nouvelles générations de produits et de processus productifs, sans oublier le lent (ou parfois brutal) réajustement du pouvoir des groupes sociaux (206)

C'est dans ces circonstances que l'apport de l'histoire peut être majeur, à plus d'un titre. D'abord, un bref retour sur *l'histoire des théories et doctrines économiques* montre que cette exclusivité du temps court n'est pas une fatalité puisque la plupart des grands économistes classiques considéraient non seulement les ajustements du marché mais les transformations de longue période de la division du travail, des techniques, de la division en classes sociales, etc... (207). On trouve par exemple chez Alfred MARSHALL une claire distinction entre le temps court des ajustements des prix, des stocks et de la production, le temps moyen qui permet à l'investissement de porter ses fruits, enfin le temps long dans lequel démographie, techniques et formes d'organisation sont elles-mêmes transformées. De même, on l'a précédemment noté, il n'est sans doute pas accidentel que les idées de Joseph SCHUMPETER connaissent un tel regain. N'est-il pas le plus moderne des grands théoriciens, en dehors de la tradition marxiste, qui ait mis la question des changements structurels au centre de la théorie économique ? Il est ainsi saisissant que nombre de questions que l'opinion publique et les théoriciens contemporains considèrent comme tout à fait neuves correspondent en fait à la redécouverte de fort vieilles interrogations (208). L'oubli et la réduction à la portion congrue des enseignements de l'histoire de la pensée viennent donc hypothéquer la pertinence et l'efficacité de l'économiste face aux problèmes du temps présent.

Les apports de *l'histoire économique et sociale* sont encore plus importants. D'une part, la capacité à mobiliser le résultat des recherches à propos des changements structurels élargit le champ de vision de l'économiste et lui fournit l'équivalent de ce que représentent les expériences de laboratoire pour les autres sciences... (209). Nombre d'hypothèses naïvement avancées par les économistes contemporains ne résisteraient sans doute pas à la confrontation avec les enseignements des grandes études d'histoire économique. D'autre part, la tradition d'histoire économique issue des Annales fait des relations entre grands agrégats le résultat de transformations qu'il convient d'éclairer par les approches autres : études d'entreprises, analyses de secteurs, monographies sur les associations professionnelles, les syndicats, le processus de décision politique. A titre de boutade, on pourrait avancer le paradoxe suivant : peut-être les bons travaux d'histoire économique sur le capitalisme français apportent-ils beaucoup plus de réflexions pertinentes sur le thème du "déclin" que les plus sophistiquées des projections macroéconomiques qui extrapolent soit les régularités des trente glorieuses, soit l'incertitude des années soixante-dix (210).

L'économie du changement technique constitue par exemple un terrain de choix pour une collaboration fructueuse avec l'historien. Trop souvent, même les plus avisés des économistes tendent à surestimer la vitesse des changements techniques, tout en adoptant une vue quelque peu mécaniste de l'impact des innovations (211). Une fois le microprocesseur inventé, n'est-il pas tentant d'en déduire que vont se trouver résolus la plupart des problèmes du modèle fordien précédent : redressement des gains de productivité dans l'industrie, nouvelles générations de biens d'équipement durable pour les

ménages, traitement efficace de l'information dans la finance et les administrations publiques et privées ? En fait, quinze ans après cette invention, aucun des bénéfices attendus ne s'est encore traduit avec une intensité suffisante pour inverser les tendances antérieures de la productivité. Si la réaction de l'économiste est d'imaginer que des erreurs de mesure sont à l'origine de ce divorce paradoxal, l'historien des techniques livre pour sa part un diagnostic autre, plus stimulant et sans doute plus pertinent. Au siècle dernier, la diffusion du moteur électrique aussi se heurta au retard des infrastructures, à l'absence de normalisations, aux délais de formation des ingénieurs et techniciens, à la longueur des processus d'apprentissage pour tirer le meilleur parti des avancées techniques, autant de facteurs qui ont été à l'origine du long retard dans la manifestation d'un redressement des gains de productivité : environ un quart de siècle (212).

Ainsi, l'économiste qui entendrait analyser les changements structurels ne saurait se passer d'une bonne connaissance des épisodes antérieurs au cours desquels une crise, puis une transition équivalente, sont intervenues. D'un côté, il peut prendre en compte la multiplicité des déterminants extra-économiques qui conditionnent la direction, la vitesse et le point d'aboutissement de ce processus. Les travaux si souvent cités de F. BRAUDEL (213) suggèrent en effet que la domination de Bruges ne tenait pas seulement à l'étambot, celle de Venise à la caravelle... mais à la conjonction d'innovations agricoles, financières, politiques qui seules pouvaient donner efficacité et pouvoir de transformation des sociétés à la science et à la technique (214). D'un autre côté, la technique n'est pas la seule à scander le développement capitaliste puisque d'autres temps plus courts, tenant à l'économie ou à la finance, en rythment le développement et les cycles. C'est l'intérêt de la problématique des ondes longues que de focaliser sur cette périodicité peu familière de l'économiste, souvent préoccupé exclusivement par le traditionnel cycle des affaires (215). Au demeurant, la longueur fort inégale des cycles de Kondratief descendants suggère l'absence de déterminisme strict dans le retournement de la dépression à la phase d'expansion : sa date dépendrait moins de facteurs mécaniques que de la capacité d'invention puis de mise en place et de diffusion de l'ensemble des formes d'organisation permettant une reprise plus ou moins ordonnée de l'accumulation. Aussi, contrairement au fatalisme que suggèrent trop souvent les ondes longues (216), les stratégies collectives et individuelles, de façon délibérée ou largement inintentionnelle, finissent par peser sur le nouveau régime (217) et le mode de régulation qui prévaudra (218).

On pourrait multiplier les exemples de l'utilité pour l'économiste contemporain de nombre de recherches en histoire économique et sociale pourtant négligées par les théoriciens : transformation à long terme du système financier international, analyse des révolutions industrielles, conséquences des guerres commerciales, de la fluctuation des taux de change...constitueraient autant de thèmes qui éclairent sous un jour suggestif les débats actuels. Or, comme le remarquait déjà une revue de littérature achevée en 1976 : "Quarante années d'investissement dans la mathématisation de l'analyse économique et de désinvestissement dans son "historisation" ont rendu moins acceptable pour un économiste d'admettre son ignorance en mathématique qu'en histoire" (219). Peut-être les historiens ont-ils été trop modestes et n'ont-ils pas exercé le doux "terrorisme symbolique" qui fait le charme des mathématiciens

économistes ! La situation tout à fait originale des années quatre-vingts devrait logiquement appeler un retour du balancier vers de plus grandes interactions entre théorie et histoire.

VERS UNE GRANDE BIFURCATION ?

Pourtant, le destin des émergences et recompositions disciplinaires, tout comme celui des grandes crises elle-même, ne suit pas un cours prédéterminé par quelque démon de MAXWELL. Qui par exemple aurait pu imaginer, à la lumière des positions institutionnelles de l'époque, le succès de l'Ecole des Annales ? Sans trop vouloir jouer avec les parallèles, car l'historien en a de long date dénoncé le charme et les dangers, il semblerait que l'histoire économique soit entrée dans une phase critique, ouverte sur des avenir fort contrastés. L'un marquerait la fin de l'originalité des Annales en la matière, l'autre signifierait une relance du projet initial, sur des bases renouvelées.

LA POURSUITE D'UNE DIVERGENCE ENTRE THEORIE ET HISTOIRE ECONOMIQUES...

Pour autant que se prolonge la dure sélection des économistes par l'aptitude à maîtriser le langage mathématique, que le capital symbolique octroyé à la théorie pure l'emporte sur celui concédé aux études à vocation plus empirique, que soit privilégiée la recherche de nouveaux modèles d'économie pure, quitte à ce qu'ils cadrent avec des faits ou non faits stylisés choisis pour la circonstance, alors le destin de l'histoire économique apparaît bien sombre. Impressionnés et quelque peu intimidés par les avancées des économistes, les historiens s'essouffleront à comprendre, assimiler puis tester le nec plus ultra des modèles élaborés par leurs collègues théoriciens. Par ailleurs les techniques statistiques et économétriques ne cessent de progresser et de relever le niveau des connaissances, tendances heureusement compensées par la disponibilité de plus en plus aisée des programmes informatique nécessaires...bien que la compréhension des résultats analytiques les validant continue à appeler une solide formation à l'économétrie. Enfin, enquêter dans les archives et constituer les séries statistiques en vue de ces tests correspond à un travail de bénédictin, peu valorisé...tout au moins par les économistes.

Ces trois forces conjuguant leurs effets, le rôle attribué à l'histoire économique risque de n'être pas très glorieux, à quelques exceptions près touchant par exemple à des controverses centrales en matière de politique économique. Dans la vision de l'économiste, l'historien aurait en charge de vérifier si la dernière construction théorique "passe" le cap des années trente ou celui de la dite grande dépression de la fin du XIXème siècle. Si tel n'est pas le cas, le théoricien ne s'en émeuvra pas trop, soit qu'il juge sa construction tellement puissante qu'elle appelle à peine vérification, soit que, préoccupé des enjeux contemporains de politique économique, il ne s'intéresse guère à la validité générale ou circonstancielle de son modèle. Tant pis si la théorie "passe" mal les tests historiques ! A l'aune des historiens, cette sophistication extrême des problématiques, des outils contraste avec la relative modicité des résultats obtenus, tout en créant une barrière à la communication avec les autres domaines de la recherche historique.

Bref, ce scénario peu enthousiasmant s'inscrit dans le droit fil de la tendance initiée par la New Economic History, prolongée par la New "New Economic History"... Cette obsolescence rapide n'est elle-même pas sans poser problème à l'historien, épris de mémoire, fut-elle simplement celle de la profession des historiens. Dès lors s'accentuerait la divergence intervenue dans les années cinquante ou soixante. En conséquence, des revues généralistes telles les Annales ou le Mouvement Social verraient la proportion des articles consacrés à l'histoire économique stagner ou même décroître encore. Symétriquement, les revues économiques publieraient encore moins d'articles à vocation historique. Tout au plus à l'échelle de la communauté internationale y aurait-il place pour une ou plusieurs revues consacrées à la cliométrie. Compte tenu du retard moyen pris par les chercheurs français -il est heureusement de brillantes exceptions!-, leurs contributions risquent d'être modestes. Ce scénario peu glorieux n'est pas sans vraisemblance.

.....OU L'HISTOIRE ECONOMIQUE, COMME LIEU D'UNE ALTERNATIVE OUVERTE SUR LES SCIENCES SOCIALES.

Mais il n'est pas une fatalité. D'autant plus que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes dans l'évolution précédente. Les recherches théoriques contemporaines, même les plus prometteuses, souffrent en effet de trois des défauts majeurs caractéristiques du projet d'économie pure chère à WALRAS et ses modernes descendants économistes mathématiciens. D'abord, l'économiste s'interdit d'analyser la genèse et la logique des préférences des agents, se privant en celà de toute étude pertinente de la transformation des modes de consommation, des changements et dans les attentes concernant le travail qui constituent pourtant des domaines d'interrogations privilégiées de ceux des chercheurs qui explorent la possibilité de nouveaux modes de régulation. Ensuite, à une époque où le changement technique reçoit une telle attention de la part des entreprises, des pouvoirs politiques et du grand public, l'économiste souffre d'avoir maintenu la fiction d'une totale exogénéité des avancées de la technique. Incorporer dans son modèle de base les résultats progressivement accumulés par les sociologues, les économistes et les historiens du changement technique n'est donc plus un luxe mais une nécessité (220). Enfin, imaginer que le marché est la seule et unique forme de coordination économique est certes une fiction commode au niveau de la haute théorie, mais c'est une hypothèse largement démentie à la lumière des transformations du capitalisme, y compris les plus contemporaines.

Or dans ces trois domaines, des percées théoriques importantes sont intervenues au cours de la dernière décennie et autorisent le lancement d'un ambitieux programme de recherche, en quelque sorte symétrique de celui qui fit l'intérêt initial de la cliométrie. "Pendant approximativement quinze ans, les tenants de la cliométrie n'ont cessé d'expliquer à leurs collègues historiens la merveilleuse utilité de l'analyse économique. Il est temps qu'ils commencent à expliquer à leurs collègues économistes la merveilleuse utilité de l'histoire. Utilité en tant que réserve de faits économiques soigneusement testés, rassemblement d'expériences étendant le pouvoir de l'analyse économique dans de nouvelles directions, sources d'idées économiques, guide pour la politique et école dans la formation de chercheurs en sciences sociales. Ce n'est peut être pas un hasard si quelques uns des

meilleurs esprits parmi les économistes accordent un tel poids à l'histoire. Il est donc dommage que le reste de la profession ait dérivé loin de l'histoire. Est-ce que le passé a quelque utilité pour l'analyse économique ? Bien sûr" (221).

En premier lieu des réflexions pluri-disciplinaires combinant anthropologie, sociologie, droit, et économie ont renouvelé la compréhension des comportements individuels dans le contexte d'entreprises, d'organisations hiérarchisées, ou encore de réseaux. Comprendre la variabilité des principes de légitimité, analyser comment l'une de ces formes l'emporte sur les autres, partir d'un principe de rationalité procédurale et non plus substantielle, mobiliser les intuitions et les problématiques des sciences cognitives, constituent autant de points de départ d'un renouvellement dans la compréhension des actions et stratégies économiques (222). L'historien, fidèle au programme qu'esquissaient Marc BLOCH et Lucien FEVRE, ne peut que se retrouver dans ce programme fédérateur et intégrateur de nombre de sciences sociales.

En second lieu, certains spécialistes du changement technique ont abouti à la conclusion que la tyrannie des modèles d'équilibre de courte période empêchait d'accorder toute sa dimension, y compris économique, à l'innovation, retrouvant une vieille idée schumpétérienne trop longtemps laissée en jachère. Mieux encore, ils ont d'ores et déjà élaboré une série de modèles permettant d'analyser de façon simple et élégante l'établissement d'un système technique dans lequel prévalent des rendements d'échelle croissants liés par exemple à des effets de réseaux. Sont d'ailleurs disponibles aussi bien des modèles purement déterministes (223) que d'autres ressortissant de processus stochastiques (224), d'ordre par le bruit. Ainsi est-il possible de donner une traduction économique précise aux notions de paradigme et trajectoire technologiques. Les théories du développement, et non plus seulement de la croissance, pourraient s'en trouver renouvelée puisqu'il apparaît concevable de modéliser certaines des institutions qui favorisent l'émergence et la généralisation de rendements d'échelle croissants. Transformation des structures et croissance vont donc de pair dans ces nouvelles problématiques qui marquent peut être un progrès décisif dont devrait se saisir l'histoire économique pour laquelle l'analyse de la croissance a toujours constitué un domaine d'élection (225). Ces nouveaux modèles permettent d'envisager de synthétiser et systématiser nombre de recherches antérieures, plus encore d'en stimuler d'originales (226).

Enfin, on l'a évoqué à maintes reprises, les meilleurs des théoriciens contemporains se sont attaqués à un programme de recherche traditionnellement exclu des visées de l'économie pure depuis la montée de la théorie néo-classique : comprendre la logique du fonctionnement des institutions, des conventions et des normes, puis examiner dans quelles mesures elles peuvent s'avérer supérieures à des mécanismes de marchés purs (227). Symétriquement, s'accumulent les études émanant de sociologues, de spécialistes de sciences politiques qui montrent de façon tout à fait convaincante que les marchés, fussent-ils de concurrence pure et parfaite, sont institués par des procédures mobilisant le pouvoir et l'influence de certains groupes sociaux (228). En d'autres termes, voilà que la régulation économique entrerait de plein droit dans le domaine des sciences sociales. Par conséquent, l'historien devrait se sentir à l'aise dans des recherches qui insistent sur la multiplicité des logiques et des formes de coordination ainsi que sur la variabilité des relations de l'économie à ce qu'il est convenu d'appeler le

social, le politique.

TROIS CHANTIERS POUR UN RENOUVEAU DE L'HISTOIRE ECONOMIQUE.

Ces nouveaux outils mériteraient d'être mis en pratique, testés et affinés en un mouvement organisé de sorte qu'il devienne à terme cumulatif. Dans ce but, il serait essentiel de créer des contacts suivis et renouvelés de chercheurs appartenant aux diverses disciplines des sciences sociales, autour d'objets communs les rassemblant sur un programme à moyen à défaut de long terme. Suivant ses propres centres d'intérêt l'auteur serait tenté de proposer trois grands chantiers. Ce ne sont pas nécessairement les plus importants pour la communauté historienne. Il se trouve seulement qu'ils sont les moins mal connus de l'auteur. Chacun est convié, en réaction au texte qui précède et à la lumière de son expérience, à faire bien d'autres propositions.

° Reinvestir le thème du développement économique.

Dresser un bilan des forces et faiblesses des modèles antérieurement proposés, bénéficier des nombreuses séries agrégées et sectorielles constituées à la suite des travaux lancés par S. KUTZNETS, enfin tester la pertinence des modèles de croissance néo-schumpétériens et/ou régulationnistes pourraient rassembler ceux des chercheurs en histoire économique dont l'enthousiasme et la disponibilité s'étaient quelque peu émoussés au cours du temps. Ces nouveaux modèles ont pour intérêt majeur de donner tout son rôle à l'histoire puisque des choix ou des routines initialement à l'oeuvre face à des innovations majeures peuvent conditionner durablement le sentier suivi par le système socio-technique. Dans ces formalisations, l'histoire ne se borne pas à introduire quelques perturbations stochastiques au voisinage d'un équilibre connu de longue date ou aisément prévisible, mais conditionne le processus permanent d'apprentissage, d'innovations, voire dans certains cas focalise l'attention des chercheurs sur les inventions qu'appelle le paradigme technologique en vigueur (229). Des collègues historiens américains, tout comme nombre d'économistes, sont d'ores et déjà engagés dans ce projet (230). Serait-il inconcevable que de jeunes historiens, héritiers des Annales se joignent au mouvement ?

° Analyser le processus de sortie des grandes crises, sans illusion téléologique.

Les économistes théoriciens ont trop eu tendance à interpréter les épisodes correspondants comme le résultat de l'application des recommandations de leurs propres théories, par un raisonnement régressant de la situation présente vers le passé. D'où le double danger de l'anachronisme (par exemple interpréter la crise de 1929 avec les yeux du contemporain des années quatre-vingts) et de l'illusion téléologique : est souvent qualifié d'irrationalité le fait que les contemporains n'aient pas perçu clairement "le sens de l'histoire". Et pourtant, lorsque ces mêmes théoriciens s'interrogent sur les issues possibles à la crise des années soixante-dix, leur réponse témoigne de leurs grandes incertitudes, voire de l'absence assez totale d'instruments pour envisager une certaine pluralité des avènements possibles. Où est donc passé le sens de l'histoire, ou plus modestement le principe d'intelligibilité des périodes de crise et de mutation ? La moins mauvaise des méthodes disponibles, celle des scénarios,

est marquée d'un subjectivisme et d'une sensibilité à l'air du temps, défauts que les plus lucides reconnaissent sans être assurés de les surmonter (231).

De longue date Fernand BRAUDEL avait mis en garde l'historien contre cette facilité : "Des forces aux prises nous savons celles qui l'emporteront (...) C'est donc la troupe des événements vainqueurs dans la rivalité de la vie que l'historien aperçoit du premier coup d'oeil ; mais ces événements, ils se replacent, ils s'ordonnent, dans le cadre des possibilités multiples, contradictoires, entre lesquels la vie finalement a fait son choix : pour une possibilité qui s'est accomplie, dix, cent, mille se sont évanouies (...) il faut pourtant tenter de les réintroduire car ces mouvements perdants sont les forces multiples, matérielles et immatérielles, qui à chaque instant ont freiné les grands élans de l'évolution (...) il est indispensable des les connaître" (232). Ce programme, à ma connaissance rarement mis en oeuvre par les historiens des Annales, reprend aujourd'hui toute son actualité face aux interrogations que suscite l'avenir du vieux continent européen. Un seul et unique modèle dominant va-t-il s'imposer à l'échelle internationale ou au contraire peut-on concevoir une notable variété des trajectoires nationales ? Parmi les stratégies contradictoires suivies au cours du temps par les divers entreprises et acteurs, peut-on discerner les contours d'avenirs possibles, à défaut de hautement probables ?

L'historien est celui des chercheurs en sciences sociales qui est le mieux placé pour cerner cette grande question de la discontinuité. Pour citer à nouveau F. BRAUDEL : "Or qu'est-ce qu'une *discontinuité* sociale, si ce n'est en langage historique, l'une de ces ruptures structurales, cassure de profondeur, silencieuse, indolore, nous dit-on (...) D'où des interférences et des surprises. Ce passage d'un monde à l'autre est le très grand drame humain sur lequel nous voudrions des lumières" (233). C'est exactement la question que se posent les auteurs régulationnistes — mais ce n'est pas une surprise car l'inspiration par les Annales n'est pas loin ! —, les théoriciens du corporatisme — au sens anglo-saxon de ce terme —, les héritiers de l'école institutionnaliste américaine ainsi que ceux des descendants de MARX qui considèrent que son apport peut connaître de nouvelles hybridations fructueuses.

D'où une proposition qui consisterait à rechercher dans les archives de la fin du XIX^{ème} siècle comme de l'entre-deux-guerres comment cet entrecroisement des propositions programmatiques de routines et décisions au jour le jour, de stratégies novatrices, de surprises et de ruses de l'histoire...sans oublier le rôle des deux conflits mondiaux, a en définitive débouché sur de nouveaux modes de régulation (234). La question étant si difficile, nul doute qu'elle stimule une recherche pluridisciplinaire ambitieuse et qui se fixerait, enfin et à nouveau, d'éclairer la transformation à long terme des sociétés modernes.

° Pour une approche englobante de l'économie : une contribution majeure de l'historien.

On l'a souligné à maintes reprises, la science économique se caractérise depuis la seconde guerre mondiale par un très rapide approfondissement de la division du travail entre sous-disciplines ou spécialités. Sans même parler de la variété thématique (économie monétaire,

internationale, industrielle,...), le travail sur un même objet se trouve décomposé en des approches théoriques essentiellement déductives et mathématisées, l'élaboration des outils économétriques permettant les tests nécessaires, la construction des statistiques du champ correspondant, enfin la discussion et la conduite de la politique économique qui s'y réfèrent. Dans ce mouvement se perd la communication directe entre les spécialistes des divers sous-domaines, de sorte qu'on peut redouter que l'anomie qu'au siècle dernier diagnostiquait E. DURKHEIM (235) pour le travail en général frappe aujourd'hui les recherches de l'économiste.

Or, paradoxalement, ce champ est de façon récurrente traversé par l'équivalent de révolutions ou tout au moins de modes. Lors de ces épisodes on enregistre un basculement complet des questions, des outils, et des recommandations de politique économique, comme si les diverses sous-disciplines retrouvaient alors une brutale synchronisation. Si l'après guerre a été marquée par l'alliance de FORD pour la consommation de masse, de BEVERIDGE pour la constitution du bien-être, et de KEYNES pour le réglage de la politique conjoncturelle, les années soixante-dix ont vu la progressive décomposition de cette vision du monde. Qui aurait pu prévoir l'ampleur d'un tel basculement (236) ? Il n'est pas rare qu'un même auteur soit passé de la louange de l'économie mixte à la flatterie la plus outrée à l'égard de la toute puissance du marché, que les politiques aient récusé le tout Etat en faveur de déréglementations massives, qu'ils aient d'abord pris des mesures favorables aux syndicats ouvriers puis que dans un second temps, ils n'aient vu de salut que dans l'entrepreneur, ... !

Dans la mesure où l'histoire est riche de mouvements équivalents, il pourrait être intéressant que l'historien des mentalités s'interroge sur la place de l'économie dans les sociétés modernes et tente d'expliquer ces basculements (237). Ils sont trop brusques et généraux pour désigner de simples phénomènes accidentels ou la conjonction d'événements indépendants. Il est une topique économique et 0 ironie, l'économiste professionnel du fait de sa spécialisation est devenu le chercheur le plus mal placé pour en cerner la logique, les conditions d'émergence. Sur ce chantier encore, les historiens héritiers des Annales sont remarquablement placés pour coordonner ces recherches pluri-disciplinaires.

*

* *

UN PARI !

Programme prométhéen, hors d'atteinte ! Sans intérêt diront d'autres voix. C'est pourtant à ce type d'interrogations que les enjeux actuels de nos sociétés, le désarroi, caché mais profond, de l'économiste et les tendances mêmes de l'histoire économique, convient les chercheurs. Il se pourrait que ce programme s'avère finalement moins ambitieux que celui que proposaient, en matière d'histoire économique, les fondateurs des Annales : ils ont ouvert la voie. Aux générations montantes de la poursuivre avec invention, passion...et méthode.



NOTES

- (1) Pour une analyse des circonstances qui ont présidé à la création des *Annales*, on se reportera aux articles de A. BURGUIERE "La naissance des *Annales*" et J. REVEL "Histoire et sciences sociales : les paradigmes des *Annales*", *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, Vol. 34, n° 6, Nov.-Déc. 1979, ainsi qu'à l'entrée "Annales" du *Dictionnaire des Sciences Historiques*, sous la direction de A. BURGUIERE, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p. 46-52.
- (2) Il ressort par exemple des décomptes de Jean Louis OOSTERHOFF, (repris par François DOSSE *L'histoire en miettes. Des "Annales" à la "nouvelle histoire"*, La Découverte, 1987) que dans les années 1929 à 1945 l'histoire économique représentait près de 58 % des articles évalués en nombre de pages.
- (3) Aujourd'hui encore, la revue de littérature de G. HABERLER "Prospérité et dépression", Ligue des Nations, Genève, 1941, fournit un remarquable panorama des théories du cycle, longtemps négligées du fait de la domination de l'approche statique adoptée par les keynésiens.
- (4) Sont exemplaires à cet égard les analyses post-keynésiennes de la stagnation, dont l'origine se trouve dans le chapitre final de la Théorie Générale de John Maynard KEYNES. Voir par exemple Alvin HANSEN, *Business Cycles and National Income*, George Allen and Unwin, Londres, 1951.
- (5) Les conservateurs, inspirés par la théorie néo-classique, regrettent ces changements et prônent un retour aux marchés concurrentiels, les réformistes plaident pour de nouvelles politiques économiques, alors que les marxistes voient dans les années trente une crise structurelle du capitalisme monopoliste. Le lecteur pourra se reporter à la réédition des travaux d'X-CRISE, *De la récurrence des crises économiques*, Paris, Centre polytechnicien d'études économiques, Economica, 1982.
- (6) Il est par exemple significatif que la part des articles des *Annales* consacrés à l'histoire culturelle passe d'environ 10 % dans l'entre-deux-guerres, à près du tiers dans les années soixante-dix (J.L. OOSTERHOFF déjà cité, (2)). Cette ouverture de nouveaux territoires est évidente à la lecture de J. LE GOFF et P. NORA Eds., *Faire de l'histoire*, 3 Tomes, Paris, Gallimard, 1974.
- (7) On vise tout particulièrement la percée que constitue le travail d'Ernest LABROUSSE, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIIIème siècle*, Dalloz, Paris, 1933. Réédition 1984, Editions des Archives Contemporaines, Paris 1984.
- (8) Les comptabilités nationales rétrospectives semblent surtout avoir été le fait d'économistes tels que S. KUZNETS, H. FEINSTEIN, J. MARCZEWSKI, L.A. VINCENT, J.C. TOUTAIN. Pour leur part, nombre d'historiens économistes continueront à privilégier les données de prix, car les archives les livrent plus facilement que les reconstitutions des productions en volume et des agrégats macroéconomiques. Il faut souligner de brillantes exceptions tel l'indice de la production industrielle élaboré par M. LEVY-LEBOYER.

- (9) On aura reconnu la célèbre définition de Lionel Charles ROBBINS, *Nature and Significance of Economic Science*, Londres, 1932.
- (10) Telle est par exemple la définition proposée par Maurice ALLAIS : "L'activité économique a essentiellement pour objet de satisfaire les besoins pratiquement illimités des hommes avec les ressources limitées dont ils disposent, en travail, en richesses naturelles et en équipements antérieurement produits, compte tenu des connaissances techniques qui sont les leurs", dans "Le fléau du crédit", *Le Monde*, 27 Juin 1989, p. 34.
- (11) Pour une présentation synthétique de ces développements récents, lire J. STIGLITZ, "The Causes and the Consequences of the Dependence of the Quality on Price", *The Journal of Economic Literature*, Vol. 25, Mars 1987, p.1-48.
- (12) Cette visée, caractéristique des approches de la régulation, rejoint un nombre croissant de recherches contemporaines, aux premiers rangs desquelles celles concernant l'émergence des normes techniques ou sociales. Voir P. DAVID (1988) : "Path dependence : putting the past into the future of economics", Ronéotypé Department of Economic, Stanford University.
- (13) Fernand BRAUDEL, tout au moins dans les années cinquante, n'était pas loin d'adhérer à cette vue lorsqu'il écrivait : "L'économie politique que nous avons, tant bien que mal, assimilée aux leçons de nos bons maîtres ne servira pas à nos vieux jours", Extrait de "Pour une économie historique", *Revue Economique*, Vol. 85, n° 1, Mai 1950, p. 37-44.
- (14) Pour une première mise en perspective de ce thème ambitieux et difficile, le lecteur intéressé pourra se reporter aux actes du Colloques "Réversibilités, Irréversibilités dans les Modes de Croissance : Institutions, Technique et Economie", Ronéotypés Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris 21-23 Juin 1989.
- (15) Ce thème est esquissé par R. BOYER "Les théories macroéconomiques face à l'irréversibilité", Ronéotypé, Actes du Colloque "Irréversibilités..." déjà cité (14), mais appelle un retour sur l'histoire des doctrines et des outils de l'analyse économique.
- (16) On se souvient des prises de position de Cl. LEVI-STRAUSS à propos de l'importance de l'événement, conçu comme un résidu de l'analyse scientifique. Le point de vue a été nuancé et certaines complémentarités esquissées dans "Histoire et Ethnologie", *Annales E.S.C.*, Vol. 38, n° 6, Nov-Déc. pp. 1217-1231.
- (17) Concernant l'histoire économique française, il convient de souligner deux exceptions notables. P.A. MUET et P. VILLA (1981), "L'apport des modèles macroéconomiques à l'histoire économique...", Ronéotypé CEPREMAP n° 8119, Juin. Ainsi que P. VILLA (1988), "Modèle macroéconomique de longue période", rapport ronéotypé CEPREMAP-DGRST, Février.

- (18) Souligné par W.N. PARKER Ed., *Economic History and the Modern Economist*, Basil Blackwell, 1986.
- (19) On vise plus particulièrement J.G. WILLIAMSON, *Late Nineteenth Century American Development. A General Equilibrium History*, Cambridge University Press, 1984. Apparemment aucun effort comparable n'a été entrepris pour la France.
- (20) Lire A.H. CONRAD and J.R. MEYER, "The economics of slavery in the antebellum South", *Journal of Political Economy*, Vol. 66, 1958, pp. 95-130.
- (21) Un recueil des principaux textes fondateurs a été édité par P. TEMIN, *New Economic History*, Penguin Book, 1973. Pour une présentation générale, lire J. HEFFER, "New Economic History", dans le *Dictionnaire des Sciences Historiques*, op. cit. (1), p. 223-225.
- (22) Ce point a été souligné avec force par Joan ROBINSON dans nombre de ses travaux. Des recherches récentes, menées dans une optique classique, et non pas explicitement keynésienne, confirment cette idée que les ajustements en proportion peuvent précipiter la déstabilisation en grandeur de l'économie. Voir G. DUMENIL, et D. LEVY, "The classical legacy and beyond", Série Orange CEPREMAP n° 8919, Août 1989.
- (23) On fait référence à R.M. SOLOW "A contribution to the theory of economic growth", *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 70, n° 1, 1956.
- (24) L'essai le plus suggestif en la matière est peut-être celui de Angus MADDISON, *Les phases du développement capitaliste*, Paris, Economica, 1981, récemment actualisé dans "Growth and Slowdown in Advanced Capitalist Economies...", *Journal of Economic Literature*, June 1987, p. 649-698. Pour la France, l'ouvrage de base est J.J. CARRE, P. DUBOIS, E. MALINVAUD, *La croissance française*, Paris, Seuil, 1971.
- (25) Ce thème a plus particulièrement été exploré dans R. BOYER, "Les théories macroéconomiques face à l'irréversibilité", Ronéotypé, Communication au Colloque "Irréversibilités dans les modes de croissance...", op. cit. (15).
- (26) Robert SOLOW lui-même est le premier à reconnaître le caractère hautement abstrait des hypothèses qui étaient à la base de son modèle de croissance de 1956, caractérisé en particulier par un vide institutionnel quasi-complet (R.M. SOLOW, "Growth Theory and after", *American Economic Review*, vol. 8, n° 3, Juin 1988, pp. 307-317).
- (27) On fait plus particulièrement référence aux contributions de Joan ROBINSON, *A Theory of Growth*, 1962, ainsi qu'à celles de Nicholas KALDOR, *Causes of the Slow Rate of Growth in the United Kingdom*, Cambridge University Press, ainsi que "Les errements de la théorie de l'équilibre général", *Economic Journal*, March 1972 et repris dans *Economie et Instabilité*, Paris, Editions Economica, 1987.
- (28) Parmi un très vaste ensemble de théories et de recherches empiriques, les travaux de Paul BAIROCH sont probablement exemplaires de la poursuite d'analyses fidèles à cette tradition. Lire "L'économie du

développement", contribution à l'*Encyclopédie des Sciences Economiques*, Editions Economica, 1990.

- (29) On trouvera dans R. BOYER, B. CORIAT, "Innovations dans les institutions et l'analyse monétaires américaines. Les greenbacks revisités", *Annales*, Nov-Déc. 1984, pp. 1330-1359 plus de détails sur ce thème.
- (30) Le célèbre ouvrage *A Monetary History of the United-States*, Princeton University Press, 1963, a fait école et suscité des travaux équivalents pour d'autres pays. Par exemple, des mêmes auteurs, *Monetary Trends in the United-States and the United Kingdom*, NBER, University of Chicago Press, 1982.
- (31) Parmi une abondante littérature, il convient de souligner l'ouvrage déjà ancien mais fondamental de P. TEMIN, *Did Monetary Forces caused Great Depression ?* New York 1976. Il devient de plus en plus fréquent que des théoriciens ou des économètres fassent retour sur les années trente, comme en témoignent, dans les années quatre-vingts, diverses livraisons de l'*American Economic Review*.
- (32) Le professeur C.P. KINDLEBERGER a largement contribué à donner ses lettres de noblesse à une analyse historique rigoureuse des crises financières, en particulier à la lumière du modèle de H.P. MINSKY, *Can "It" happen again ?*, M.E. Sharpe, New York, 1982. On citera plus particulièrement C.P. KINDLEBERGER, LAFFARGUE J.P. Eds, *Financial Crises. Theory, History and Policy*, Cambridge University Press, Londres 1982 et C.P. KINDLEBERGER, *Manias, Panics and Crashes : a History of Financial Crisis*, Basic Books, 1978.
- (33) C'est par exemple une faiblesse des recherches contemporaines en termes d'ondes longues de Kondratieff que de ne considérer encore trop souvent que des données de prix et de taux d'intérêt. Les indices en volume, par exemple de la production, ne semblent pas livrer de régularités équivalentes. En particulier la période postérieure à 1945 est tout à fait atypique comme le montre A. MADDISON (1982), déjà cité (24). De même, les années 1873-1895 qui étaient considérées comme période de dépression du fait de la baisse des prix, apparaissent au contraire comme manifestant une forte croissance de la production dans des pays tels que les Etats-Unis ou l'Allemagne. Cf. P. LEON Ed., *Histoire Economique et Sociale du Monde*, Armand Colin, Paris, 1978, Tome IV.
- (34) Lire par exemple P. VERLEY, "Secteurs forts et secteurs faibles dans l'économie française des années 1860 : une simulation économétrique" dans P. FRIDENSON et A. STRAUS, *Le capitalisme Français. 19ème-20ème Siècle*, Paris, Fayard, 1987, et de ce même auteur, *La révolution industrielle*, Paris MA Editions, 1985.
- (35) On vise plus particulièrement le dernier volume de l'*Histoire Sociale et Economique du Monde*, op. cit. (33). Le chapitre consacré à la croissance de l'après guerre est essentiellement basé sur les commentaires des Comptes de la Nation.
- (36) On aura reconnu la contribution de R. W. FOGEL, "A quantitative approach to the study of railroads in American economic growth", *Journal of Economic History*, vol 22, 1962, pp. 163-197.

- (37) L'article de base, centre de vives controverses, est celui de A.H. CONRAD et J.R. MEYER, "The Economics of Slavery in the Antebellum South, *Journal of Political Economy*, Vol. 66, 1958, pp. 95-130.
- (38) Extraits de la contribution de P. VILAR à *Encyclopedia Universalis*, entrée "Histoire économique", Tome VIII, p. 435.
- (39) Pour une comparaison des approches françaises et anglo-américaines, lire P. BAIROCH, B. ETEMAD, "La littérature périodique d'histoire économique contemporaine", *Annales, E.S.C.*, Vol. 42, n° 2, Mars-Avril 1987, p. 369-401.
- (40) Les deux oeuvres telles que *La théorie de l'Evolution* (J. SCHUMPETER, 1911) et *Capitalisme, Socialisme, Démocratie* (1942) avaient surtout inspiré les spécialistes du changement technique, assez peu les économistes théoriciens. Dans les années quatre-vingts, la création d'une association internationale consacrée aux travaux de SCHUMPETER et la mobilisation de cet auteur dans les recherches sur la théorie de la croissance en longue période, témoignent de ce retour.
- (41) *The Visible Hand. The Managerial Revolution in American Business*, Harvard University Press, 1977. Cet ouvrage combine une analyse historique riche et méticuleuse avec la volonté de forger un cadre théorique permettant d'analyser la logique et les formes de l'entreprise.
- (42) A la suite de A. COASE, O.E. WILLIAMSON a déplacé l'analyse du marché à celle des transactions. En cas d'investissements spécifiques à l'entreprise, de comportements opportunistes de la part des salariés, de transactions fréquentes, l'organisation hiérarchique peut être plus efficace que le recours au marché. Voir *Markets and Hierarchies: Analysis and Antitrust Implications*, The Free Press, New York, 1975. L'ambition s'étend à d'autres formes d'organisation dans *The Economic Institutions of Capitalism*, The Free Press, New York, 1985.
- (43) Outils de la théorie des jeux et connaissances empiriques se combinent dans l'ouvrage de M. AOKI, *Information, Incentives, and Bargaining in the Japanese Economy*, Cambridge University Press, 1988.
- (44) Une bonne introduction aux problématiques correspondantes se trouve dans H. LEIBENSTEIN, *Inside the Firm. The Inefficiencies of Hierarchy*, Harvard University Press, Cambridge, 1987.
- (45) On vise plus particulièrement les idées développées par James BUCHANAN, 1975, "A contractarian Paradigm for applying economic Theory", *American Economic Review*, 65, May, pp. 225-30, et son ouvrage en collaboration avec G. TULLOCK, *The Calculus of Consent*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1971.
- (46) Pour une courte revue de littérature se reporter à R. BOYER, B. REYNAUD, "La flexibilité salariale : les arguments du libéralisme à l'épreuve des théories microéconomiques modernes" dans AFSE, *L'impact du libéralisme sur les institutions et les politiques économiques*, Nathan, 1988.

- (47) La théorie des contrats implicites a fait l'objet d'une présentation générale par S. ROSEN, "Implicit contracts : a survey", *Journal of Economic Literature*, vol 23, Sept. 1985, pp. 1144-75.
- (48) Lire en particulier A. LINDBECK et D.J. SNOWER, "Macroeconomic Policy and Insider Power", *American Economic Review*, Vol. 79, n° 2, May 1989, pp. 370-376.
- (49) On trouvera un recueil des textes principaux concernant la théorie des salaires d'efficience dans G. AKERLOF et J. YELLEN, *Efficiency Wage Models of the Labour Markets*, Cambridge University Press, 1986.
- (50) C'est ainsi qu'a récemment été réexaminée la politique de Ford dans l'entre-deux-guerres concernant le passage aux 5 dollars par jour. Lire D. M.G. RAFF, "Wage Determination Theory and the Five-Dollar Day at Ford", *The Journal of Economic History*, Vol. XLVIII, n° 2, June 1988, pp. 387-400.
- (51) Voir par exemple A.C. PIGOU, *Employment and Equilibrium*, 1941, Macmillan Londres, réimpression 1978, Augustus M. KELLEY, Fairfield, N.J., écrit postérieurement et en réponse à la *Théorie Générale*.
- (52) Lire A. LINDBECK and D.J. SNOWER, *Insider-Outsider Theory of Employment and Unemployment*, Cambridge, MIT Press, 1989.
- (53) On fait plus particulièrement référence à la théorie de M. OLSON, *La logique de l'action collective*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978. Se reporter aussi à J.M. BUCHANAN et G. TULLOCK, op. cit. (45).
- (54) Ce thème a été exploré par M. OLSON, *The Rise and Decline of Nations*, New Haven, Yale University Press, 1982. Il a contribué à renouveler les analyses de la croissance qui avaient eu tendance à oublier le rôle des facteurs politiques et organisationnels. Lire aussi D. NORTH, *Structure and Change in Economics History*, New York, Norton, 1981.
- (55) A la suite de G. BECKER, *The Journal of Political Economy* des années soixante dix abondait d'articles sur l'économie du crime, l'économie informelle, etc....
- (56) On fait référence à la contribution de Richard A. POSNER, *The Economics of Justice*, Cambridge, Harvard University Press, 1981. Il écrit par exemple: "Le concept d'efficience tel que je le définis est adéquat au concept de justice, qui de façon vraisemblable peut être imputé au juge, tout au moins dans les systèmes de Common Law" (p. 6).
- (57) On le sait, au siècle dernier, Droit, Economie, Sciences Politiques et Morales, étaient rassemblés dans un même cursus universitaire. Il est à ce propos saisissant de comparer les deux éditions du *Palgrave Dictionary of Political Economy*, l'une publiée en 1899, l'autre en 1987, Londres, Mac Millan Press. Autant le premier mêle la plupart des disciplines des actuelles sciences sociales, autant le second, au-delà de brûlantes polémiques, manifeste une extraordinaire autonomisation de l'analyse économique.

- (58) On fait référence à la théorie de John RAWLS, *A Theory of Justice*, Cambridge, Harvard University Press, 1971, traduction française *Théorie de la Justice*, Paris, le Seuil, 1987. Pour ce dernier, le principe de droit ne serait pas associé à la maximisation par chaque individu de l'efficacité globale de la société mais à la maximisation de l'utilité du plus mauvais des résultats obtenus. Par ailleurs, la visée de cet auteur est plus normative que positive et explicative comme le prétend R. A. POSNER pour sa propre construction.
- (59) Extrait de l'avant propos "Sociologie et histoire", préface écrite en 1969 à l'ouvrage *La société de cour*, Traduction française, Calmann-Levy, Paris, 1974, p. XXXVI et XXXVII.
- (60) Extrait de *Du miel aux Cendres*, cité par R. MANDROU, *Encyclopedia Universalis*, 1979, Tome 8, p. 428 a).
- (61) Traduit de "History : the view from economics" dans W.N. PARKER Editor, *Economic History and the modern Economist*, Basil Blackwell, Worcester, 1986, p. 15.
- (62) Traduit de "Economics: is something missing ?" dans W.N. PARKER déjà cité, p. 26 et 27.
- (63) Cette idée que les sciences de la société devraient viser à construire l'équivalent d'une physique sociale est exprimée très tôt par Auguste COMTE, sert de référence explicite aux marginalistes du siècle précédent tels L. WALRAS et W. PARETO. Beaucoup plus récemment ce même projet a été réaffirmé aussi bien par Jacques RUEFF que par Maurice ALLAIS.
- (64) Ainsi le plus récent des ouvrages d'Olivier E. WILLIAMSON, *The Economic Institutions of Capitalism*, MacMillan, Londres, 1985 propose-t-il en conclusion d'étudier la transformation dans l'histoire des entreprises et organisations. Le projet est déclaré possible mais il n'a pas été mené à bien.
- (65) On doit aux travaux de M. AOKI l'exploration, par des méthodes variées, de cette hypothèse. Pour une synthèse lire *Information, Incentives...*, déjà cité.
- (66) Pour J. SCHUMPETER, si la théorie walrasienne correspond à la routine des décisions de gestion, c'est au contraire l'innovation portée par les entrepreneurs qui met en mouvement l'économie et engendre les cycles longs. L'histoire du capitalisme se ramène à celle des inventions et innovations majeures. Tel est le fil directeur qui parcourt toute son oeuvre de *La théorie de l'évolution économique*, 1911, à *Business Cycles*, 1939, et même *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1942.
- (67) Un exemple. Pour nombre d'économistes, la fonction majeure de l'entrepreneur est la prise de risque, ce qui distingue le profit de la rente et de l'intérêt. Or l'historien aurait tendance à souligner que le succès est d'autant plus grand que le risque est socialisé, reporté sur d'autres ou assuré par l'Etat. C'est ce que tendrait à suggérer E. CHADEAU, *Le goût du risque*, Olivier Orban, Paris, 1988.

- (68) C'est en effet ce que conclut l'article de D.M.G. RAFF déjà cité : "Aucune des trois théories canoniques du salaire d'efficience -coût de rotation, sélection adverse, aléa moral- ne fournit de motif principal plausible. Le désir d'acheter la paix est de loin plus consistant avec les faits", p. 398.
- (69) Lire par exemple S. MEYER, III. *The five dollar day*, Albany, State University Press, 1981.
- (70) Ce paradoxe a plus particulièrement été développé dans R. BOYER "La flexibilité du travail en Europe : ne pas être en retard d'une bataille", *Revue Politique et Parlementaire*, n° 931, Sept-Oct. 1987, p. 17-28.
- (71) Pour quelques développements sur ce thème, lire R. BOYER, "La relation salariale entre théorie et histoire" dans R. SALAIS et L. THEVENOT Eds, *Le travail : marchés, règles, conventions*, Paris, INSEE-Economica, 1986.
- (72) Se reporter aux autres articles de ce même ouvrage R. SALAIS et L. THEVENOT eds.
- (73) Michel LALLEMENT *Marges du salariat et flexibilité du travail. Le cas du travail à domicile dans les pays industrialisés*, Thèse Université Paris I, Octobre 1988. Qu'un même auteur soit obligé de passer par les deux étapes disjointes, la première historique (1ère partie), la seconde théorique (3ème partie) montre clairement que l'écart dépasse le seul habitus historien ou économiste pour désigner des oppositions méthodologiques flagrantes.
- (74) Ces citations sont extraites de l'article déjà cité de R. SOLOW, respectivement p. 21, 23, 27. Qu'on permette d'ajouter une dernière citation : "Vous pourriez lâcher un économiste moderne d'une machine à remonter le temps, peut-être d'un hélicoptère comme d'autres lancent de la monnaie, dans n'importe quel temps ou lieu, accompagné de son ordinateur personnel ; il (ou elle) pourrait continuer son travail sans même se demander en quel temps et en quel lieu il ou elle se trouve. Au bout d'un moment, l'économiste moderne aura maximisé une intégrale représentant la valeur présente, fait une approximation log-linéaire traditionnelle, opéré les régressions nécessaires (...) avec un tant soi peu de sélections judicieuses ici ou là, il apparaîtra que les données sont justes cohérentes avec l'hypothèse du conseiller." (p. 25 et 26).
- (75) Extrait de Paul A. DAVID, "Path dependence : Putting the Past into the Future of Economics", Stanford University Technical Report n° 533, August 1988, p. 10. De ce même auteur on lira un autre essai en direction non plus seulement de l'histoire mais des autres sciences sociales, "The Future of Path Dependent Equilibrium Economics. From the Economics of Technology to the Economics of almost Everything", Ronéotypé, Center for Economic Policy Research, Stanford University, Stanford 1988.
- (76) Les théories introduites par Jean Pascal BENASSY, *The Economics of Market Disequilibrium*, New York, Academic Press, 1982 et *Machœconomie et théorie du déséquilibre* Dunod, Paris 1984, prolongées par Edmond MALINVAUD, *Essais sur la théorie du chômage*, Paris, Calmann-Lévy, 1983,

ont pour intérêt majeur d'ouvrir sur une multiplicité de régimes, contrairement à d'autres théories walrassiennes, néo-classiques, keynésiennes. L'historicité s'introduit par la donnée des variables exogènes du modèle. En l'occurrence dans l'entre-deux-guerres insuffisance de la demande effective par rapport au plein-emploi, excès du salaire réel par rapport à celui d'équilibre dans la crise des années quatre-vingts.

- (77) On fait plus particulièrement référence aux contributions de Robert E. LUCAS Jr, tant dans sa critique du modèle keynésien que dans sa propre contribution à une rénovation de l'équilibre classique. Lire *Studies in Business Cycle Theory*, Cambridge, MIT Press, 1983.
- (78) Pour une analyse des cycles des affaires en termes d'équilibre, consulter en particulier, M. EICHENBAUM et K. J. SINGLETON "Do Equilibrium Real Business Cycle Theories Explain Postwar U.S. Business Cycles ?" dans *NBER Macroeconomics Annual*, 1986 ou encore la livraison 1988 de cette même revue.
- (79) Cette nouvelle économie néo-classique est en opposition avec la tradition autrichienne. Pour F.A. HAYEK par exemple le marché a précisément pour fonction de disseminer et socialiser une information toujours partielle et imparfaite au niveau des individus. Il serait hors de propos de postuler que chaque individu maîtrise la totalité de l'information pertinente comme le font les tenants des anticipations rationnelles. On pourra se reporter à son article daté de 1940 et toujours d'actualité "L'utilisation de l'information dans la société", traduit et repris dans *Revue Française d'Economie*, Vol. I, n° 2, Automne 1986, p. 117-135.
- (80) Pour une critique de cette problématique des cycles d'équilibre, on pourra se reporter à la vue d'ensemble que présent Robert SOLOW dans sa conférence de Prix Nobel "Growth Theory and after", *American Economic Review*, Vol. 8, n° 3 Juin 1988, p. 307-317.
- (81) Le paradoxe de la productivité a reçu une formulation ironique de la part de Robert SOLOW, écrivant dans le *New York Times* que l'on voyait partout les ordinateurs sauf dans les statistiques de productivité. Le problème est apparu suffisamment préoccupant pour justifier la réunion d'une conférence internationale intitulée "Science, Technologie et Croissance Economique", rassemblant la plupart des spécialistes, sous l'égide de l'OCDE les 5-8 Juin 1989.
- (82) Il est ainsi significatif que certains auteurs keynésiens aient adopté l'hypothèse de plein-emploi dans leurs travaux sur la croissance. Voir par exemple les modèles, intéressants pour l'historien, proposés par L. PASINETTI, *Structural Change and Economic Growth*, Cambridge University Press, 1981.
- (83) Pour une mise en perspective des recherches contemporaines sur la question on pourra lire en particulier R. BOYER, "Croissance et fluctuations", dans *Encyclopédie Economique*, Economica, Paris, 1990.

- (84) Pour une synthèse récente sur les interactions entre techniques et économie, lire l'ouvrage collectif *Technical Change and Economic Theory*, G. DOSI & alii Eds, Pinter Publishers, Londres, 1988.
- (85) L'idée de régime est très présente parmi les spécialistes de sciences politiques, tout particulièrement en matière d'économie financière et/ou internationale. Dans le domaine de la croissance, les problématiques de la régulation aboutissent à une idée équivalente, à partir de la variété des configurations susceptibles de favoriser une croissance cumulative. En particulier lire R. BOYER, "Formalizing growth regimes...", dans G. DOSI & Alii Eds, déjà cité.
- (86) Il ressort par exemple de l'article de R.H. THALER, "Anomalies : Interindustry Wage Differentials", *Economic Perspectives*, Vol. 3, N° 2, Spring 1989, p. 181-194, que l'évolution de la hiérarchie des salaires au cours de la dernière décennie ne reçoit d'explications satisfaisantes dans quasiment aucune théorie, sauf peut-être celle qui part du critère d'équité. De la même façon, expliquer l'évolution et la dispersion des taux de chômage entre pays ou régions demeure hors de portée de la plupart des modèles simples tirés des recherches les plus récentes.
- (87) Pour une mise en correspondance des marchés du travail et du crédit, lire la revue de littérature de J. STIGLITZ, "The causes and consequences of the dependence of the quality and price", *Journal of Economic Literature*, Vol. 25, March 1985, p. 1-48.
- (88) Les travaux de C.P. KINDLEBERGER constituent un bon exemple de cette approche. Voir en particulier les essais rassemblés sous le titre *A Financial History of Western Europe*, Londres, George Allen & Unwin, 1984, et *Keynesianism vs. Monetarism and other Essays in Financial History*, Londres, George Allen & Unwin, 1985.
- (89) On fait en particulier référence à la communication de Jean BOUVIER "Les difficultés spécifiques de l'analyse des fluctuations longues" au Colloque des économistes historiens de Budapest 1981. Il serait hors de question de proposer ici la moindre bibliographie sur les ondes longues tant elle serait volumineuse et croissante rapidement. On pourra utilement se reporter aux diverses livraisons de *Review* ainsi qu'à la *Newletters on Long Waves*, co-éditée par le centre Fernand BRAUDEL et la Maison des Sciences de l'Homme.
- (90) Parmi l'un des exposés les plus convaincants concernant les ressorts sociaux et démographiques des Kondratief, lire E. SCREPANTI, "Some demographic and social processes and the problem of Kondratief cycle periodicity" dans R.M. GOODWIN Ed., *Technological and social factors in long term fluctuations*, Colloque de Sienne 15-17 Décembre 1986, à paraître, Springer Verlag.
- (91) P.A. MUET ET P. VILLA, "L'apport des modèles macroéconomiques à l'histoire économique : un essai d'estimation et d'utilisation d'un modèle économétrique sur longue période (1920-1938 et 1948-1977)", Ronéotypé CEPREMAP n° 8119, et P. VILLA, "Modèle macroéconomique de longue période", Rapport ronéotypé CEPREMAP-DGRST, Février 1988.

- (92) Un travail déjà ancien suggèrait que l'indexation des salaires par rapport aux prix allait de pair avec une réduction de l'influence des variations de l'emploi et du chômage. R. BOYER "Les salaires en longue période", *Economie et Statistique*, n° 103, Sept. 1978, p. 27-57.
- (93) *L'économie française au XIXème siècle*, Paris, Editions Economica, 1985.
- (94) Pour les Etats-Unis, Michel AGLIETTA, *Accumulation et régulation du capitalisme en longue période. Exemple des Etats-Unis (1870-1970)*, Thèse Paris I, Octobre 1974. Pour la France, J.P. BENASSY, R. BOYER et R.M. GELPI, "Régulation des économies capitalistes et inflation", *Revue Economique*, Vol. 30, n° 3, Mai.
- (95) On trouve sans doute l'un des meilleurs exemples d'une caractérisation tout à fait originale et radicalement distincte de celle des approches traditionnelles dans R. HAUSMANN, *State Landed Property, Oil Rent and Accumulation in the Venezuelan Economy*, Ph.D. Thesis, Cornell University, dont un résumé est publié dans "Venezuela : du bon côté du choc pétrolier", R. HAUSMANN et G. MARQUEZ dans R. BOYER Ed., *Capitalismes fin de siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p. 140-163. Par ailleurs, le travail de Isabelle CASSIERS, *Croissance, crise et régulation en économie ouverte : la Belgique entre les deux guerres*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1989, montre avec une grande clarté les différences profondes entre la régulation fordiste pour une économie de taille moyenne et celle d'une petite économie ouverte. Pour un panorama plus complet voir R. BOYER Ed., *Capitalismes fin de siècle* déjà cité.
- (96) Ces thèmes sont plus complètement développés dans l'ouvrage collectif R. BOYER Ed., *La seconde transformation*, Paris, Editions Economica, à paraître 1990. Un bref résumé de la méthode et des résultats est disponible dans "Réflexions sur la crise actuelle (I) et (II)", *Revue Française d'Economie* Vol. II, n° 2 et 3, Printemps et été 1987.
- (97) Citée par M. BERNSTEIN, *The Great Depression*, Cambridge University Press, 1987.
- (98) Pour une analyse des représentations, et dans certain cas la non perception immédiate, des conséquences du premier choc pétrolier, lire Vivi PERRAKI, "*L'Expansion*" et *la première crise pétrolière : lecture interdisciplinaire d'un journal économique lors d'un moment de discontinuité*, Thèse E.H.E.S.S., Paris, Octobre 1988.
- (99) La comparaison entre 1979 et 1929 suscite même la verve d'un romancier versé dans les questions financières qui publie aux Etats-Unis un Best-seller : Paul ERDMAN, *The Crash of 1979*, Pocket Books, New York, 1976. Il rééditera cet exercice en publiant un autre roman sur le même thème, actualisé par la prise en compte de la menace que constitue la répudiation de leur dette par les pays Latino-Américains : *La panique de 1989*, traduction française, Paris, Grasset, 1986.
- (100) On trouvera une analyse stimulante du traitement par la presse de ces deux épisodes dans Nancy L. GREEN, "Leçons d'octobre 1929, 1987. La presse française et américaine face aux deux crises boursières", *Esprit*, Octobre 1988, p. 91-110.

- (101) Dans son analyse rétrospective du krach boursier, un journal aussi sérieux que *The Economist* ne peut s'empêcher de donner à ses lecteurs la superposition des deux cours de l'indice Dow Jones, pour les périodes 1929-1930 et 1987-1988, n° des 11-17 juin 1988, Survey p. 6. Et pourtant, l'historien n'a-t-il pas montré que dans la longue période les types de crise changeaient ? J. BOUVIER, "Les crises économiques", dans J. LE GOFF et P. NORA, *Faire de l'Histoire*, op. cit. (6), Tome II, p. 25-50.
- (102) Dans le domaine de la gestion des entreprises, le thème de la mémoire fait un retour remarqué comme en témoigne par exemple le n° spécial de la *Revue Française de Gestion*, n° 70, Sept-Oct. 1988 "Les racines de l'entreprise". On lira tout particulièrement les articles sur l'histoire comme outil de gestion. Entre autres, J. BON et R. OURSET, "L'entreprise amnésique".
- (103) Cet épisode est analysé de façon savoureuse par J. HEFFER, *La grande dépression : les Etats-Unis en crise (1929-1933)*, Paris, Archives Gallimard, 1976.
- (104) Voir les remarquables analyses de C.P. KINDLEBERGER, *Manias, Panics and Crashes : A History of Financial Crisis*, New York, Basic Book, 1979.
- (105) On trouvera une bonne présentation de cette problématique dans O.J. BLANCHARD, M.W. WATSON, "Bubbles, rational expectations, and financial markets" dans P. WATCHEL Ed., *Crises in the Economic and Financial Structures*, Toronto, Lexington, 1982, p. 295-315.
- (106) Sur ce point la lecture de l'article d'Irving FISHER paru en 1933, s'impose toujours. Cf. la traduction et réédition française "Une théorie des grandes dépressions par la dette et la déflation", *Revue Française d'Economie*, Vol. III, n° 3, été 1988, p. 159-182. Pour une comparaison des deux crises, se reporter à R. BOYER, "D'un krach boursier à l'autre : Irving FISHER revisité", *Revue Française d'Economie*, déjà citée, p. 183 à 216.
- (107) La comparaison systématique de la crise actuelle avec celle de 1929 n'a cessé d'alimenter les recherches en terme de régulation. R. BOYER, J. MISTRAL, *Accumulation, Inflation, Crises*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978, seconde édition refondue, 1982 ; H. BERTRAND et Alii, "Les deux crises des années trente et des années soixante-dix", *Revue Economique*, Mars 1981 ; R. BOYER, "Origine, Originalité et enjeux de la crise actuelle en France : une comparaison avec les années trente", dans Gilles DOSTALER Ed., *La crise économique et sa gestion*, Montréal, Boreal Express, 1982. Plus récemment R. BOYER, J. MISTRAL, "Le bout du tunnel ? Stratégies conservatrices et nouveau régime d'accumulation", Ronéotypé CEPREMAP, Communication au Colloque International sur la Théorie de la Régulation, Barcelone 16-18 Juin 1988.
- (108) Ce thème est fort bien développé par M.A. BERNSTEIN, *The Great Depression*, op.cit. (96).
- (109) De façon plus précise, les Etats-Unis seraient caractérisés depuis les

années soixante-dix par un régime d'accumulation extensive avec consommation de masse, a priori distinct du modèle d'accumulation intensive sans consommation de masse, transition vers le fordisme dont les années trente marquaient la douloureuse et difficile implantation. Lire R. BOYER, "Les théories de la régulation : Paris, Barcelone, New York,..." *Revue de Synthèse*, Septembre 1989.

- (110) Lire l'introduction "Construire sur les acquis des années quatre-vingt" du rapport *Perspectives Economiques de l'OCDE*, n° 45, Juin 1989. Il serait à cet égard intéressant de procéder à une analyse comparée des livraisons successives de *Perspectives Economiques de l'OCDE* entre décembre 1987 et Juin 1989. Les rédacteurs passent d'une inquiétude et d'un pessimisme extrêmes à un optimisme certain, sans qu'ils s'attardent beaucoup sur les raisons de ce basculement. Or la cumulativité de l'analyse économique gagnerait beaucoup à ce processus d'évaluation critique et surtout la reformulation d'hypothèses adéquates à la lumière des erreurs de prévisions passées.
- (111) Or le positivisme, généralement adopté par les économistes, fait de la justesse des prédictions d'une théorie le critère de sa scientificité. Voir M. FRIEDMAN, *Essays in Positive Economics*, Chicago University Press, 1953.
- (112) Guy PALMADE, *L'économie dans les sciences humaines*, 2 Tomes, Paris, Dunod, 1967.
- (113) Marc BLOCH n'écrit-il pas en 1941 : "L'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la connaissance du présent ; elle compromet, dans le présent, l'action même", in *Apologie pour l'Histoire*, Paris, Armand Colin, 1974, p. 45.
- (114) Pour RICARDO "une grande cause de nos différences d'opinion tient au fait que MALTHUS est concerné par des effets immédiats et temporaires, contrairement à ses propres efforts pour concentrer son attention sur l'état permanent de choses qui résultent de ces effets (...) Peut-être donnez-vous trop d'importance à ces effets temporaires, alors que je suis moi-même trop porté à les sous-évaluer". *The Works and Correspondances of David RICARDO*, Vol. 7, Letters 1816-1818.
- Pour MALTHUS la différence est entre ceux "qui tentent précipitamment de simplifier et de généraliser et leurs opposants, d'orientations plus pratiques, qui tirent trop rapidement des inférences par un fréquent recours à des faits partiels.... En économie politique, le désir de simplifier se traduit par la réluctance à reconnaître l'influence de plus d'une cause dans la production des faits particuliers.... La première tâche de la philosophie est de rendre compte des choses telles qu'elles sont...où des causes imprévues peuvent agir...une attention précise et pourtant complète aux faits est nécessaire". *Principles of Political Economy*, extraits p. 4 à 12.
- (115) D.N. McCLOSKEY, "Does the past have useful economics", *Journal of Economic Literature*, June 1976 : "Le choix de cet auditoire (i.e. des historiens non économistes) eut l'avantage d'assurer la cohésion des cliomètres et de leur donner l'enthousiasme et l'énergie d'impérialistes convaincus", p. 438.

- (116) La théorie monétariste fournit un excellent exemple de cette robustesse à l'écart de possibles démentis. Que par exemple elle livre une interprétation fort médiocre, voire fausse des périodes de grandes crises ne semble pas troubler Milton FRIEDMAN et Anna SCHWARTZ, déjà cités (30). De même, la théorie de la parité des pouvoirs d'achat qui devrait livrer un régulateur des taux de change dans les périodes financières troublées de crise du système monétaire international est au contraire cruellement démentie dans les années trente comme de nos jours. Et pourtant on ne compte plus les modèles théoriques contemporains qui, par commodité, continuent à adopter cette hypothèse.

Sur les raisons épistémologiques de ces pratiques, cf. T. KUHN, *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago University Press, 1962, *La structure des révolutions scientifiques*, traduction française, Paris, Flammarion, 1976.

- (117) Pour un examen des relations de l'économie et de la psychologie autour du concept de rationalité, lire le recueil édité par Robin M. HOGARTH et Melvin W. REDER, *Rational Choice*, Chicago University Press, 1986.
- (118) On fait ici référence aux travaux d'Albert HIRSCHMAN et à sa volonté de forger des notions qui permettent de réintégrer l'économie dans les autres sciences sociales. Par exemple *Les passions et les intérêts*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980 ; *L'économie comme science morale et politique*, Paris, Hautes Etudes, Gallimard, Seuil, 1984 et *Vers une économie politique élargie*, Paris, Editions de Minuit, 1986. Pour l'historien ces efforts méritent attention puisqu'ils tendent à reconstituer une multiplicité de déterminations concernant un même objet d'analyse.
- (119) On trouvera dans un numéro spécial de Review une série d'articles qui suggèrent une certaine correspondance entre les divers cycles, économiques, technologiques, diplomatiques, etc... Review, Vol. II, n° 4, 1979, "Special Issue on Cycles and Trends".
- (120) Une certaine transcausalité était probablement présente chez Karl MARX lui-même. Elle devient omniprésente dans les théories marxistes orthodoxes telles celles du capitalisme monopoliste d'Etat. *Traité d'économie politique*, 2 Tomes, Paris, Editions Sociales, 1971. Mais cela marque aussi des variantes beaucoup plus modernistes et innovatives en matière de formalisation. Ainsi, à quelques bifurcations près, Ph. VAN PARIJS, "Théorie des catastrophes et matérialisme historique", *Revue Française de Sociologie*, Vol. XIX, pp. 195-220, détermine-t-il l'évolution des rapports sociaux par la seule évolution des forces productives. Même si le concept marxien déborde la simple technique, ces dernières conditionnent en définitive la forme de vie en société. Vraie ou fausse, c'est une approche mettant en oeuvre une transcausalité forte.
- (121) Pour une mise en perspective des travaux de SCHUMPETER et de ses successeurs contemporains voir B. CORIAT et R. BOYER, "Innovation, cycle et crise, le retour de SCHUMPETER", *Le Monde Diplomatique*, Septembre 1984.

- (122) C'est par exemple l'impression que livre la contribution de I. WALLERSTEIN à l'ouvrage collectif S. AMIN & Alii, *La crise, quelle crise ?* Paris, Maspéro, 1982.
- (123) Pour un panorama des transformations intervenues dans la méthodologie des sciences sociales depuis deux décennies, on pourra se reporter à la synthèse de H. MENDRAS, "Transformation des sociétés", rapport de conjoncture pour le CNRS, ronéotypé Juillet 1989.
- (124) Les relations entre holisme et individualisme ont fait l'objet d'un ouvrage collectif P. BIRNBAUM et J. LECA, *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la Fondation des Sciences Politiques, 1986, qui présente bien la variété des positions des chercheurs contemporains. Sur les limites de la rationalité J. ELSTER, *Le laboureur et ses enfants*, Paris, Editions de Minuit, 1986.
- (125) On trouvera des développements particulièrement intéressants sur ce point dans L. BOLTANSKI, "Micro-analyse et macro-analyse en sociologie" dans E.H.E.S.S. éd., *Problèmes et objets de la recherche en sciences sociales*, ronéotypé, Paris.
- (126) On fait référence à M. CALLON Ed., *La science et ses réseaux*, Paris, La Découverte/Conseil de l'Europe UNESCO, 1989. Ainsi qu'à la communication au Colloque E.H.E.S.S. "Irréversibilités dans les modes de croissance", "La dynamique des réseaux technico-économiques", Ronéotypé, Juin 1989.
- (127) Pour l'économiste, le problème est tout à la fois celui des conditions sous lesquelles l'agrégation est possible et celui des relations entre la théorie microéconomique des choix individuels et l'observation de grandes régularités macroéconomiques. Pour un point sur ces questions, lire R. GUESNERIE, "Micro et macro économie", dans E.H.E.S.S. Ed. déjà cité (125). Pour une réflexion méthodologique sur la micro-histoire se reporter à la communication de B. LEPETIT, *Annales E.S.C.*, Septembre 1989.
- (128) On aura reconnu la problématique proposée et en permanence enrichie par Pierre BOURDIEU. Entre autres *Questions de sociologie*, Paris, Editions de Minuit, 1980, et les nombreux travaux publiés dans *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*.
- (129) Au grè des lectures sans doute trop partielles de l'auteur de ces lignes, on serait tenté de citer comme exemple la thèse de Fernand BRAUDEL sur la Méditerranée au temps de Philippe II, celle de Pierre VILAR sur la Catalogne et en remontant dans le temps, celles des pères fondateurs des *Annales*, mais la liste complète serait fort longue et bien connue des lecteurs de cette revue.

En économie industrielle, des approches masoéconomiques ont été tentées, lire par exemple ADEFI *Economie industrielle : Problématique et méthodologie*, Economica, Paris 1982. Il conviendrait d'en pousser la logique et étendre l'application.

- (130) Lire l'article fondamental "The methology of positive economics" in

Essays in Positive Economics, Chicago, University of Chicago Press, p. 7-8-9-14-15. On trouvera une critique de cette approche dans G. M. HODGSON, *Economics and Institutions*, Oxford, Basil Blackwell, 1988, Chap. 2 p. 27-47, et une discussion serrée dans L.A. BOLAND, *The Foundations of Economic Method*, Londres, Allen & Unwin, 1982, p. 143-152.

- (131) On se souvient de l'ironie mordante de Joan ROBINSON à propos des limites de l'exhaustivité descriptive. L'opposition n'est donc pas entre théorie et description, mais entre théories tenant plus ou moins compte des données de l'expérience et de l'empirie.
- (132) Ainsi, lors du premier choc pétrolier, en situation de concurrence pure et parfaite le prix des automobiles aurait dû par exemple chuter du fait de l'effondrement de la demande. Or ils augmentèrent en Europe de l'ordre de 30 %, preuve manifeste que la concurrence était de type oligopolistique et permettait au quasi-cartel des constructeurs européens de répercuter dans leurs prix l'augmentation de leurs coûts. L'hypothèse de concurrence pure et parfaite n'était donc pas anodine.
- (133) Ainsi la théorie quantitative de la monnaie n'aura-t-elle cesse de trouver de nouvelles définitions de la monnaie de M1, M2... jusqu'à M8, dans l'espoir de restaurer une liaison étroite avec l'évolution des prix, sans donc remettre en cause le noyau dur de la théorie. De la même façon dans la théorie keynésienne la stabilité de l'estimation de multiplicateurs peut s'avérer compatible avec deux interprétations radicalement différentes. Soit effectivement comme le pensent les keynésiens, le niveau des dépenses publiques détermine celui de l'activité. Soit au contraire, comme le proclament les nouveaux classiques, c'est le niveau de la production rentable pour les entreprises qui permet l'extension des dépenses. Le test économétrique ne discrimine donc pas ce qu'il y a de plus essentiel dans la théorie keynésienne. Il n'est d'ailleurs pas certain que les tests statistiques sophistiqués de la causalité entendue au sens de SIMS résolvent la question de la causalité au sens économique et décisionnel du terme.
- (134) Il suffira au lecteur de se reporter aux livraisons récentes des revues telles que *Econometrica*, *Review of Economic Studies* ou *Journal of Economic Theory* et d'y examiner quel est le statut des références aux économies réellement existantes. Dans l'entre-deux-guerres, la lecture de *Econometrica* montre une démarche beaucoup plus intégrée : question économique clairement énoncée, mathématisation, axiomatisation, vérification statistique, interprétation et conséquences de politique économique étaient successivement abordées au cours du même article.
- (135) Un exemple. Alors que dans les années soixante les économètres avaient la plus grande difficulté à faire apparaître une influence significative du taux d'intérêt sur la consommation sans trop oser remettre en cause les prédictions de la théorie macroéconomique, il fallut attendre le début des années soixante-dix pour que l'on réalise que la combinaison des effets de revenu et de substitution impliquait des effets ambigus sur le partage épargne-consommation.
- (136) Il est néanmoins rassurant de voir un nombre croissant d'articles qui, en cette fin des années quatre-vingts, partent de quelques uns des

paradoxes dont la période est riche (cf. l'exemple concernant la hiérarchie des salaires, R.H. THALER (86)). C'était fort heureusement l'orientation de longue date de certains travaux de théoriciens tels que G. AKERLOF, *An Economic Theorist's Book of Tales*, Cambridge University Press, 1984.

- (137) On fait bien sûr référence aux travaux de Fernand BRAUDEL et sa monumentale trilogie *Capitalisme et civilisation matérielle*, Paris, Armand Collin, 1978, mais aussi la très stimulante recherche de M.T. BOYER-XAMBEU, G. DELEPLACE et L. GILLARD, *Monnaie privée et pouvoir des prince. L'économie des relations monétaires à la Renaissance*, Paris, Presses Fondation Nationale des Sciences Politiques/Editions du CNRS, 1986. Par ailleurs se reporter aux notes de lecture de Jean BOUVIER et de ces mêmes auteurs dans *Annales E.S.C.*, Vol. 43, n° 4, Juillet- Août 1988, pp. 951-974.
- (138) C'est tout au moins l'enseignement que l'on peut tirer à la lecture des chapitres correspondants F. BRAUDEL, E. LABROUSSE, *Histoire Economique et Sociale de la France*, Paris, Presses Universitaires de France, Tome 2, 1660-1789, 1970, p. 257-266, Tome 3, 1789-1880, 1976, Second volume, p. 530-541.
- (139) R. BOYER, "La formation des salaires en longue période", déjà cité (92) et J.F. GERME, "Le livret ouvrier", in R. SALAIS et L. THEVENOT (1984), déjà cité
- (140) Nombre de ses propositions reprennent actualité dans le contexte des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix. Lire plus particulièrement "Les errements de la théorie de l'équilibre" initialement publié dans *l'Economic Journal*, Déc. 1972, traduit et repris dans N. KALDOR, *Economie et Instabilité*, Paris, Economica, 1987.
- (141) Que les processus cognitifs ne miment pas le modèle scientifique sous-jacent du phénomène concerné, de sorte que représentations des agents en vue de l'action et représentations savantes ne correspondent en rien est maintenant largement reconnu. Lire F.E. VARELA, *Connaître les sciences cognitives*, Paris, Seuil, 1988. Pour une exploration des conséquences sur les comportements et les institutions économiques se reporter à O. FAVEREAU, "Marchés internes, marchés externes", et A. ORLEAN, "Pour une approche cognitive des conventions économiques", *Revue Economique*, Vol. 40, n° 2, Mars 1989, pp. 241-328. Cet hyperlogicisme était vigoureusement dénoncé par M. BLOCH : "A lire certains livres d'histoire, on croirait l'humanité composée uniquement de volontés logiciennes, pour qui leurs raisons d'agir n'auraient pas le moindre secret (...). C'est aussi répéter, en l'amplifiant l'erreur, si souvent dénoncée pourtant, de la vieille théorie économique. Son homo oeconomicus n'était pas une ombre vaine seulement parce qu'on le supposait exclusivement occupé de ses intérêts : la pire illusion consistait à imaginer qu'il pût se faire de ces intérêts une idée si nette." *Apologie pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 7ème édition, 1974, p. 142.
- (142) Voir l'ouvrage édité par R. HOGATH et W. REDER, *Rational Choice*, déjà cité, en particulier les contributions de M.H. MILLER et A.W. KLEIDON.

- (143) On trouve cette idée dans nombre de travaux de Pierre BOURDIEU en particulier *La distinction*, Paris, Editions de Minuit, 1979.
- (144) C'est précisément l'angle d'attaque privilégié par L. BOLTANSKI et L. THEVENOT dans *Les économies de la grandeur*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987.
- (145) Un exemple. Le comportement rationnel de l'homo oeconomicus, ou plus exactement de la mulier oeconomica, aurait dû conduire à une baisse des taux d'activité féminine face à la montée du chômage observée dans les années soixante-dix et quatre-vingts. Compte tenu de la distribution des rôles économiques et domestiques dans les familles, des stratégies des firmes exploitant les inégalités de salaires et de qualification pour les femmes, et bien sûr de la volonté de maintenir un certain niveau de vie, au contraire les taux d'activité féminins ont connu une hausse permanente. Faute d'une compréhension suffisamment large de la logique des comportements l'économiste commet donc une erreur dans la prévision des variables appartenant à son propre champ.
- (146) Pour John HICKS : "L'histoire économique est souvent présentée, à raison, comme un processus de spécialisation qui ne concerne pas seulement les activités économiques mais aussi des activités de toute sorte (...) la spécialisation académique (de l'économiste) correspond à quelque chose qui est effectivement survenu dans le monde réel (...) mais nous souffrons de cette spécialisation. L'une des fonctions majeures de l'histoire économique est à mon sens de servir de forum au sein duquel économistes, politologues, juristes, sociologues et historiens -des événements, des idées, des technologies- peuvent se rencontrer et parler les uns aux autres". *A Theory of Economic History*, Oxford University Press, 1969, p. 2.
- (147) Les fondateurs des Annales insistaient beaucoup sur le rôle de l'historien dans l'intégration de visions de l'homme émanant de disciplines différentes. Pour Marc BLOCH par exemple "(...) Or homo religiosus, homo oeconomicus, homo publicus, toute cette kyrielle d'homme en us dont on pourrait à plaisir allonger la liste, le péril serait grave de les prendre pour autre chose que ce qu'ils sont en vérité : des fantômes commodes à condition de ne pas devenir encombrants. Le seul être de chair est l'homme, sans plus, qui réunit à la fois tout cela". *Apologie pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, réédition 1969.
- On doit à Karl POLANYI, *La grande transformation*, 1944, Edition française, Paris, Gallimard, 1983, une vigoureuse analyse dénonçant l'impossibilité de réduire la société à la seule logique du marché généralisé.
- (148) Voir à ce propos Ph. D'IRIBARNE (1989) *La logique de l'honneur*, Editions du Seuil, Paris.
- (149) Avant propos à *La société de cour*, déjà cité, p. XLI.
- (150) R. SOLOW, "Economics : is Something Missing ?" dans W.N. PARKER déjà cité, p. 22.

- (151) Marc BLOCH, *Apologie pour l'histoire* déjà cité, p. 142.
- (152) Lire par exemple, Samuel BOWLES, Erbert GINTIS, *Démocratie et Capitalisme*, Paris, La Découverte, 1987.
- (153) R. SOLOW, *ibidem*, p. 23.
- (154) On trouvera des analyses tout à fait suggestives des spécificités de ces régulations dans W. KULA, *Théorie économique du système féodal*, Paris, Mouton, 1970, et dans Guy BOIS, *Crise du féodalisme*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politique/Editions de l'E.H.E.S.S., 1976.
- (155) On fait bien sûr référence à la contribution d'Ernest LABROUSSE et des nombreux historiens qu'il a inspiré, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus*, déjà cité (7).
- (156) M. AGLIETTA, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy 1976 ; A. LIPIETZ, *Crise et inflation pourquoi ?*, Paris, Maspéro, 1979 ; R. BOYER, J. MISTRAL, "Le temps présent : La crise(I). D'une analyse historique à une vue prospective" et "La crise (II). Pesanteur et potentialité des années quatre-vingts", *Annales, E.S.C.*, n° 3 et 4, Mai et Juillet 1983, pp. 483-506 et 773-789 ; ainsi que l'ouvrage à paraître déjà cité *La seconde transformation*. M. AGLIETTA, A. BRENDER, *Les métamorphoses de la société salariale*, Paris, Calmann-Lévy, 1984 ; J. MAZIER, M. BASLE, J.F. VIDAL, *Quand les crises durent...*, Paris, Economica, 1984.
- (157) B. LEPETIT, *Les villes dans la France moderne 1740-1840*, Paris, Albin Michel, 1988. Une citation pour montrer la correspondance avec les présentes analyses : "Si les formes spatiales durent, elles le font au prix d'une modification de leur fonctionnement ; (...) une même structure spatiale (...) aboutit parce qu'elle s'applique à des territoires qui ne sont pas uniformes et qui n'ont pas connu la même histoire à des fonctionnements différents" (p. 402). De même est présente l'idée d'un renversement des tendances de l'essor à la contraction, lorsque par exemple les économies externes liées à la ville s'inversent au-delà d'un seuil de concentration. Le ressort est le même que celui qui conduit par exemple à la crise du fordisme dans la période contemporaine. On peut voir dans cette convergence la matrice d'un modèle commun et général qui reste à développer mais qui pourrait être ensuite appliqué à toute une série de domaines.
- (158) Lire M.J. PIORE, Ch. SABEL, *Les chemins de la prospérité*, Paris, Hachette, traduction française 1989, paru sous le titre *The second Industrial Divide*, Basic Book, 1984.
- (159) Il serait hors de propos de fournir une bibliographie sur la question. On pourra trouver une synthèse dans P. DEYON, "Fécondité et limites du modèle protoindustriel : premier bilan" *Annales, E.S.C.*, Vol. 39, n° 5, Sept-Oct. 1984, pp. 868-881.
- (160) Il est en effet dommage que les recherches des économistes contemporains sur la flexibilité technique et organisationnelle ne fassent pas plus souvent appel à la grande richesse, tout au moins aux

Etats-Unis, des recherches historiques sur l'organisation industrielle. Par exemple l'ouvrage de D.A HOUNSHELL, *From the American System to Mass Production, 1800-1932*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1984, apporte un démenti quant au caractère radicalement nouveau des stratégies contemporaines de flexibilisation et de diversification des produits.

- (161) On fait référence à la recherche pluri-disciplinaire et multinationale, coordonnée par R. HOLLINGSWORTH, Ph. SCHMITTER, W. STREECK, *The Economic Governance of Sectors*, ronéotypé Mai 1989, à paraître. Pour un développement plus complet des réflexions esquissées dans le texte R. BOYER, "Transformations of Modern Capitalism", contribution à ce projet.
- (162) Il faudrait s'interroger sur les raisons qui font que les chercheurs français se soient peu intéressés à la théorie du corporatisme, entendue au sens de conciliation des intérêts économiques par concertation au niveau de l'Etat, alors même que ce sujet est largement étudié sous d'autres appellations théoriques. Voir Ph. SCHMITTER et G. LEHMBRUCH Ed., *Trends toward Corporatist Intermediation* Londres, Sage Publications, 1979.
- (163) On trouvera dans B. LUTZ, *Der kurze Traum immerwährender Prosperität*, Frankfurt, Campus Verlag, 1984, une subtile alliance entre analyse historique et explicitation du passage au mode de développement de l'après seconde guerre mondiale.
- (164) On voudrait citer deux travaux récents émanant d'économistes qui s'attaquent à ce vaste chantier. D'abord la mise en perspective des relations histoire et économie que proposent P. DOCKES et B. ROSIER, *L'Histoire Ambiguë*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988. Ensuite la réinterprétation des thèses marxistes concernant la dialectique entre rapports sociaux et forces de production a fait l'objet de l'ouvrage I. JOHSUA, *La face cachée du moyen-âge*, Paris, La Breche, 1988.
- (165) On vise la tentation qu'ont certains chercheurs en sciences sociales d'appliquer de façon quelque peu mécanique les intuitions tirées de la thermodynamique non linéaire. Fort heureusement, dans leur dernier ouvrage I. PRIGOGINE et I. STENGHERS, *Entre le temps et l'éternité*, Paris, Fayard, 1988, mettent en garde contre cette transposition, corrigeant l'impression qu'avait pu donner leur précédent ouvrage *La nouvelle alliance*, Paris, Gallimard, 1979. Ils écrivent "Loin de l'équilibre, l'activité d'un système peut devenir sensible à certains facteurs de son environnement, tels la force de gravitation dont l'effet, à l'équilibre, serait insignifiant. La distance est grande certes entre un tel énoncé et ceux qui commentent la manière dont les hommes créent le sens du monde où ils vivent. Il n'est pas question, nous n'avons cessé de la souligner, d'annuler cette distance, "d'appliquer" les concepts de la physique loin de l'équilibre aux sciences de la vie et des hommes mais de définir une nouvelle cohérence entre ces sciences" (p. 179).

En contrepoint, une discussion de ce thème du point de vue des sciences sociales se trouve dans K. POMIAN, *L'ordre du temps*, Paris, Gallimard,

1984.

- (166) Pour un remarquable panorama du nouveau paradigme en voie d'émergence dans les sciences de la nature on lira J. GLEICK, *La théorie du chaos, vers une nouvelle science*, Paris, Albin Michel, 1989, Edition américaine, 1987, et I. EKELAND, *Le calcul, l'imprévu. Les figures du temps de KEPLER à THOM*, Paris, Seuil, 1984.
- (167) On fait référence au travail de R.H. DAY, "Economic development in the very long run. On the multiple phase interaction of population, technology and social infrastructure", WP n° 8732, University of Southern California, Los Angeles, September 1987.
- (168) Cf. W. KULA, op. cit. (153), E. LABROUSSE, op. cit. (7).
- (169) Mais ce parallélisme n'est pas identité des objets et des méthodes. Comparer par exemple la nature des modèles proposés dans le numéro spécial de la *Revue Economique*, Vol. 40, N° 2, "L'économie des conventions", Mars 1989 et les formalisations de la thermodynamique non linéaire chères à I. PRIGOGINE déjà cité (164).
- (170) Ce point est amplement développé dans l'avant propos de Norbert ELIAS, déjà cité (59), p. XLV à XLIX.
- (171) Quelque soit l'intérêt des nombreux modèles proposés par R. H. DAY et mettant en oeuvre la dynamique des systèmes non linéaires, on ne saurait en effet admettre sans difficulté cet a priori épistémologique. La sophistication des enchaînements dynamiques n'est pas synonyme de richesse du contenu historique. Pour plus de détail voir R. BOYER, "Les théories macroéconomiques face à l'irréversibilité" Communication au Colloque E.H.E.S.S. *Inréversibilités dans les modes de croissance...*, Paris, Ronéotypé, Juin 1989.
- (172) Les tests statistiques menés sur les Etats-Unis n'autorisent pas pour l'instant une réponse positive. W.A. BROCK, "Nonlinearity and Complex Dynamics in Economics and Finance". In D. PINES Ed., *The Economy as an Evolving Complex System*, New-York, Addison-Wesley, 1988.
- (173) C'est dans ce sens que dans *Business Cycles. A Theoretical, Historical and Statistical Analysis of Capitalist Process*, New York, McGraw Hill, 1939, J. SCHUMPETER utilise le terme difficilement traduisible en français de "serendipity" pour évoquer le processus complexe qui conduit à l'invention, fait de hasard et de nécessité. Mot à mot ce terme désigne le don de faire par hasard des découvertes heureuses.
- (174) On fait référence aux travaux de J. LE GOFF, *La naissance du purgatoire*, Paris, 1981, et *La bourse et la vie*, Paris, Hachette, 1986.
- (175) Bernard LEPETIT, déjà cité, p. 401.
- (176) Ce point ressort clairement des histoires de l'organisation technique aux Etats Unis (R.A. HOUNSHELL, déjà cité). Pour une réflexion sur le processus complexe de passage d'un procès de travail taylorien au compromis fordiste, se reporter à R. BOYER, "L'introduction du taylorisme en France à la lumière de recherches récentes", *Travail et*

- Emploi*, n° 18, Octobre-Décembre, 1983, et la livraison d'*Annales*, E.S.C., Vol. 42, n° 5, Sept-Oct. 1987, tout particulièrement les articles de P. FRIDENSON, "Un tournant taylorien de la société française", et A. MOUTET, "L'industrie française des années trente : une rationalisation de crise".
- (177) Concernant le rôle des guerres mondiales dans la genèse de nouvelles formes d'organisation, la référence pour la France est l'ouvrage coordonné par P. FRIDENSON, 1914-1918 : *L'autre front*, Cahiers du Mouvement Social n° 2, Paris, Editions Ouvrière, 1977.
 - (178) Lire M. AGLIETTA, "Stabilité dynamique et transformations des régimes monétaires internationaux", Communication au Colloque E.H.E.S.S. *Irréversibilités dans les mode de croissance*, Paris, Juin 1988, et R.O. KEOHANE, *After Hegemony. Cooperation and Discond in the World Political Economy*, Princeton University Press, 1984. S.D. KRASNER Ed., *International Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1983.
 - (179) N. ELIAS, déjà cité, p. XLV.
 - (180) B. LEPETIT, déjà cité, avant propos, p. 17.
 - (181) Pour des développements plus complets lire le dernier chapitre de l'ouvrage R. BOYER, *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, La Découverte, 1986, p. 111-135.
 - (182) Cet aspect de la crise de la régulation monopoliste a été plus particulièrement développé par R. BOYER et J. MISTRAL, *Accumulation, Inflation, Crise*, déjà cité, 1982, Chap. 6.
 - (183) Parmi une très abondante littérature on pourra se reporter à R. E. LUCAS, déjà cité (77), et T.J. SARGENT, "A classical macroeconomic model for the United States", *Journal of Political Economy*, vol. 84, 1976, p. 207-38.
 - (184) Cf. M. ALLAIS, 1953, déjà cité.
 - (185) J. LE GOFF, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988, tout particulièrement les pages 105 à 177.
 - (186) Pour une démonstration du paradoxe entre convergence du processus d'apprentissage mais instabilité de l'équilibre, ou réciproquement divergence du processus d'apprentissage mais stabilité de l'équilibre, lire J.M. GRANDMONT, G. LAROQUE, "Stability of cyles and expectations", Couverture Orange CEPREMAP n° 8516, 1985.
 - (187) Voir la démonstration de R. HEINER, "Imperfect decisions and routinized production : implication for evolutionary modelling and inertial technical change", dans G. DOSI & Alii Eds, déjà cité (84), Chap. 6.
 - (188) F. ZONABEND, *La mémoire longue*, Paris, Presse Universitaires de France, 1980, insiste dans sa conclusion sur l'entremêlement des divers temps. Ainsi elle écrit en conclusion : "De fait on comprend que cette histoire événementielle n'apparaisse jamais comme le support du temps individuel et qu'elle n'encadre pas, non plus, le temps de la

- collectivité (...) le temps de la famille organise le temps de l'histoire", p. 301-302. Voir aussi K. POMIAN, op. cit. (164).
- (189) F. Von HAYEK, *Droit, législation et liberté*, 3 Tomes, Paris, Presses Universitaires de France, 1977, 1981.
- (190) John Maynard KEYNES concluait ainsi *La Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* Traduction française, Paris, Payot, 1959 : "Dans le domaine de la philosophie économique et politique, rares sont les hommes de plus de 25 ou 30 ans qui restent accessibles aux théories nouvelles. Les idées que les fonctionnaires, les hommes politiques et même les agitateurs appliquent à la vie courante ont donc peu de chances d'être les plus neuves. Mais ce sont les idées et non les intérêts constitués qui, tôt ou tard, sont dangereuses pour le bien comme pour le mal" (p. 397).
- (191) On trouve cette idée exprimée par exemple chez Nicholas KALDOR, "Recollections of an Economist", *Banca Nazionale del Lavoro*, Quaterly review, Marzo, 1986. On rejoint les analyses de Marc BLOCH : "Les hommes qui sont nés dans une même ambiance sociale, à des dates voisines, subissent nécessairement, en particulier dans leur période de formation, des influences analogues. L'expérience prouve que leur comportement présente, par rapport aux groupes sensiblement plus vieux ou plus jeunes, des traits distinctifs ordinairement fort nets (...) Cette communauté d'empreinte, venant d'une communauté d'âge fait une génération", *Apologie par l'histoire*, op. cit., p. 150.
- (192) Quant au rôle de la Résistance puis de la Libération dans la synchronisation des visions du monde d'une nouvelle génération de haut fonctionnaires et d'économistes, lire F. FOURQUET, *Les comptes de la puissance. Histoire de la comptabilité nationale et du plan*, Paris, Encres, Recherches, 1980.
- (193) P. BOURDIEU, *Choses dites*, Paris, Editions de Minuit, 1987, p. 24-25.
- (194) On fait par exemple référence aux analyses de John Kenneth GALBRAITH, *The Affluent Society*, Boston, Houghton Mifflin, 1955, et *The New Industrial State*, Boston, Houghton Mifflin, 1967, traduction française *Le nouvel Etat industriel*, Paris, Gallimard, 1970.
- (195) On lira le chapitre consacré à la mémoire dans J. LE GOFF, *Histoire et mémoire*, op. cit.. A propos des aspects collectifs de la mémoire, une référence essentielle est P. NORA éd., *Les lieux de la mémoire*, Paris, Gallimard, 1984.
- (196) Pour une analyse très suggestive et qui devrait susciter le nombreuses recherches, en particulier en histoire économique et sociale, lire P. BOURDIEU, "Le mort saisit le vif", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 32-33, p. 3-14.
- (197) Les phénomènes de mimétisme et l'importance des crises dans les réformes monétaires ont fait l'objet des réflexions de : M. AGLIETTA, A. ORLEAN, *La violence de la monnaie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1982 et A. ORLEAN, "Mimétisme et anticipations rationnelles" une perspective keynésienne", *Recherches Economiques de Louvain*, Vol

52, n° 1, p. 45-66.

- (198) Le rôle de la réglementation, institutée par une profession pour prévenir les crises, a été mis en évidence par une étude attentive du fonctionnement des marchés boursiers. W.D. COLEMAN, "Keeping the shotgun behind the door : governing the securities industry in Canada, the United Kingdom and the United States", Ronéotypé MacMaster University, préparé pour *The Comparative Governance of Economic Sectors Conference*, Bellagio, 1988. C'est l'un des thèmes majeurs de K. POLANYI, op. cit. (147).
- (199) L'impact du processus de constitution des relations professionnelles, y compris dans les réactions à court terme, ressort par exemple des analyses de G. LEITHAUSER, "Des flexibilités...et pourtant une crise" dans R. BOYER Ed., *La flexibilité du Travail en Europe*, Paris, La Découverte, 1986, p. 181-199.
- (200) Lire par exemple R. DORE, *Taking Japan Seriously*, Stanford University Press, 1987. Il faut cependant noter que l'importance de spécificités culturelles du Japon est contestée par d'autres spécialistes qui au contraire insistent sur les traits généraux du "modèle japonais" tels K. YAMAMURA et Y. YASUBA Eds, *The Political Economy of Japan*, Stanford University Press, 1987.
- (201) A. DESROSIERES, A. GOY, L. THEVENOT, "L'identité sociale dans le travail statistique ; la nouvelle nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles", *Economie et Statistiques*, n° 152, 1983, p. 55-81 ; et plus généralement à la notion d'investissement de forme. Lire le *Cahiers du Centre d'Etudes de l'Emploi* consacré aux "Conventions Economiques", Paris, Presses Universitaires de France, 1985. D'où l'originalité de la crise actuelle qui est aussi celle d'un mode de socialisation et d'institutionnalisation du salariat. M. AGLIETTA, A. BRENDER, *Les métamorphoses de la société salariale*, Paris, Calmann-Lévy, 1984.
- (202) Outre l'article de J. BON et R. OURSET, déjà cité, lire C. MIDLER, "Les concepts au concret. Réflexion sur les liens entre systèmes techniques et systèmes de gestion dans l'industrie automobile" dans *Le travail, marchés, règles, conventions*, R. SALAIS et L. THEVENOT Eds., déjà cité.
- (203) C'est ce qui résulte aussi bien d'une analyse de la genèse du droit du travail en France : J. LE GOFF, *Du silence à la parole. Droit du travail, société, Etat*, Quimper, Calligrammes/La digitale 1985, aussi bien que d'une comparaison internationale : A. LYON-CAEN et A. JEAMMAUD, *Droit du travail, démocratie et crise*, Arles, Actes Sud, 1985.
- (204) On trouvera un bon exemple de ces relations entre interrogations sur le temps présent et démarches historiques dans Jean BOUVIER, "Libres propos autour d'une démarche révisionniste", dans P. FRIDENSON et A. STRAUS Eds, *Le capitalisme français. Blocages et dynamismes d'une croissance*, Paris, Fayard, 1987, p. 11-27.
- (205) Cette sousestimation n'est pas l'apanage des "contre-révolutions" libérales. Elle frappe aussi les expériences de gouvernements

socialistes ou socio-démocrates. Lire par exemple S. HOFFMANN et G. ROSS Eds, *L'expérience Mitterrand*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988. De même, il a fallu près de 15 ans pour que la stratégie suédoise de reconversion industrielle produise ses effets. OCDE, *Etudes Economiques. Suède*, Paris, Publications de l'OCDE, 1989.

- (206) Déjà la *Théorie Générale*, op. cit., attribuait le chômage au divorce entre la recherche de la liquidité et l'engagement à long terme du capital productif, et KEYNES insistait sur les dangers du temps court de la finance qui "déréglaient" le temps long de la production. A. ORLEAN, op. cit., a prolongé ce thème de réflexion et élaboré divers modèles formalisant cette intuition.

- (207) Il faut souligner un regain d'intérêt en France pour les recherches en histoire de la pensée, comme en témoignent le succès des rencontres organisées sous l'égide de l'association Charles GIDE, le lancement en 1988 d'un séminaire régulier à l'Université de PARIS I ainsi que la préparation d'un ouvrage collectif d'histoire de la pensée, Editions La Découverte, à paraître.

Les historiens apportent pour leur part de précieuses contributions à ce regain. Concernant par exemple l'émergence du concept d'équilibre, lire J.C. PERROT, "Premiers aspects de l'équilibre dans la pensée économique française", *Annales, E.S.C.*, Sept-Oct. 1983, et du même auteur, "Equilibre économique et déterminisme au XVIIIème siècle : Etudes de cas", in *Recherches et Travaux*, Bulletin n° 17, Décembre 1988.

- (208) Par exemple, la concurrence imparfaite a fait l'objet des travaux des plus grands théoriciens dès l'entre-deux-guerres, en particulier de J. CHAMBERLIN, J. ROBINSON, N. KALDOR. De même l'endogénéisation du progrès technique et la discussion des rendements d'échelle constituait un domaine de recherche partiellement actif dans les années soixante. Paradoxalement fort peu de ces travaux, qui ne sont pas tous dépassés, sont mobilisés par les économistes contemporains.

- (209) Ainsi D.M. McCLOSKEY, "Does the Past Have Useful Economics ?" *Journal of Economic Literature*, June 1976, p. 434-451, retient parmi les cinq effets bénéfiques de l'histoire économique le fait qu'elle puisse conduire à de meilleures politiques économiques. Citant H. ROCKOFF, il souligne que "l'un des buts de l'histoire est d'élargir notre conception du possible", et de démentir les idées simplistes, concernant par exemple la soudaineté et la rapidité de la révolution industrielle en Grande Bretagne. Les résultats disponibles démentent en général les propositions que les économistes émettent au vu des seules évolutions contemporaines.

- (210) Nombre d'économistes contemporains, engagés dans la polémique sur le déclin français, gagneraient à lire la littérature historique sur la question, entre autres P. FRIDENSON et A. STRAUS Eds, op. cit..

- (211) Le lecteur se souvient peut-être que dans un article qui fit sensation en 1976, Jacques ATTALI annonçait dans les colonnes du journal *Le Monde* "la crise est finie !" parce que venait d'être inventé le microprocesseur. Treize ans plus tard, il n'est pas totalement évident

qu'aient été surmontés tous les blocages à la croissance de l'économie mondiale. Certes cette vue a été ensuite enrichie d'une prise en compte du temps long dans *Les trois mondes*, Paris, Fayard, 1981. On trouve une hésitation équivalente entre le temps long des innovations schumpétériennes et le cycle court propre à la macroéconomie keynésienne ou néo-classique dans Ch. STOFFAES, *Fins de Mondes*, Paris, Odile Jacob, 1987.

- (212) La communication de Paul DAVID, "The productivity paradox in historical perspective" présentée au Colloque international sur *La Science, La Technologie et la Croissance Economique*, Paris, OCDE, 5-8 Juin 1989, constitue un remarquable exemple de ce que peut être l'apport de l'historien aux problèmes les plus contemporains. En l'occurrence les raisons de l'atonie de la productivité en dépit de l'intensification de la recherche et de l'innovation technique.
- (213) L'ouvrage *Civilisation matérielle, Economie et Capitalisme*, 3 Tomes, Paris, Armand Colin, 1979 est en effet l'un des rares travaux d'histoire économique et sociale à être cité par nombre d'économistes.
- (214) Pour un point récent sur l'apport des sciences sociales à la compréhension de la transformation à long terme des sociétés, se reporter à H. MENDRAS déjà cité.
- (215) Pour sa part, *Business Cycles* de Joseph SCHUMPETER, op. cit., combinait les phases descendantes des trois cycles Kitchin, Juglar et Kondratief pour rendre compte de la gravité de la crise de 1929.
- (216) La réduction de la prévision au simple prolongement des cycles antérieurs connaît un exemple caricatural dans BATRA R., *The great depression of 1990*, New York, Simon and Schuster, 1987. Pour sa part, I. WALLERSTEIN, "La crise comme transition" dans S. AMIN & Alii Eds., déjà cité, combine une ouverture sur les mouvements antisystémiques avec une conception quasi -déterministe des ondes longues.
- (217) Pour une étude comparative des réactions des pouvoirs politiques à une même crise internationale, lire P. GOUREVITCH, *Politics in Hard Times. Comparative Responses to International Economic Crises*, Ithaca, Cornell University Press, 1986. Sur le rôle de l'Etat en France, analysé sur près d'un siècle, C. ANDRE et R. DELORME, *L'Etat et l'Economie*, Paris, Seuil, 1983. Une analyse du rôle du politique dans la crise actuelle est menée pour la France par A. LIPIETZ, *L'audace ou l'enlisement*, Paris, La Découverte, 1984 ; pour le Québec par G. BOISMENU Ed., *Crise économique et mode de régulation au Canada*, Montréal, Boreal Express, à paraître 1990.
- (218) Des analyses de H. MORSEL, "La grande crise du monde capitaliste" dans P. LEON Ed., *Histoire économique et sociale du monde* Tome 5, Paris, Armand Colin, 1977, p. 295-342, ressortent deux résultats qui ne sont pas sans importance pour la période actuelle. D'abord, des transformations fort contrastées interviennent en Allemagne, et en Suède, en Angleterre et aux Etats-Unis, ce qui dément l'hypothèse de l'unicité des stratégies de sortie de crise. Il est donc une place pour le politique et le social. Ensuite, la chronologie est différente selon les pays, car le retour au plein emploi est par exemple beaucoup plus

rapide en Suède et en Allemagne qu'il ne l'est dans le reste de l'Europe et aux Etats-Unis.

- (219) McCLOSKEY, op. cit., p. 439.
- (220) Cette prise de conscience est devenue générale comme en témoignent les conclusions de la conférence internationale OCDE sur la Science, la Technique et la Croissance, juin 1989, rapport du Professeur ARROW K.. De même, le colloque international "Irréversibilités dans les modes de croissance..." a fait ressortir de notables convergences entre sociologues et économistes du changement technique, autour des notions de réseau, comme espace de création de rendements d'échelle croissants et de détermination simultanée du champ et des stratégies des acteurs.
- (221) McCLOSKEY, op. cit., p. 454.
- (222) Le numéro spécial de la *Revue Economique : l'économie des conventions*, Mars 1989, propose toute une série de notions, méthodologies et programmes de recherche.
- (223) P.M. ROMER, "Increasing returns and long run growth", *Journal of Political Economy*, Vol. 94, Octobre 1986 ; J. STIGLITZ, "Markets, market failures and development", *American Economic Review*, Vol. 79, n° 2, May 1989, p. 197-203. Ce thème avait retenu l'attention dès les années soixante et soixante-dix de N. KALDOR, "Les errements de la théorie de l'équilibre", op. cit.. Un test économétrique suggère néanmoins une certaine instabilité au cours des années quatre-vingt : R. BOYER, P. PETIT, "Kaldor Growth Theories : Past, Present in Prospect", in W. SEMMLER & E. NELL Eds., *Nicholas KALDOR and mainstream economic*, Londres, Mac Millan, à paraître 1990.
- (224) B. ARTHUR, "Competing technologies : an overview", in G. DOSI, C. FREEMAN, R. NELSON, G. SILVERBERG, L. SOETE Eds, *Technical Change and Economic Theory*, Londres, Pinter, 1988.
- (225) F. MENDELS, "Histoire économique" et M. AYMARD, "Croissance", dans A. BURGUIERE Ed., *Dictionnaire des Sciences Historiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p. 215-223 et 170-173.
- (226) Ainsi, le modèle de B. ARTHUR, op. cit., pourrait-il utilement éclairer les travaux des historiens économiques concernant par exemple la compétition entre l'éclairage au gaz et à l'électricité à la fin du XIXème siècle. Lire l'article de F. LESCURE dans *L'électrification en France*, Paris, Editions de l'E.H.E.S.S., 1989.
- (227) Outre G. AKERLOF, déjà cité, on trouvera dans les travaux de H. SIMON nombre de formalisations. Entre autres "A formal theory of the employment relationship", *Econometrica*, Vol. 19, n° 3, May 1951, p. 293-305. Lire aussi les contributions au numéro spécial de la *Revue Economique* de Mars 1989, déjà cité.
- (228) M.F. GARCIA, "La construction sociale d'un marché parfait : le marché au cadran de Fontaines-en-sologne", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 65, Novembre 1986, p. 2-13. et J. SAGLIO : La construction sociale des marchés, ronéotypé GLYSI n° 1, contrat pour le CGP, 1989.

- (229) Pour une présentation générale R. BOYER, "Histoire des Techniques et théories économiques. Vers un nouveau programme de recherche ?", Document de travail CEPREMAP n° 8908, Janvier 1989, communication aux Journées de l'E.H.E.S.S. Montrouge, 1988.
- (230) R. BOYER et P. MALGRANGE, "Formalisation du long terme : une revue de littérature", Document de travail CEPREMAP n° 8906, Février 1989.
- (231) Par exemple : J. LESOURNE et D. MALKIN, "L'exercice INTERFUTURS : Reflexions méthodologiques", Document OCDE-INTERFUTURS, Sept 1979 ; CGP-CNRS, *Prospectives 2005*, Paris, Economica, 1987 et J. LESOURNE Ed., *L'urgence du futur. Existe-t-il des stratégies économiques de long terme pour la France ?*, Paris Economica/IHEDN, 1989.
- (232) F. BRAUDEL, *Echits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1969, p. 125.
- (233) F. BRAUDEL, op. cit., p. 132.
- (234) Les conditions d'émergence et de succès des politiques de New Deal mériteraient sans doute le lancement de recherches pluridisciplinaires, éventuellement coordonnées à l'échelle internationale. On trouve nombre d'intuitions dans H. MORSEL, op. cit., B. LUTZ, op. cit., X-CRISE, *De la récurrence des crises économiques. Son cinquantenaire 1931-1981*, réédition, Paris, Economica, 1982 et M. TELO, *Le New Deal Européen. La pensée et la politique sociales-démocrates face à la crise des années trente*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1988.
- (235) *De la division du travail social*, Paris, Presses Universitaires de France, 1893, Livre III : La division du travail anémique, p. 364 et suivantes.
- (236) Trois exemples. Le Président NIXON ne déclarait-il pas à la fin des années soixante : "Maintenant nous sommes tous keynésiens". En France, à cette même époque, il était admis par les fonctionnaires et responsables que l'opinion publique ne pourrait tolérer plus de 500.000 chômeurs. Dans les années quatre-vingts, le mot d'ordre ne serait-il pas plutôt : "Maintenant nous sommes tous des libéraux !", alors que un chômage avoisinant 2.500.000 personnes semble, jusqu'à présent tout au moins, beaucoup mieux admis qu'on aurait pu le redouter. Enfin, dans l'ordre intellectuel, autant KEYNES et MARX étaient cités à tout bout de champ, autant ils sont quasiment ignorés aujourd'hui, alors que SCHUMPETER connaît le sort inverse.
- (237) On dispose déjà de premières analyses à propos de la crise, soit pétrolière (V. PERRAKI, op. cit.), soit boursière : Marc ABELES, *Le Monde*, 13 Novembre 1987, et Nancy GREEN, op. cit..